



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 18 mai 1968

Quebec, Saturday, May 18, 1968

Règlements

Rules

1^o Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2^o Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3^o Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4^o Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5^o L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6^o Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7^o La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than *Wednesday* noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8^o Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9^o Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: \$2 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N.B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 13 mars 1968

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: \$2 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, March 13, 1968

24070 — 14-38-a

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes**Affiliated Metal Manufacturing Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Pierre Lachapelle, constructeur, 2282, McNamara, Denise Héту, manufacturier, célibataire d'âge légal, et Edmond Ciccarelli manufacturier, ces deux derniers de 320, avenue Ponsard, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer des métaux de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Affiliated Metal Manufacturing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2155, rue St-Elzéar, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1612-68

**Les Aliments Carnaval inc.
Carnaval Foods Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Norman May, 55, chemin Holtham, Hampstead, et Avrum Rubinger, 4530, Côte des Neiges, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Letters Patent**Affiliated Metal Manufacturing Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lachapelle, builder, 2282 McNamara, Denise Héту, manufacturer, spinster of legal age, and Edmond Ciccarelli, manufacturer, the latter two of 320 Ponsard Avenue, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals of all descriptions, under the name of "Affiliated Metal Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2155 St. Elzéar Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1612-68

**Les Aliments Carnaval inc.
Carnaval Foods Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Norman May, 55 Holtham Road, Hampstead, and Avrum Rubinger, 4530 Côte des Neiges, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

Faire affaires comme restaurateurs et faire le commerce de marchandises et provisions de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Les Aliments Carnaval inc.—Carnaval Foods Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

1609-68

Les Aliments Carrousel inc.
Carrousel Foods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgehill, Westmount, Norman May, 55, chemin Holtham, Hampstead, et Avrum Rubinger, 4530, Côte des Neiges, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des aliments et produits alimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Les Aliments Carrousel inc.—Carrousel Foods Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

1608-68

Archos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, Pierre Lemieux, étudiant, tous deux de 409, Vauquelin, Beauceville, et Charles-E. St-Germain, industriel, 2735, Morin, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pierre, chaux, ciment, sable, minerais, minéraux et matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Archos inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 3,900 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 700 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1480, rue Logan, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1662-68

Yvan Archambault construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Yvan Archambault, entrepreneur général, Jeannine Archambault, ménagère, épouse contractuellement séparée de

To carry on business as restaurateurs and to deal in goods and provisions of every kind and description, under the name of "Les Aliments Carnaval inc.—Carnaval Foods Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1609-68

Les Aliments Carrousel inc.
Carrousel Foods Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgehill Road, Westmount, Norman May, 55 Holtham Road, Hampstead, and Avrum Rubinger, 4530 Côte des Neiges, Montreal the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in foods and food products of all kinds, under the name of "Les Aliments Carrousel inc.—Carrousel Foods Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1608-68

Archos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Lemieux, advocate, Pierre Lemieux, student, both of 409 Vauquelin, Beauceville, and Charles-E. St-Germain, industrialist, 2735 Morin, Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in stone, lime, cement, sand, ore, minerals and building materials of all kinds, under the name of "Archos inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$1 each, 3,900 preferred class "A" shares with a nominal value of \$10 each and 700 preferred class "B" shares with a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 1480 Logan Street, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1662-68

Yvan Archambault construction Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Archambault, general contractor, Jeannine Archambault, housewife, wife contractually separate as to property of said Yvan

biens dudit Yvan Archambault, tous deux de 90A, rue St-Antoine sud, et Fernand Guillette, menuisier, 507, rue Guy, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Yvan Archambault construction ltée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1581-68

Archambault, both of 90A, Saint-Antoine South, and Fernand Guillette, joiner, 507 Guy street, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company and to deal in all kinds of materials, under the name of "Yvan Archambault construction ltée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1581-68

Arrivederci Roma Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Michel Lassonde, 612, Vauquelin, Beloeil, Jean-L. Sansoucy, 1485 ouest, Bernard, tous deux avocats, et Roger-L. Beaulieu, avocat et conseil en Loi de la reine, 3044, chemin St-Sulpice, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Arrivederci Roma Restaurant Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

1391-68

Arrivederci Roma Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Lassonde, 612 Vauquelin, Beloeil, Jean-L. Sansoucy, 1485 Bernard West, both advocates, and Roger-L. Beaulieu, advocate and Queen's Counsel, 3044 St. Sulpice Road, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Arrivederci Roma Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 5,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1391-68

Association des Familles Marcotte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Lucie Marcotte, secrétaire, fille majeure, 944, 2e Avenue, Québec, Gilles Marcotte, comptable agréé, 4195, 3e Avenue ouest, Charlesbourg, et Fernand Dion, agent manufacturier, 1217, Ernest-Lavigne, Sillery, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toute manière les intérêts matériels, culturels et sociaux des personnes dont le nom de famille est « Marcotte », sous le nom de « Association des Familles Marcotte inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1483-68

Association des Vétérans
des As de Québec inc.
Quebec Aces Old Timers
Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Association des Familles Marcotte inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Lucie Marcotte, secretary, spinster of the full age of majority, 944, 2nd Avenue, Quebec, Gilles Marcotte, chartered accountant, 4195, 3rd Avenue West, Charlesbourg, and Fernand Dion, manufacturers' agent, 1217 Ernest-Lavigne, Sillery, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop by all means the material, cultural and social interests of persons whose family name is "Marcotte", under the name of "Association des Familles Marcotte inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1483-68

Association des Vétérans
des As de Québec inc.
Quebec Aces Old Timers
Association Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the

patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Gerry McNeil, agent d'assurances, 2913, Providence, Sainte-Foy, Fernand Houle, courtier d'assurances, 1261, de Samos, Fred Kowalchuck, acheteur, 2186, Brûlart, tous deux de Sillery, Armand Gaudreault, représentant, 120, 25e Rue, et Jean-Jacques Pichette, vendeur, 173, de la Colombière ouest, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du hockey, sous le nom de « Association des Vétérans des As de Québec inc.—Quebec Aces Old Timers Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$2,000.

Le siège social de la corporation est au Colisée de Québec, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1481-68

L'Association hippique de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Gabrielle Vallée, fille majeure, 798, de Longpré, Sainte-Foy, Henri Beaudry, 159, Principale, Saint-Romuald-d'Etchemin, et Gaston Michaud, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'équitation, sous le nom de « L'Association hippique de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1397-68

Auberge du Cheval Blanc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Alphonse Breton, restaurateur, Yvette Nadeau, ménagère, épouse dudit Alphonse Breton, tous deux de 3847, chemin St-Louis, Sainte-Foy, et Gaston Michaud, avocat, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Auberge du Cheval Blanc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1696-68

Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gerry McNeil, insurance agent, 2913 Providence, St. Foy, Fernand Houle, insurance broker, 1261 de Samos, Fred Kowalchuck, buyer, 2186 Brûlart, both of Sillery, Armand Gaudreault, representative, 120, 25th Street, and Jean-Jacques Pichette, salesman, 173 de la Colombière West, the latter two of Quebec, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and to promote especially the sport of hockey, under the name of "Association des Vétérans des As de Québec inc.—Quebec Aces Old Timers Association Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$2,000.

The head office of the corporation is at the Quebec Coliseum, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1481-68

L'Association hippique de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gabrielle Vallée, spinster of the full age of majority, 798 de Longpré, St. Foy, Henri Beaudry, 159 Main, Saint-Romuald-d'Etchemin, and Gaston Michaud, 6835 Place Boivin, Charlesbourg, all three advocates, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and to promote especially the sport of horsemanship, under the name of "L'Association hippique de Québec inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1397-68

Auberge du Cheval Blanc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alphonse Breton, restaurateur, Yvette Nadeau, housewife, wife of said Alphonse Breton, both of 3847 Saint-Louis Road, Sainte-Foy, and Gaston Michaud, advocate, 6835 Place Boivin, Charlesbourg, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Auberge du Cheval Blanc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1696-68

Bal-Mass inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de mars 1968, constituant en corporation: Robert Massicotte, commerçant, 926, Thibeau, Cap-de-la-Madeleine, Jean-Paul Balleux, commerçant, et Fernande Marcotte, commis, épouse séparée de biens dudit Jean-Paul Balleux, ces deux derniers de 2158, La Jonquière, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Bal-Mass inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 920, Thibeau, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 916-68

Barclay Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Bert Sidoti, 2049, avenue Ward, Gaetan Sidoti, 2130, avenue Scott, app. 21, tous deux de Saint-Laurent, et Donald Weir, 565, Joncas, Laval, tous trois opérateurs de poste de services, pour les objets suivants:

Exploiter des postes de services et faire le commerce de véhicules, pièces et accessoires d'iceux, sous le nom de « Barclay Motor Sales Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1685-68

Bonbons Paul inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, Edward H. Bernfeld, 6240, Westbury, tous deux avocats, et John R. Howard, secrétaire, 1420, Towers, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de restaurateurs, embouteilleurs, boulangers, confiseurs, bouchers, laitiers, crémiers, épiciers, marchands de volailles, marchands de fruits et légumes, fermiers, marchands de glace, dépositaires de journaux et débitants de tabacs, sous le nom de « Bonbons Paul inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1323-68

Bal-Mass inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Massicotte, tradesman, 926 Thibeau, Cap-de-la-Madeleine, Jean-Paul Balleux, tradesman, and Fernande Marcotte, clerk, wife separate as to property of said Jean-Paul Balleux, the latter two of 2158 La Jonquière, Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Bal-Mass inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 920 Thibeau, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 916-68

Barclay Motor Sales Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bert Sidoti, 2049 Ward Avenue, Gaetan Sidoti, 2130 Scott Avenue, Apt. 21, both of Saint-Laurent, and Donald Weir, 565 Joncas, Laval, all three service station operators, for the following purposes:

To operate service stations and to deal in vehicles and the accessories and parts thereof, under the name of "Barclay Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1685-68

Bonbons Paul inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, Edward H. Bernfeld, 6240 Westbury, both advocates, and John R. Howard, secretary, 1420 Towers, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on businesses as restaurateurs, bottlers, bakers, confectioners, butchers, milk sellers, dairymen, grocers, poulterers, greengrocers, farmers, ice merchants, news vendors and tobacconists, under the name of "Bonbons Paul inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1323-68

Les Boucliers de Saint-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Wurtele, avocat, 32, Blainville est, Sainte-Thérèse, Michel Hétu, notaire, 10, Féré, Saint-Eustache, et Yvette Fortin, secrétaire, fille majeure, 120, Équerre, Laval, pour les objets suivants:

Grouper les jeunes en corps de clairons, sous le nom de « Les Boucliers de Saint-Laurent inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1097-68

Pat Brady Real Estate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Harry Aronovitch, avocat et conseil en Loi de la reine, 5623, Randall, Arthur Irving Bronstein, 5703, Eldridge, tous deux de Côte Saint-Luc, et Charles Ralph Lipper, 4350, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de courtiers et vendeurs d'immeubles, sous le nom de « Pat Brady Real Estate Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 38,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3333, chemin de la Reine Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

1109-68

Centre d'éducation Ste-Marie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Florian Larivière, Eugène Poirier, Paul Morisset, tous trois de 1180, Bleury, Paul-Émile Gingras, 3154, Fendall, Gérard Plante, 3200, chemin Ste-Catherine, Claude Gaulin, 2040, Place Henri-Bourassa, app. 22, tous six éducateurs, René-C. Alary, avocat, 12164, Jean-Bouillet, Fernand Daoust, 5292, Pie IX, Wilbrod Leclerc, 3665, Ridgewood, app. 204, Samuel-L. Gagné, 3215 Lacombe, Gérard de Montigny, 3865, Maplewood, tous quatre administrateurs, tous onze de Montréal, Gilles Marsolais, éducateur, 495, Querbes, Outremont, Edmond Orban, éducateur, 445, Hervé, Gilles Bacon, étudiant, 1420, Kénogami, tous deux de Laval, et Jean-Claude Delorme, avocat, 3, Glendale, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, administrer et développer un centre pour l'éducation de la jeunesse, sous le nom de « Centre d'éducation Ste-Marie inc. ».

Les Boucliers de Saint-Laurent inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Georges Wurtele, advocate, 32 Blainville east, Ste-Thérèse, Michel Hétu, notary, 10 Féré, Saint-Eustache, and Yvette Fortin, secretary, spinster of the full age of majority, 120 Équerre, Laval, for the following purposes:

To group together the young into a bugle corps, under the name of "Les Boucliers de Saint-Laurent inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1097-68

Pat Brady Real Estate Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harry Aronovitch, advocate and Queen's Counsel, 5623 Randall, Arthur Irving Bronstein, 5703 Eldridge, both of Côte Saint-Luc, and Charles Ralph Lipper, 4350 Sherbrooke Street West, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers and salesmen, under the name of "Pat Brady Real Estate Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each, 1,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 38,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 3333 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1109-68

Centre d'éducation Ste-Marie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Florian Larivière, Eugène Poirier, Paul Morisset, all three of 1180 Bleury, Paul-Émile Gingras, 3154 Fendall, Gérard Plante, 3200 Ste-Catherine Road, Claude Gaulin, 2040 Place Henri-Bourassa, Apt. 22, all six educators, René-C. Alary, advocate, 12164 Jean-Bouillet, Fernand Daoust, 5292 Pie IX, Wilbrod Leclerc, 3665 Ridgewood, Apt. 204, Samuel-L. Gagné, 3215 Lacombe, Gérard de Montigny, 3865 Maplewood, all four administrators, all eleven of Montreal, Gilles Marsolais, educator, 495 Querbes, Outremont, Edmond Orban, educator, 445 Hervé, Gilles Bacon, student 1420 Kénogami, both of Laval, and Jean-Claude Delorme, advocate, 3 Glendale, Beaconsfield, for the following purposes:

To establish, maintain, manage and develop a center for the education of youth, under the name of "Centre d'éducation Ste-Marie inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1302-68

Centre d'intégration scolaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Montagne, conseiller pédagogique, Hâvre-des-Iles, B-1106, Laval, Pierre Laval, restaurateur, 5457, Grove Hill, Montréal, et Jeanne Dubé, professeur, épouse contractuellement séparée de biens de François Champigny, 3, rue St-Sylvestre, Longueuil, pour les objets suivants:

Aider à l'intégration scolaire des enfants ayant des difficultés sur les quatre disciplines fondamentales: lecture, écriture, langage et calcul, sous le nom de « Centre d'intégration scolaire inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1820-67

Centre Loisirs de l'Age d'Or de Rouyn

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Lefebvre, horticulteur paysagiste, 153, 14^e rue, Noranda, Albert Massicotte, 94, Horne, André Provencher, 411, Taschereau est, tous deux rentiers, Bruneau Grenier, commis-voyageur, 279, rue des Pionniers, et Monseigneur Albert Pelletier, prêtre, 201, Iberville ouest, ces quatre derniers de Rouyn, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un ou des centres de loisirs pour les personnes âgées, sous le nom de « Centre Loisirs de l'Age d'Or de Rouyn ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

2723-67

Chevaliers et Chevalières de l'Épée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Émile Hunter, chauffeur de taxi, Thérèse Gervais, ménagère, fille majeure, Ginette Gervais, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1776, St-André, Claude Hunter, maître d'hôtel, 1696, Poupart, Paul Nadeau, contremaitre, Yvette Labelle, ménagère, épouse de Léo Marier, tous deux de

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1302-68

Centre d'intégration scolaire inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Claude Montagne, pedagogical consultant, Hâvre-des-Iles, B-1106, Laval, Pierre Laval, restaurateur, 5457 Grove Hill, Montreal, and Jeanne Dubé, professor, wife contractually separate as to property of François Champigny, 3 St-Sylvestre St., Longueuil, for the following purposes:

To assist in the school integration of children having difficulty in the four basic disciplines: reading, writing, speech and arithmetic, under the name of "Centre d'intégration scolaire inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1820-67

Centre Loisirs de l'Age d'Or de Rouyn

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Albert Lefebvre, landscape horticulturist, 153, 14th St., Noranda, Albert Massicotte, 94 Horne, André Provencher, 411 Taschereau East, both annuitants, Bruneau Grenier, travelling salesman, 279 des Pionniers St., and Monsignor Albert Pelletier, priest, 201 Iberville west, the latter four of Rouyn, for the following purposes:

To establish and operate one or more recreational centers for the aged, under the name of "Centre Loisirs de l'Age d'Or de Rouyn".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

2723-67

Chevaliers et Chevalières de l'Épée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1968, have been issued by the Government Administrator of the Province to incorporate a corporation without share capital: Émile Hunter, taxi driver, Thérèse Gervais, house-keeper, spinster of the full age of majority, Ginette Gervais, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 1776 St-André, Claude Hunter, maître d'Hôtel, 1696 Poupart, Paul Nadeau, foreman, Yvette Labelle, house-

1416, Parthenais, Frank Versailles, chauffeur de taxi, 5055, Henri-Julien, tous sept de Montréal, René Caponi, gérant, 1827, Cartier, Gilles Tardif, chauffeur, 1563, Dollard, tous deux de Jacques-Cartier, et Claude Legault, chauffeur de taxi, 4030, Legault, Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « Chevaliers et Chevalières de l'Épée ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est 1776, rue St-André, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 990-68

Chouinard & Ménard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Sylva Chouinard, homme d'affaires, Pauline Drouin, ménagère, épouse dudit Sylva Chouinard, tous deux de 3890, Allen, Verdun, Raymond Ménard, gérant, et Louise Tardif, ménagère, épouse dudit Raymond Ménard, ces deux derniers de 270, Dumouchel, Dorval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et autres établissements destinés à la vente de boissons alcooliques, sous le nom de « Chouinard & Ménard inc. », avec un capital total de \$41,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 270, rue Dumouchel, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1623-68

Le Club des Lions de Farnham inc.
The Farnham Lions Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Madey, Hashim Rahill, tous deux marchands, David McGuigan, industriel, Alcide Lague, Marcel Goineau, tous deux hôteliers, Avery Allen, Jacques Morin, James Leslie, tous trois contremaitres, Jean-Paul Couture, avocat, James J. McCullough, Pierre Lafontaine, tous deux gérants, Paul Desnoyers, assureur, et Georges-R. Tétreault, mécanicien, tous de Farnham, pour les objets suivants:

Promouvoir le bien-être spirituel et matériel des membres demeurant dans la région de Farnham ou ailleurs, sous le nom de « Le Club des Lions de Farnham inc.—The Farnham Lions Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1551-68

wife, wife of Léo Marier, both of 1416 Parthenais, Frank Versailles, taxi driver, 5055 Henri-Julien, all seven of Montreal, René Caponi, manager, 1827 Cartier, Gilles Tardif, chauffeur, 1563 Dollard, both of Jacques-Cartier, and Claude Legault, taxi driver, 4030 Legault, Saint Hubert, for the following purposes:

To come to the aid of the poor and needy, under the name of "Chevaliers et Chevalières de l'Épée".

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at 1776 St-André St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 990-68

Chouinard & Ménard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sylva Chouinard, businessman, Pauline Drouin, housewife, wife of said Sylva Chouinard, both of 3890 Allen, Verdun, Raymond Ménard, manager, and Louise Tardif, housewife, wife of said Raymond Ménard, the latter two of 270 Dumouchel, Dorval, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and other establishments destined to sell alcoholic beverages, under the name of "Chouinard & Ménard inc.", with a total capital stock of \$41,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 270 Dumouchel Street, Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1623-68

Le Club des Lions de Farnham inc.
The Farnham Lions Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Madey, Hashim Rahill, both merchants, David McGuigan, industrialist, Alcide Lague, Marcel Goineau, both hotel-keepers, Avery Allen, Jacques Morin, James Leslie, all three foremen, Jean-Paul Couture, advocate, James J. McCullough, Pierre Lafontaine, both managers, Paul Desnoyers, insurer, and Georges-R. Tétreault, mechanic, all of Farnham, for the following purposes:

To promote the spiritual and material welfare of the members residing in the Farnham area or elsewhere, under the name of "Le Club des Lions de Farnham inc.—The Farnham Lions Club Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Farnham, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1551-68

Club 2920

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 4 avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de « Club 2920 », les membres de « Club 2920 », déjà constituée en corporation le ou vers le 22 février 1968, en vertu de la Loi des clubs de récréation, et ce, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la nouvelle corporation peut acquérir et posséder est de \$50,000.

Le siège social de la nouvelle corporation est à St-Damien, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1318-68 — 1417/88

Coupons Beausnesne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Alice Blanchette, commerçante, épouse séparée de biens de Irénée Blanchette, 15, rue DeCoursol, Jean-Louis Provencher, avocat, 42, Carignan, tous deux de Victoriaville, et Nicole Pothier, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Pothier, 10, Cloutier, Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce de coupons et de tissus à la verge, sous le nom de « Coupons Beausnesne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 15, rue DeCoursol, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1363-68

**Le Comité CANADA
The CANADA Committee**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas Ross Anthony Malcolm, 50, Chesterfield, Westmount, Michael Edgar Rioux, 11, 5^e avenue, Dorval, John Arthur Alexander Swift, 103, Marlin, Pointe-Claire, Paul Michael Demers, 65, Lazard, Mont-Royal, Duncan McNeill, 4081, Highland, Montréal, tous cinq avocats, Margaret Duchesne, 5, 2^e avenue, Susan Duchesne, 794, 39^e avenue, toutes deux de LaSalle, Lise-Nicole Romanelli, 7655, 17^e avenue, Saint-Michel, Ginette Martin, 2980, avenue Louis Dantin, Montréal, toutes quatre secrétaires, filles majeures, Monique Courcelles, téléphoniste, fille majeure, 3420, Drummond, Montréal, Mavis Holmes, secrétaire, épouse séparée de biens de Leslie Holmes, 95, Deguire, Châteauguay-Centre, et Christabel Frances, secrétaire, épouse séparée de biens de Roy Grover, 5999, Monkland, Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer des études et des recherches dans le but d'éduquer toute la population, sur les structures légales et fiscales, sur la nature culturelle et politique du Canada, de ses provinces et de

Club 2920

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital, under the name of "Club 2920", the numbers of "Club 2920", already incorporated on or around February 22, 1968, pursuant to the Amusement Clubs Act, and such, for the following purposes:

To establish and operate a club.

The amount to which the value of the immovable property which the new corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the new corporation is at St-Damien, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1318-68 — 1417-88

Coupons Beausnesne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alice Blanchette, trader, wife separate as to property of Irénée Blanchette, 15 DeCoursol St., Jean-Louis Provencher, advocate, 42 Carignan, both of Victoriaville, and Nicole Pothier, secretary, wife separate as to property of Jean Pothier, 10 Cloutier, Arthabaska, for the following purposes:

To deal in remnants and fabrics by the yard, under the name of "Coupons Beausnesne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 15 DeCoursol street, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1363-68

**Le Comité CANADA
The CANADA Committee**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Thomas Ross Anthony Malcolm, 50 Chesterfield, Westmount, Michael Edgar Rioux, 11, 5th Ave., Dorval, John Arthur Alexander Swift, 103 Marlin, Pointe-Claire, Paul Michael Demers, 65 Lazard, Mount-Royal, Duncan McNeill, 4081 Highland, Montreal, all five advocates, Margaret Duchesne, 5, 2nd Ave., Susan Duchesne, 794, 39th Ave., both of LaSalle, Lise-Nicole Romanelli 7655, 17th Ave., Saint-Michel, Ginette Martin, 2980 Louis Dantin Ave., Montreal, all four secretaries, spinsters of the full age of majority, Monique Courcelles, telephone operator, spinster of the full age of majority, 3420, Drummond, Montreal, Mavis Holmes, secretary, wife separate as to property of Leslie Holmes, 95 Deguire, Châteauguay-Centre, and Christabel Frances, secretary, wife separate as to property of Roy Grover, 5999 Monkland, Montreal, for the following purposes:

To carry out studies and research to educate the entire population on the legal and fiscal structures, on the cultural and political nature of Canada, of its provinces and of all other civic

tous autres corps civiques et gouvernementaux, sous le nom de « Le Comité CANADA — The CANADA Committee ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 993-68

Cosmopolitan Textiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1968, constituant en corporation: Charlotte Valentine, marchande, épouse séparée de biens de David Bako, 5372, Rustic Place, Joseph Alpert, tapissier en ameublement, Morton Alpert, professeur, ces deux derniers de 6115, Macdonald, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des textiles et tissus de rembourrage, d'usage domestique et décoratif, aussi bien que des tapisseries et reproductions, en faire le commerce, sous le nom de « Cosmopolitan Textiles Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4721, Van Horne, suite 5, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1347-68

D. A. P. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Roger Bégin, comptable, 18, Louis-Francoeur, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Micheline Durand, 315, 9e rue, Marthe Lessard, 354, Laviguer, Irène Bernatchez, 1247, de la Ronde, toutes trois de Québec, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, ces quatre dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « D. A. P. inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 48,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,250 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune, 2,250 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « C » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1400-68

Daily Freight Forwarders Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Joseph Lawrence Barber, 1588, chemin Holborne, Port Credit, province d'Ontario, Ernest F. Dalgleish, 100, Desrochers, Châteauguay, Robert Vernon Barber, 789, rue Devey, Hugh H. Meldrum, 790, rue Devey,

and government bodies, under the name of "Le Comité CANADA — The CANADA Committee".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 993-68

Cosmopolitan Textiles Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charlotte Valentine, merchant, wife separate as to property of David Bako, 5372 Rustic Place, Joseph Albert, upholsterer, and Morton Alpert, teacher, the latter two of 6115 Macdonald, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles and upholstery materials, domestic and decorative, as well as tapestries and reproductions, under the name of "Cosmopolitan Textiles Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4721 Van Horne, Room 5, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1347-68

D. A. P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Bégin, accountant, 18 Louis-Francoeur, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Micheline Durand, 315, 9th Street, Marthe Lessard, 354 Laviguer, Irène Bernatchez, 1247 de la Ronde, all three of Quebec, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, the latter four secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as real estate and construction company, under the name of "D. A. P. inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 48,000 common shares of \$1 each, 2,250 preferred class "A" shares of \$100 each, 2,250 preferred class "B" shares of \$100 each and 2,000 preferred class "C" shares of \$1 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1400-68

Daily Freight Forwarders Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Lawrence Barber, 1588 Holborne Road, Port Credit, province of Ontario, Ernest F. Dalgleish, 100 Desrochers, Châteauguay, Robert Vernon Barber, 789 Devey Street, Hugh H. Meldrum, 790 Devey Street, both of Greenfield

tous deux de Greenfield Park, tous quatre administrateurs, et Seymour Machlovitch, avocat, 3495, rue Mountain, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de courtiers en fret et transport et opérateurs de wagons ferroviaires en commun, sous le nom de « Daily Freight Forwarders Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574

1624-68

Davidbeth Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de mars 1968, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-ouest, Paul A. Yaphé, 5382, avenue Montclair, tous deux avocats, et Margaret Ivanisko, secrétaire, fille majeure, 5515 place Basile-Patenaude, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Davidbeth Holdings Corp. », avec un capital total de \$125,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 4,800 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune et 75,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574

1207-68

Roger Deschênes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Roger Deschênes, constructeur, Lucille Deschênes, ménagère, épouse dudit Roger Deschênes, tous deux de Potton (Mansonville), et Jacques Codère, courtier, route rurale numéro 1, North Hatley, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Roger Deschênes inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1241-68

Dorval Structural Steel Detailing Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 1396, Carol Crescent, Laval, John L. Liberman, 7487, Spring, tous deux avocats, et Derrice L. Leacock, secrétaire, célibataire, 4455, Coolbrook, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Park, all four executives, and Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as freight and transportation brokers and pool car operators, under the name of "Daily Freight Forwarders Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1624-68

Davidbeth Holdings Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Paul A. Yaphé, 5382 Montclair Avenue, both advocates, and Margaret Ivanisko, secretary, fille majeure, 5515 Place Basile-Patenaude, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Davidbeth Holdings Corp.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each, 4,800 class "A" preferred shares of a par value of \$10 each and 75,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1207-68

Roger Deschênes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Deschênes, constructor, Lucille Deschênes, housewife, wife of said Roger Deschênes, both of Potton (Mansonville), and Jacques Codère, broker, Rural Route number 1, North Hatley, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Roger Deschênes inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

24574

1241-68

Dorval Structural Steel Detailing Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald G. Freed, 1396 Carol Crescent, Laval, John L. Liberman, 7487 Spring, both advocates, and Derrice L. Leacock, secretary, spinster, 4455 Coolbrook, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de « Dorval Structural Steel Detailing Services Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, rue Elizabeth, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1365-68

Les Éditions Heritage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Antoine Mireault, courtier en imprimerie, 850, Montcalm, Norbert Mireault, cultivateur, 870, rue Montcalm, tous deux de Sainte-Marie-Salomée, et Maurice Poirier, contrôleur, 470, du Séminaire, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et entrepreneurs en publicité et exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Les Éditions Heritage inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions classe A de \$10 chacune, 400 actions classe B de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, rue Calumet, Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1192-68

Les Entreprises Gimar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Robert Girard, constructeur, Rita Bourque, ménagère, épouse dudit Robert Girard, tous deux de 6587, 39e avenue, Montréal, et Paul Ste-Marie, courtier en immeubles, 452, Labonté, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les Entreprises Gimar inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6587, 39e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1209-68

**Entreprises Torino inc.
Torino Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Dion, agent en relation de travail, Monique Dumas, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Dion, tous deux de 2206, rue

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Dorval Structural Steel Detailing Services Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 2 Elizabeth Street, Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1365-68

Les Éditions Heritage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antoine Mireault, printing broker, 850 Montcalm, Norbert Mireault, farmer, 870 Montcalm, both of Sainte-Marie-Salomée, and Maurice Poirier, comptroller, 470 du Séminaire, Saint-Jean, for the following purposes:

To carry on business as advertising agents and contractors; publishers, printers, engravers, binders and other similar trades, under the name of "Les Éditions Heritage inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 class "A" shares of \$10 each, 400 class "B" shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2 Calumet street, Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1192-68

Les Entreprises Gimar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Girard, constructor, Rita Bourque, housewife, wife of said Robert Girard, both of 6587, 39th Avenue, Montreal, and Paul Ste-Marie, real estate broker, 452 Labonté, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "Les Entreprises Gimar inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6587, 39th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1209-68

**Entreprises Torino inc.
Torino Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Dion, labour relations agent, Monique Dumas, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean-Paul Dion, both of 2206 Lise Street, LaSalle, and Clara

Lise, LaSalle, et Clara Charron, ménagère, veuve non remariée de feu Aurélien Dion, 88, Merry nord, Magog, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, magasins, ateliers et boutiques, sous le nom de « Entreprises Torino inc. — Torino Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1335-68

Épicerie Morin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Lawrence Hazel, professeur, 1896, Bergemont, Harry Hazel, fonctionnaire provincial, 549, Jérôme, et Willy Godin, boucher, 2060, 27e rue, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'alimentation, sous le nom de « Épicerie Morin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 180 actions ordinaires de \$100 chacune et en 220 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1705, avenue Bergemont, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1559-68

**Les Études Commerciales de l'Est inc.
Eastern Business College Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 mars 1968, constituant la compagnie « Les Études Commerciales de l'Est inc.—Eastern Business College Inc. », déjà constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 22 février 1961, en corporation sans capital-actions, sous le nom de « Les Études Commerciales de l'Est inc.—Eastern Business College Inc. ».

Les objets de la nouvelle corporation sont les suivants:

Opérer des collèges ou institutions d'enseignement commercial.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 3630, rue Ontario est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

10648-61 — 1416/19

**F. C. E. Fondation pour la Culture
et l'Éducation
F. C. E. Foundation for Culture
and Education**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1968, constituant en corporation sans capital-actions:

Charron, housewife, unremarried widow of the late Aurélien Dion, 88 Merry North, Magog, for the following purposes:

To operate restaurants, stores, shops and boutiques, under the name of "Entreprises Torino inc. — Torino Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1335-68

Épicerie Morin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lawrence Hazel, teacher, 1896 Bergemont, Harry Hazel, provincial civil servant, 549 Jérôme, and Willy Godin, butcher, 2060, 27th Street all three of Quebec, for the following purposes:

To deal in foodstuffs, under the name of "Épicerie Morin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 180 common shares of \$100 each and 220 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1705 Bergemont avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1559-68

**Les Études Commerciales de l'Est inc.
Eastern Business College Inc.**

Notice is given that, under the provisions of Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of March, 1968, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating "Les Études Commerciales de l'Est inc.—Eastern Business College Inc.", already incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent bearing date the 22nd day of February, 1961, without share capital under the name of "Les Études Commerciales de l'Est inc.—Eastern Business College Inc."

The purposes of the new corporation are as follows:

To operate colleges or institutions of commercial learning.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the new corporation is at 3630 Ontario St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

20648-61 — 1416/19

**F. C. E. Fondation pour la Culture
et l'Éducation
F. C. E. Foundation for Culture
and Education**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital:

Joseph G. Atkinson, chimiste, 5643, Plantagenet, Montréal, Ernest Caparros, professeur, 2241, chemin Ste-Foy, Sainte-Foy, Helvin J. MacDougall, 423, Fontainebleau sud, Jacques-Cartier, et Maxime Langlois, 1439, chemin Ste-Foy, Québec, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir la formation intégrale de la jeunesse et l'éducation permanente, sous le nom de « F. C. E. Fondation pour la Culture et l'Éducation — F. C. E. Foundation for Culture and Education ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$3,500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 975-68

F. M. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, chemin Dufferin, tous deux avocats, de Hampstead, Sheila Raymond, 89, Roxton Crescent, Montréal, ouest, et Grace Blackett, 5622, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, de placements et de portefeuille, sous le nom de « F. M. Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1346-68

Fam-Lee Products Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Moe Ackman, 3128, 3e rue Laval, Edward J. Druker, 5763, MacMurray, Côte Saint-Luc, et Jack Boidman, 5320, MacDonald, app. 902, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Importer et exporter, acheter et vendre toutes sortes de matières brutes, médicaments à base botanique et chimique et entreprendre un commerce de commandes postales, sous le nom de « Fam-Lee Products Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1508-68

Federal Amusement & Vending Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Joseph G. Atkinson, chemist, 5643 Plantagenet, Montreal, Ernest Caparros, professor, 2241 St. Foy Road, Sainte-Foy, Kelvin J. MacDougall, 423 Fontainebleau south, Jacques-Cartier, and Maxime Langlois, 1439 St. Foy Road, Quebec, the latter two advocates, for the following purposes:

To promote the integral training and permanent education of youth, under the name of "F. C. E. Fondation pour la Culture et l'Éducation — F. C. E. Foundation for Culture and Education."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$3,500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 975-68

F. M. Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin Road, both advocates, of Hampstead, Sheila Raymond, 89 Roxton Crescent, Montreal West, and Grace Blackett, 5622 Sherbrooke Street West, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a construction, investment and holding company, under the name of "F. M. Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1346-68

Fam-Lee Products Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Laval, Edward J. Druker, 5763 MacMurray, Côte Saint-Luc, and Jack Boidman, 5320 MacDonald, Apt. 902, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To import and export, purchase and sell all kinds of crude, botanical and chemical drugs and to carry on a mail order business, under the name of "Fam-Lee Products Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1508-68

Federal Amusement & Vending Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued

patentes, en date du 9^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Nathaniel H. Salomon, 176, Eton Crescent, Hampstead, Robert S. Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont Royal, et Arthur M. Sanft, 3250, Forest Hill, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à procurer des divertissements au public et faire le commerce de machines distributrices de produits de toutes sortes, sous le nom de « Federal Amusement & Vending Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 753, rue Chatham, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

1622-68

Ferland Auto Parts Inc.

Les Pièces d'automobiles Ferland inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gilles Ferland, garagiste, Anne-Marie Ferland, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Ferland, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Valcourt, et Lucien-J. Alain, comptable agréé, 340, Louis-Hébert, Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Ferland Auto Parts Inc.—Les Pièces d'automobiles Ferland inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Valcourt, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1599-68

Fortin & Rondeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de février 1968, constituant en corporation: André Rondeau, commerçant, Nicole Leblanc, secrétaire, fille majeure, tous deux de Saint-Jean, et Jean-Robert Fortin, commerçant, Marieville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la vente d'huile à chauffage et tous les travaux qui peuvent en découler, sous le nom de « Fortin & Rondeau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

578-68

Marcel Gagnon Tailleur pour Hommes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour d'avril 1968,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nathaniel H. Salomon, 176 Eton Crescent, Hampstead, Robert S. Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, and Arthur M. Sanft, 3250 Forest Hill, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public and to deal in and with machines for the vending of products of all kinds, under the name of "Federal Amusement & Vending Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 753 Chatham Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1622-68

Ferland Auto Parts Inc.

Les Pièces d'automobiles Ferland inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Ferland, garage-keeper, Anne-Marie Ferland, housewife, wife separate as to property of the said Gilles Ferland, and duly authorized by him for these presents, both of Valcourt, and Lucien-L. Alain, chartered accountant, 340 Louis-Hébert, Granby, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Ferland Auto Parts Inc.—Les Pièces d'automobiles Ferland inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Valcourt, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1599-68

Fortin & Rondeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of February, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Rondeau, trader, Nicole Leblanc, secretary, spinster of the full age of majority, both of Saint John, and Jean-Robert Fortin, trader, Marieville, for the following purposes:

To carry on business selling heating oil and to carry out all the works which result therefrom, under the name of "Fortin & Rondeau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint John, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

578-68

Marcel Gagnon Tailleur pour Hommes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpora-

constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs et faire le commerce de vêtements et de tous leurs accessoires, sous le nom de « Marcel Gagnon Tailleur pour Hommes inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7171, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1646-68

Fernand Gauthier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Fernand Gauthier, commerçant, 3217, rue Lafèche, Jean-Claude Chatigny, agent d'immeubles, 3342, rue Louis-Hébert, et Claude Véronneau, notaire, 600, route Marie-Victorin, tous trois de Tracy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux, sous le nom de « Fernand Gauthier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ignace-de-Loyola, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1674-68

Geoform Designs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Sidney Rabinovitch, administrateur, 4210, Forest Hill, Montréal, Patricia Borlace, 1812, Lakebreeze, Two-Mountains, et Derrice Leacock, 4455, Coolbrook, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer des meubles et nouveautés en ameublement de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Geoform Designs Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1651-68

Gerpi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Bruno Gilbert, 7262, Pontoise, Saint-Léonard, Marc Valois, 5942, Cadillac, tous deux avocats, et Raymond Tétreault, administrateur, 3375, Maplewood, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

ting: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, and to deal in wearing apparel and all their accessories, under the name of "Marcel Gagnon Tailleur pour Hommes inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 7171 St. Hubert St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1646-68

Fernand Gauthier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Gauthier, trader, 3217 Lafèche street, Jean-Claude Chatigny, real estate agent, 3342 Louis-Hébert street, and Claude Véronneau, notary, 600 Marie-Victorin road, all three of Tracy, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Fernand Gauthier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Ignace-de-Loyola, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1674-68

Geoform Designs Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sidney Rabinovitch, executive, 4210 Forest Hill, Montreal, Patricia Borlace, 1812 Lakebreeze, Deux-Montagnes, and Derrice Leacock, 4455 Coolbrook, Montreal, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Geoform Designs Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1651-68

Gerpi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Gilbert, 7262 Pontoise, Saint-Léonard, Marc Valois, 5942 Cadillac, both advocates, and Raymond Tétreault, executive, 3375 Maplewood, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce d'effets mobiliers, meubles de bureau et scolaire, tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Gerpi inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1557-68

Les Gravier Rigaud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Michel Hubert, entrepreneur, 151, rue Querbes, Dorion, Pierre Brassard, 5, Terrasse Louise, et Raphaël Barrette, 53, rue Viau, ces deux derniers avocats, de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de pierre et de béton, sous le nom de « Les Gravier Rigaud inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 151, rue Querbes, Dorion, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1596-68

Hasel Stables Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Dieter Hagen, gérant, 343, place de Fleur, Walter Simek, imprimeur, 10332, rue Cartier, Rolf C. Hagen, administrateur, 12160, rue Jean-Bouillet, Horst Hagen, marchand, 4155, rue Bourette, tous quatre de Montréal, et Friedrich Elbl, comptable, 153, Anselme Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entraîneurs de chevaux de course dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Hasel Stables Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3225, rue Sartelon, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

1450-68

J. P. Henri construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Henri, constructeur, Louise Demers, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Paul Henri, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 11865, Balzac, Montréal-Nord, et Roger Lajeunesse, avocat, 11585, de Poutrincourt, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « J. P. Henri construction inc. », avec un capital

To manufacture and to deal in movable articles, office and school furniture, all products, articles and merchandise, under the name of "Gerpi inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1557-68

Les Gravier Rigaud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Hubert, contractor, 151 Querbes Street, Dorion, Pierre Brassard, 5 Louise Terrace, and Raphaël Barrette, 53 Viau Street, the latter two advocates, of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as stone and concrete merchants, under the name of "Les Gravier Rigaud inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 151 Querbes Street, Dorion, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1596-68

Hasel Stables Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dieter Hagen, office manager, 343 Place de Fleur, Walter Simek, printer, 10332 Cartier Street, Rolf C. Hagen, executive, 12160 Jean-Bouillet Street, Horst Hagen, merchant, 4155 Bourette Street, all four of Montreal, and Friedrich Elbl, accountant, 153 Anselme-Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on the business of operators of racing horses in all its branches, under the name of "Hasel Stables Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3225 Sartelon Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1450-68

J. P. Henri construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Henri, builder, Louise Demers, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Paul Henri, and duly authorized by him for these presents, both of 11865 Balzac, Montreal-North, and Roger Lajeunesse, advocate 11585 de Poutrincourt, Montreal, for the following:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "J. P. Henri construction inc.", with a total capital

total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11865, Balzac, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1682-68

Hidrogas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: William Michael Price, administrateur, Jennifer Morton Price, programmeur, épouse dudit William Michael Price, tous deux de 3455, Stanley, app. 306, Montreal, et Stewart Doane Watson, ingénieur, Mansville, Sutton Junction, pour les objets suivants:

Exercer les affaires qui consistent à produire, acheter, transporter, emmagasiner et vendre de l'hydrocarbure liquide et des substances chimiques industrielles, sous le nom de « Hidrogas Inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1177-68

High Life Manufacturing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Pierre Lalonde, Yvon Goulet, tous deux avocats, de 10339, St-Laurent, Montréal, et Françoise Dumais, secrétaire, fille majeure, 415, 13e rue, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, fournitures et accessoires pour dames, hommes et enfants, sous le nom de « High Life Manufacturing Company Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1475-68

**Hull Washed Sand Inc.
Sables lavés de Hull inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1968, constituant en corporation: Maurice Steinberg, 5713, avenue Palmer, Albert Gomberg, 5740, Blossom, tous deux de Côte Saint-Luc, Martin Bogante, 455, avenue Hudson, Montréal-ouest, tous trois avocats, et Raymond Boucher, ingénieur civil, 1080, Lajoie, Outremont, pour les objets suivants:

Exploiter une sablière, sous le nom de « Hull Washed Sand Inc.—Sables lavés de Hull inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 11865 Balzac, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1682-68

Hidrogas Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Michael Price, executive, Jennifer Morton Price, programmer, wife of the said William Michael Price, both of 3455 Stanley, Apt. 306, Montreal, and Stewart Doane Watson, engineer, Mansville, Sutton Junction, for the following purposes:

To carry on the business of producing, purchasing, transporting, storing and selling liquid hydrocarbons and industrial chemicals, under the name of "Hidrogas Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1177-68

High Life Manufacturing Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalonde, Yvon Goulet, both advocates, of 10339 Saint-Laurent, Montreal, and Françoise Dumais, secretary, spinster of the full age of majority, 415, 13th Street, Laval, for the following purposes:

To manufacture and trade all kinds of clothing, supplies and accessories for ladies, men and children, under the name of "High Life Manufacturing Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1475-68

**Hull Washed Sand Inc.
Sables lavés de Hull inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Steinberg, 5713 Palmer Avenue, Albert Gomberg, 5740 Blossom, both of Côte Saint-Luc, Martin Bogante, 455 Hudson Avenue, Montreal West, all three advocates, and Raymond Boucher, civil engineer, 1080 Lajoie, Outremont, for the following purposes:

To operate a sand pit, under the name of "Hull Washed Sand Inc.—Sables lavés de Hull inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1369-68

Hygienic Pest Control Ltd.
Service d'Extermination hygiénique Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Carl Millette, industriel, Andrée Bédard, comptable veuve, de Gérard Millette, tous deux de 3375, Barclay, et Pierre Bédard, surintendant, 2100, Clifton, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, exterminateurs, et faire le commerce de produits chimiques, sous le nom de « Hygienic Pest Control Ltd.—Service d'Extermination hygiénique Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6979, rue Wilderton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1419-68

Industrial Motor & Transmission
Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Ernest Painchaud, professeur, 12291, Gratton, Pointe-aux-Trembles, Elio Morroni, garagiste, 6625, 21^e avenue, app. 8, et Laurent Néron, mécanicien de garage, 917, est, Marie-Anne, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Réparer des automobiles, camions et autres véhicules, sous le nom de « Industrial Motor & Transmission Specialties Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1610-68

Julik Enterprises Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Robert Golfman, 3475, Durocher, Edward Aronoff, 4095, Côte des Neiges, et Joseph Tarasofsky, 4572, Coolbrook, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et fabriquer des marchandises, articles et effets de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Julik Enterprises Corp. », avec un capital total de \$500,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 499,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1369-68

Hygienic Pest Control Ltd.
Service d'Extermination hygiénique Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Carl Millette, industrialist, Andrée Bédard, accountant, widow of Gérard Millette, both of 3375 Barclay, and Pierre Bédard, superintendent, 2100 Clifton, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, exterminators, and to deal in all kinds of chemical products, under the name of "Hygienic Pest Control Ltd.—Service d'Extermination hygiénique Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6979 Wilderton Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1419-68

Industrial Motor & Transmission
Specialties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest Painchaud, school teacher, 12291 Gratton, Pointe-aux-Trembles, Elio Morroni, garage keeper, 6625, 21st Avenue, Apt. 8, and Laurent Néron, garage mechanic, 917 Marie-Anne East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To repair automobiles, trucks and other vehicles, under the name of "Industrial Motor & Transmission Specialties Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 750 common shares of \$10 each, 2,500 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,000 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1610-68

Julik Enterprises Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Golfman, 3475 Durocher, Edward Aronoff, 4095 Côte des Neiges, and Joseph Tarasofsky, 4572 Coolbrook, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company and to manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions, under the name of "Julik Enterprises Corp.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 499,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1492-68

Kiwi Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Kiwi Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5780, est, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1639-68

L. B. P. Plastic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Louis Viau, industriel, Lavaltrie, Bertrand Champagne, distributeur, et Placide Poulin, chimiste, ces deux derniers de Tring-Jonction, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de pièces, morceaux et plaques de fibre de verre ou de plastique, sous le nom de « L. B. P. Plastic Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tring-Jonction, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1625-68

Loceq inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Charles-A. Hamelin, notaire, 3308, Fraser, Laval, Albert Noël, notaire, 6705, Monkland, et Nicole Proulx, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Donald Henderson, 5795, Decelles, app. 502, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de location et vente d'équipements pour travaux de génie, sous le nom de « Loceq inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10290, Terrasse Fleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1501-68

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1492-68

Kiwi Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, 5652 Drake, the latter two of Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Kiwi Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5780 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1639-68

L. B. P. Plastic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Viau, industrialist, Lavaltrie, Bertrand Champagne, distributor, and Placide Poulin, chemist, the latter two of Tring-Jonction, for the following purposes:

To manufacture and deal in parts, pieces and plates of fiberglass or plastic, under the name of "L. B. P. Plastic Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 1,750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Tring-Jonction, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1625-68

Loceq inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-A. Hamelin, notary, 3308, Fraser, Laval, Albert Noël, notary, 6705 Monkland, and Nicole Proulx, secretary, wife contractually separate as to property of Donald Henderson, 5795 Decelles, Apt. 402, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business renting and selling equipment for engineering works, under the name of "Loceq inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10290 Terrasse Fleury Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1501-68

Lu-Li-Lo Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de mars 1968, constituant en corporation: Gérard Desjardins, gérant de ventes, 48, De Tilly, Boucherville, Charles Normandin, surintendant, et Lise Gagnon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Charles Normandin, ces deux derniers de 63, Place Le Cid, Repentigny, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Lu-Li-Lo Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 63, Place Le Cid, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1441-68

M-R Metal Spinning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour d'avril 1968, constituant en corporation: Claude Maheu, repousseur de métal, Monique Hébert, ménagère, épouse dudit Claude Maheu, tous deux de 12059, rue Lamoureux, Montréal-Nord, et René Rousseau, repousseur de métal, 6389, boulevard Levesque, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de repousseur de métal, sous le nom de « M-R Metal Spinning Inc. », avec un capital divisé en 200 actions sans valeur nominale et en 1,560 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1474-68

Machiavelli Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Giacomo G. Sand, 211, Dresden, Mont Royal, Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, tous trois avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 9340, Lajeunesse, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de producteurs de vues animées et exploiter des studios de cinéma, sous le nom de « Machiavelli Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4881, avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574

1652-68

**Marijac Itée
Marijac Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jacques Beaudry, homme

Lu-Li-Lo Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Desjardins, sales manager, 48 De Tilly, Boucherville, Charles Normandin, superintendent, and Lise Gagnon, housewife, wife separate as to property of said Charles Normandin, the latter two of 63 Place Le Cid, Repentigny, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Lu-Li-Lo Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 63 Place Le Cid, Repentigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1441-68

M-R Metal Spinning Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Maheu, metal spinner, Monique Hébert, housewife, wife of said Claude Maheu, both of 12059 Lamoureux Street, Montreal North, and René Rousseau, metal spinner, 6389 Levesque Boulevard, Laval, for the following purposes:

To trade as metal spinner, under the name of "M-R Metal Spinning Inc.", with a capital divided into 200 shares with no nominal value and 1,560 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1474-68

Machiavelli Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Giacomo G. Sand, 211 Dresden, Mount Royal, Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, all three advocates, and Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 9340 Lajeunesse, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Machiavelli Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4881 Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1652-68

**Marijac Itée
Marijac Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Beaudry, businessmen, Tou-

d'affaires, Touraine, Marcel Beaudry, Lucerne, et Michel Beaudry, Ottawa, province d'Ontario, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Marijac ltée — Marijac Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Touraine, district judiciaire de Hull.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1276-68

Réal Martel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire la culture et la vente du tabac sous toutes ses formes, sous le nom de « Réal Martel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lavaltrie, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1641-68

Mayrand & frère ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jean Moisan, 55, rue Laurier, Arthabaska, Jules-M. Bellavance, 1810, rue St-Calixte, Plessisville, tous deux avocats, et Nicole Lecomte, secrétaires, fille majeure, 45, rue Campagne, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux, sous le nom de « Mayrand & frère ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune, 700 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tingwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1654-68

Monic D'Anjou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et de tous leurs accessoires, sous le nom de « Monic D'Anjou inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

raine, Marcel Beaudry, Lucerne, and Michel Beaudry, Ottawa, province of Ontario, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Marijac ltée — Marijac Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Touraine, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1276-68

Réal Martel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To cultivate and sell tobacco in all its forms, under the name of "Réal Martel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lavaltrie, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1641-68

Mayrand & frère ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Moisan, 55 Laurier Street, Arthabaska, Jules-M. Bellavance, 1810 Saint-Calixte Street, Plessisville, both advocates, and Nicole Lecomte, secretary, spinster of the full age of majority, 45 Campagne Street, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Mayrand & frère ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each, 700 preferred class "A" shares of \$100 each and 5,000 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at Tingwick, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1654-68

Monic D'Anjou inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel and all their accessories, under the name of "Monic D'Anjou inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 149, rue Principale, Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1640-68

Multex Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mars 1968, constituant en corporation: David Muller, marchand, 6065, Wilderton Crescent, Montréal, Ruth Miller, ménagère, épouse séparée de biens de Jacob Lebowitz, 800 Ocean Parkway, Brooklyn, dans l'état de New York, et Alice Elizabeth Miller, ménagère, épouse séparée de biens de Benjamin Fisher, 192, chemin Malibu, Calgary, province d'Alberta, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de manufacturiers, grossistes, importateurs et exportateurs de toutes sortes de vêtements, marchandises de nouveautés, bas et spécialités connexes, sous le nom de « Multex Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1325-68

Northern Distributors and Importers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de mars 1968, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, 1212, ouest, avenue des Pins, Lucille Blagdon, secrétaire, fille majeure, 10437, D'Auteuil, tous deux de Montréal, et Abel Selick, avocat, 1605, chemin Norway, Mont Royal, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles et produits, de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Northern Distributors and Importers Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1011-68

Paname Bistro Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Donald W. Seal, 371, Alexis-Nihon, Gary Moscowitz, 260, Saint-Aubin, tous deux de Saint-Laurent, et David Goldenblatt, 7925, Kingsley, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Paname Bistro Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

The head office of the company is at 149 Main St., Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1640-68

Multex Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Muller, merchant, 6065 Wilderton Crescent, Montreal, Ruth Miller, housewife, wife separate as to property of Jacob Lebowitz, 800 Ocean Parkway, Brooklyn, in the State of New York, and Alice Elizabeth Miller, housewife, wife separate as to property of Benjamin Fisher, 192 Malibu Road, Calgary, Province of Alberta, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, wholesalers, importers and exporters of all kinds of clothing apparel, dry goods, hosiery and allied lines, under the name of "Multex Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1325-68

Northern Distributors and Importers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allan Marcus, advocate, 1212 Pine Avenue West, Lucille Blagdon, secretary, spinster of the full age of majority, 10437 D'Auteuil, both of Montreal, and Abel Selick, advocate, 1605 Norway Road, Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions, under the name of "Northern Distributors and Importers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1011-68

Paname Bistro Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, 371 Alexis-Nihon, Gary Moscowitz, 260 St. Aubin, both of Saint-Laurent, and David Goldenblatt, 7925 Kingsley, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Paname Bistro Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1575-68

Pasquale Romano Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 2805, Marquette, et James Galileo, 1607, Massenet, ces deux derniers de Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Pasquale Romano Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8144, rue Casgrain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1533-68

Picolo Budapest Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Joe Bogoroch, marchand, 665, Bertrand, Manny Gitnick, restaurateur, 2125, rue Scott, tous deux de Saint-Laurent, Rhoda Cohen, secrétaire, célibataire, d'âge majeur, 6427, MacDonald, Montréal, et Irving Adessky, avocat, 56, place Heath, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Picolo Budapest Restaurant Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1653-68

Les Placements Barcha inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Pauline Marandola, 2644, Davidson, Françoise Blanchette, 3895, Beaubien, et Mariel Desmarteau, 4522, Duquesne, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Placements Barcha inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1664-68

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1575-68

Pasquale Romano Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, and James Galileo, 1607 Massenet, the latter two of Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Pasquale Romano Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8144 Casgrain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1533-68

Picolo Budapest Restaurant Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joe Bogoroch, merchant, 665 Bertrand, Manny Gitnick, restaurateur, 2125 Scott Street, both of Saint-Laurent, Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427 MacDonald, Montreal, and Irving Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Picolo Budapest Restaurant Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1653-68

Les Placements Barcha inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pauline Marandola, 2644 Davidson, Françoise Blanchette, 3895 Beaubien, and Mariel Desmarteau, 4522 Duquesne, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Placements Barcha inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1664-68

Placements Chartré inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements Chartré inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 2,940 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 851, rue Lévis, Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1642-68

Les Placements Terval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: André Turgeon, représentant, 10, Molière, Jean-Claude Mercier, ingénieur, 68, St-Onésime, Marcel Côté, comptable, 20, St-Étienne, Georges Blouin, fonctionnaire, 129, St-Onésime, tous quatre de Lévis, et André Lapointe, représentant, 990, 3^e Rue, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Terval inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15 actions ordinaires de \$100 chacune, 425 actions privilégiées classe « A » de \$20 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1415-68

Pointe Claire Medical Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Clarence Reuben Gross, avocat et conseil en Loi de la reine, 790, Lexington, Westmount, Joel Arnold Pinsky, 69, chemin Downshire, Hampstead, Harold Dizgun, 1000, Pratt, Outremont, tous deux avocats, et Isobel Nicholson, secrétaire, célibataire, 3661, Ste-Famille, Montréal, pour les objets suivants:

Améliorer, construire, développer et détenir des propriétés immobilières aux fins d'un centre médical, sous le nom de « Pointe Claire Medical Centre Inc. », avec un capital total de \$75,100, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574

1590-68

Placements Chartré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Placements Chartré inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 50 common shares of \$100 each, 1,000 preferred class "A" shares of \$1 each and 2,940 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at 851 Lévis Street, Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1642-68

Les Placements Terval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Turgeon, representative, 10 Molière, Jean-Claude Mercier, engineer, 68 Saint-Onésime, Marcel Côté, accountant, 20 Saint-Étienne, Georges Blouin, civil servant, 129 Saint-Onésime, all four of Lévis, and André Lapointe, representative, 990, 3rd Street, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Terval inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15 common shares of \$100 each, 425 preferred class "A" shares of \$20 each and 1,500 preferred class "B" shares of \$20 each.

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1415-68

Pointe Claire Medical Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clarence Reuben Gross, advocate and Queen's Counsel, 790 Lexington, Westmount, Joel Arnold Pinsky, 69 Downshire Road, Hampstead, Harold Dizgun, 1000 Pratt, Outremont, both advocates, and Isobel Nicholson, secretary, spinster, 3661 St. Famille, Montreal, for the following purposes:

To improve, construct, develop and hold immovable property for the purposes of a medical centre, under the name of "Pointe Claire Medical Centre Inc.", with a total capital stock of \$75,100, divided into 100 common shares of the par value of \$1 each and 7,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1590-68

**Productions Litho inc.
Litho Productions Inc.**

**Productions Litho inc.
Litho Productions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Réal Dion, avocat, Ghislaine Galarneau, secrétaire, fille majeure, et Alfred Dépatie, comptable, tous trois de 15, boulevard Lévesque, Laval, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Dion, advocate, Ghislaine Galarneau, secretary, spinster of the full age of majority and Alfred Dépatie, accountant, all three of 15 Lévesque Boulevard, Laval, for the following purposes:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, libraires et entrepreneurs en publicité, sous le nom de « Productions Litho inc.—Litho Productions Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

To carry on business as printers, publishers, book-sellers and advertising contractors, under the name of "Productions Litho inc.—Litho Productions Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares with no nominal value and 250 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 87, rue Crémazie ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company is at 87 Crémazie Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1554-68

24574

1554-68

**Produits alimentaires Confederation inc.
Confederation Foods Inc.**

**Produits alimentaires Confederation inc.
Confederation Foods Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Maurice Prudhomme, agronome et industriel, Guy Lavoie, vendeur, tous deux de Lachute, et Roland Lavoie, courtier, Montréal, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Prudhomme, agronomist and industrialist, Guy Lavoie, salesman, both of Lachute, and Roland Lavoie, broker, Montreal, for the following purposes:

Industrie et commerce en gros et au détail de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Produits alimentaires Confederation inc.—Confederation Foods Inc. », avec un capital total de \$800,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

To deal and to trade, wholesale and retail, in foodstuffs of all kinds, under the name of "Produits alimentaires Confederation inc.—Confederation Foods Inc.", with a total capital stock of \$800,000, divided into 50,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

933-68

24574

933-68

Les Promotions Nordic inc.

Les Promotions Nordic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Lise Marsolais, secrétaire, fille majeure, 2577, Arcand, Montréal, André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, et Lionel-H. Benoit, comptable agréé, 166, de Bretagne, Longueuil, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lise Marsolais, secretary, spinster of the full age of majority, 2577 Arcand, Montreal, André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, and Lionel-H. Benoit, chartered accountant, 166 de Bretagne, Longueuil, for the following purposes:

Faire affaires comme grossistes, agents et courtiers de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Les Promotions Nordic inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

To carry on business as wholesale dealers, agents and brokers in all kinds of merchandise, under the name of "Les Promotions Nordic inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est Centre d'Achats Sainte-Foy, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

The head office of the company is at Sainte-Foy Shopping Centre, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1661-68

24574

1661-68

Les Publications Jirac Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: René d'Anjou, journaliste, 8742, Chartrand, LaSalle, Angelo R. Carpini, homme d'affaires, et Tina Carpini, ménagère, épouse séparée de biens dudit Angelo R. Carpini, ces deux derniers de 1501, Henri-Dunant, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Éditer des journaux et autres publications et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Les Publications Jirac Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1331-68

Publicité Grey (Québec) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Marc de Goumois, 86, St-Louis, Ghislain Bouchard, 985, Sir Adolphe-Routhier, tous deux avocats, et Rose Parent, secrétaire, veuve de Edgar Parent, 1120, chemin Ste-Foy, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en publicité, promoteurs de ventes et conseillers en publicité, sous le nom de « Publicité Grey (Québec) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2055, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1527-68

Quebec Gunité Marine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Richard Drouin, avocat, 1780, Côte Gignac, Sillery, Pierrette Rondeau, 28, des Chênes ouest, Québec, et Odette Thivierge, 18, St-Antoine, Loretteville, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de navigation et manufacturer et faire le commerce du ciment et ses sous-produits avec la technique du « gunité », sous le nom de « Quebec Gunité Marine Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1578-68

R. & A. Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968,

Les Publications Jirac Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René d'Anjou, journalist, 8742 Chartrand, LaSalle, Angelo R. Carpini, businessman, and Tina Carpini, housewife, wife separate as to property of said Angelo R. Carpini, the latter two of 1501 Henri-Dunant, Two Mountains, for the following purposes:

To publish newspapers and other publications and to operate a publicity agency, under the name of "Les Publications Jirac Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1331-68

Publicité Grey (Québec) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc de Goumois, 86 Saint-Louis, Ghislain Bouchard, 985 Sir Adolphe-Routhier, both advocates, and Rose Parent, secretary, widow of Edgar Parent, 1120 Saint-Foy Road, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors, sales promoters and advertising counsellors, under the name of "Publicité Grey (Québec) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2055 Peel street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

24574

1527-68

Quebec Gunité Marine Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Drouin, advocate, 1780 Côte Gignac, Sillery, Pierrette Rondeau, 28 des Chênes West, Quebec, and Odette Thivierge, 18 St-Antoine, Loretteville, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To operate a shipping company and to manufacture and deal in cement and its by-products with the "gunité" technique, under the name of "Quebec Gunité Marine Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1578-68

R. & A. Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Carl Rosen, 4850, Jean-Brillant, Charles Spector, 4895, rue Bourret, Stephen Roth, 1440, rue MacKay, tous trois de Montréal, et Henry Nevard, 4377, avenue Westmount, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « R. & A. Holdings Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, rue University, suite 1410, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

1429-68

J. P. Racine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Racine, commerçant, route rurale numéro 5, J.-Guy Croteau, 325, Boivin, et Fernand Morin, 13, Payne, ces deux derniers comptables, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « J. P. Racine inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1459-68

Realbec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril, 1968, constituant en corporation: Pierre L. Laporte, 155, Marcotte, Saint-Laurent, Jacques Lemaître Auger, 8462, Drolet, et Mark Rosenstein, 5003 Lacombe, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir en qualité de consultants de gestion dans tous les domaines de l'effort humain, sous le nom de « Realbec Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010, ouest, rue Ste-Catherine, suite No 1101, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

1531-68

Restaurant Le Nautique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gilles Perreault, 2968, rue de Francheville, Yvon Martineau, 1695, Place Gaudet, tous deux de Trois-Rivières, et Roland Milot, Yamachiche, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Nautique inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000

incorporating: Carl Rosen, 4850 Jean-Brillant, Charles Spector, 4895 Bourret Street, Stephen Roth, 1440 MacKay Street, all three of Montreal, and Henry Nevard, 4377 Westmount Avenue, Westmount, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "R. & A. Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at 1255 University Street, Suite 1410, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1429-68

J. P. Racine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Racine, tradesman, Rural route number 5, J.-Guy Croteau, 325 Boivin, and Fernand Morin, 13 Payne, the latter two accountants, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business as a realstate and construction company, under the name of "J. P. Racine inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1459-68

Realbec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre L. Laporte, 155 Marcotte, Saint-Laurent, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, and Mark Rosenstein, 5003 Lacombe, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as management consultants in all fields of human endeavour, under the name of "Realbec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 1101, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1531-68

Restaurant Le Nautique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Perreault, 2968 de Francheville Street, Yvon Martineau, 1695 Place Gaudet, both of Trois-Rivières, and Roland Milot, Yamachiche, all three accountants, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Restaurant Le Nautique inc.", with a total capital stock of \$100,000,

actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 154, rue Radisson, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1807-68

La Rôtisserie des Iles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, rue Marie-Rose, André St-Jacques, 154, rue d'Anjou, tous deux avocats, de Longueuil, et Pierre Robichaud, comptable, 1783, rue Walnut, Laffèche, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « La Rôtisserie des Iles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 250, boulevard Le Baron, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1626-68

Russ & Paul Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1968, constituant en corporation: Paul N. Bruhmuller, homme d'affaires, Sherbrooke, Michael Russell Murphy, hommes d'affaires, et Hermance Desrosiers, ménagère, épouse commune en biens dudit Michael Russell Murphy, ces deux derniers de Coaticook, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires d'usage domestique et commercial, et le négoce de marchandises électriques de toutes sortes, sous le nom de « Russ & Paul Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1120-68

S. A. P. (Rive-Sud) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Guy De Serre, médecin, 373, De Lorraine, Laurent René, comptable agréé, 369, De Lorraine, tous deux de Longueuil, et Roland Roux, médecin, 481, Murray, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Organiser un service d'appels téléphoniques, sous le nom de « S. A. P. (Rive-Sud) Itée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 87A, rue St-Charles ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1710-68

divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 900 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 154 Radisson Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1807-68

La Rôtisserie des Iles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose street, André St-Jacques, 154 d'Anjou street, both advocates, of Longueuil, and Pierre Robichaud, accountant, 1783 Walnut street, Laffèche, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "La Rôtisserie des Iles inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 250 Le Baron boulevard, Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1626-68

Russ & Paul Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul N. Bruhmuller, businessman, Sherbrooke, Michael Russell Murphay, businessman, and Hermance Desrosiers, housewife, wife common as to property of the said Michael Russell Murphy, the latter two of Coaticook, for the following purposes:

To deal in domestic and commercial appliances, and to trade in electrical merchandise of all kinds, under the name of "Russ & Paul Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1120-68

S. A. P. (Rive-Sud) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy De Serre, physician, 373 De Lorraine, Laurent René, chartered accountant, 369 De Lorraine, both of Longueuil, and Roland Roux, physician, 481 Murray, Greenfield Park, for the following purposes:

To organize a telephone answering service, under the name of "S. A. P. (Rive-Sud) Itée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 87A St-Charles St. West, Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1710-68

**Salle à manger Dollard inc.
Dollard Dining-Room Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation: André Perreault, avocat, 4680, Montclair, Chantal Bachini, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 656, Place Fleury, tous deux de Montréal, et Guy Tremblay, comptable, 10817, St-Julien, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Salle à manger Dollard inc.—Dollard Dining-Room Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3755, rue Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1570-68

**Sept Iles North Shore Enterprises Ltd.
Les Entreprises Sept Iles Rive Nord Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1968, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, 3495, Mountain, Montréal, Seymour Luterma, 7920, Côte St-Luc, app. 901, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Suzanne Richer, secrétaire, épouse séparée de biens de Ralph Richer, 7460, rue Guy, Anjou, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités, une agence de ventes, sous le nom de « Sept Iles North Shore Enterprises Ltd.—Les Entreprises Sept Iles Rive Nord Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

1480-68

**Sercon Itée
Sercon Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1968, constituant en corporation: Renald Charland, technicien, Rachelle Therrien, ménagère, épouse séparée de biens dudit Renald Charland, tous deux de Danville, et Armand Paradis, plombier, Asbestos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Sercon Itée—Sercon Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Danville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1545-68

**Salle à manger Dollard inc.
Dollard Dining-Room Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Perreault, advocate, 4680 Montclair, Chantal Bachini, secretary, spinster of the full age of majority using her rights, 656 Place Fleury, both of Montreal, and Guy Tremblay, accountant, 10817 St-Julien, Montreal-North, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Salle à manger Dollard inc.—Dollard Dining-Room Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3755 Rachel Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1570-68

**Sept Iles North Shore Enterprises Ltd.
Les Entreprises Sept Iles Rive Nord Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Seymour Machlovitch, 3495 Mountain, Montreal, Seymour Luterma, 7920 Côte St. Luc, Apt. 901, Côte Saint-Luc, both advocates, and Suzanne Richer, secretary, wife separate as to property of Ralph Richer, 7460 Guy Street, Anjou, for the following purposes:

To carry on the business in all of its branches of a sales agency, under the name of "Sept Iles North Shore Enterprises Ltd.—Les Entreprises Sept Iles Rive Nord Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1480-68

**Sercon Itée
Sercon Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Renald Charland, technician, Rachelle Therrien, housewife, wife separate as to property of said Renald Charland, both of Danville, and Armand Paradis, plumber, Asbestos, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of material, under the name of "Sercon Itée—Sercon Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Danville, judicial district of Saint-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1545-68

Service des loisirs St-Simon-Apôtre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Pierre Roy, comptable agréé, 8969, Verville, Roger Leclerc, instructeur, 8740, Tolhurst, app. 5, et Pierre-L. Vallée, décorateur, 8916, Tolhurst, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs St-Simon-Apôtre ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1466-68

Société de gestion Mercille, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gilles Mercille, commerçant, Cécile Corriveau, ménagère, épouse dudit Gilles Mercille, tous deux de 5020, Ste-Catherine est, et Henri Lavoie, comptable agréé, 6000, Métropolitain est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Société de gestion Mercille, Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 70 actions ordinaires de \$1 chacune, 3,985 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 80 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5020, Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1577-78

La Société des Chevaliers Unis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour d'avril 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Allard, courtier d'assurances, 6061, 29^e avenue, Georges Bolduc, cordonnier, 3835, 24^e rue, tous deux de Laval, et Omer Langlois, gérant, 7181, rue Clark, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « La Société des Chevaliers Unis inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1214-68

Société Jan-Mar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Service des loisirs St-Simon-Apôtre

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Pierre Roy, chartered accountant, 8969 Verville, Roger Leclerc, instructor, 8740 Tolhurst, Apt. 5, and Pierre-L. Vallée, decorator, 8916 Tolhurst, all three of Montreal, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Service des loisirs St-Simon-Apôtre".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1466-68

Société de gestion Mercille, Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Mercille, trader, Cécile Corriveau, housewife, wife of said Gilles Mercille, both of 5020 Ste-Catherine East, and Henri Lavoie, chartered accountant, 6000 Métropolitain East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Société de gestion Mercille, Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 70 common shares of \$1 each, 3,985 preferred class "A" shares of \$10 each and into 80 preferred class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5020 Ste-Catherine East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1577-78

La Société des Chevaliers Unis inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Yvon Allard, insurance broker, 6061, 29th Avenue, Georges Bolduc, shoemaker, 3835, 24th Street, both of Laval, and Omer Langlois, manager, 7181 Clark Street, Montreal, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "La Société des Chevaliers Unis inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1214-68

Société Jan-Mar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued

patentes, en date du 8e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Pauline Marandola, 2644, Davidson, Françoise Blanchette, 3895, Beaubien, et Mariel Desmarteau, 4522, Duquesne, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants, magasins et stations-service, sous le nom de « Société Jan-Mar inc. », avec un capital total de \$125,000, divisé en 1,250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1589-68

Solmat inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Louis Charbonneau, 1668, 13e avenue est, Charny, Gilles Lavoie, 2320, Careau, Duberger, tous deux professeurs, et Pierre Cimon, étudiant, 1278, St-Cyrille ouest, Québec, pour les objets suivants:

Fournir des services de conseiller en administration scolaire, sous le nom de « Solmat inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2320, Careau, Duberger, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1556-68

Sovico inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Armand Des Rosiers, homme d'affaires, Adélaïde D. Des Rosiers, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Des Rosiers, tous deux de 325, avenue Revere, Mont-Royal, et Jean Des Rosiers, homme d'affaires, 450, Queens, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de portefeuille (holding), sous le nom de « Sovico inc. », avec un capital total de \$151,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$15 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1691-68

Studio de santé de Lévis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Pierre Bernier, avocat, 2175, des Intendants, Ginette Gingras, 434, d'Aiguillon, tous deux de Québec, et Diane Simard, 3595, Sarto, Giffard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des studios de santé, sous le nom de « Studio de santé de Lévis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pauline Marandola, 2644 Davidson, Françoise Blanchette, 3895 Beaubien, and Mariel Desmarteau, 4522 Duquesne, all three secretaries, spinsters of the full age of majority of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to operate hotels, taverns, inns, restaurants, stores and service stations, under the name of "Société Jan-Mar inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 1,250 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at La Prairie, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1589-68

Solmat inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Charbonneau, 1668, 13th Avenue East, Charny, Gilles Lavoie, 2320 Careau, Duberger, both teachers, and Pierre Cimon, student, 1278 Saint-Cyrille West, Quebec, for the following purposes:

To provide services as counsellors in school administration, under the name of "Solmat inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 2320 Careau, Duberger, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1556-68

Sovico inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Des Rosiers, businessman, Adélaïde D. Des Rosiers, housewife, wife contractually separate as to property of the said Armand Des Rosiers, both of 325 Revere Ave., Mount-Royal, and Jean Des Rosiers, businessman, 450 Queens, Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and holding company, under the name of "Sovico inc.", with a total capital stock of \$151,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$15 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1691-68

Studio de santé de Lévis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Bernier, advocate, 2175 des Intendants, Ginette Gingras, 434 d'Aiguillon, both of Quebec, and Diane Simard, 3595 Sarto, Giffard, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To operate health studios, under the name of "Studio de santé de Lévis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 14, rue St-Henri, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1549-68

J. Szabo Suede Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Mary Quinlan, secrétaire, veuve non-remariée de Joseph Dowling, 225, Kensington, app. 2, Westmount, Sandra Doherty, secrétaire, célibataire, 3585, Hutchison, app. 10, et Germaine Côté, secrétaire, épouse de Delphis Gilbert, 4920, Grosvenor, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à nettoyer le suède, sous le nom de « J. Szabo Suede Cleaners Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

1113-68

Taj Mahal Boutique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1968, constituant en corporation: Man Mohan Khanna, Ajit Sarin, tous deux de 1545, Westgate, app. 12, Jacques-Cartier, et Jagdish Kapoor, 264, St-Charles, Longueuil, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « Taj Mahal Boutique Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

1495-68

Talcy Itée Talcy Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Jean-Luc Dutil, administrateur, 954, Madeleine de Verchères, Québec, Adrien Cinq-Mars, comptable, 8331, rue Talcy, Anjou, et Aimé Laplante, industriel, 3495, rue de la Montagne, app. 909, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de distribution de produits alimentaires, sous le nom de « Talcy Itée — Talcy Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1385-68

The head office of the company is at 14 Saint-Henri street, Lévis, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1549-68

J. Szabo Suede Cleaners Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mary Quinlan, secretary, unmarried widow of Joseph Dowling, 225 Kensington, Apt. 2, Westmount, Sandra Doherty, secretary, spinster, 3585 Hutchison, Apt. 10, and Germaine Côté, secretary, wife of Delphis Gilbert, 4920 Grosvenor, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of suede cleaners, under the name of "J. Szabo Suede Cleaners Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of the par value of \$10 each and 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1113-68

Taj Mahal Boutique Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Man Mohan Khanna, Ajit Sarin, both of 1545 Westgate, Apt. 12, Jacques-Cartier, and Jagdish Kapoor, 264 St. Charles, Longueuil, all three executives, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "Taj Mahal Boutique Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1495-68

Talcy Itée Talcy Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Luc Dutil, administrator, 954 Madeleine de Verchères, Québec, Adrien Cinq-Mars, accountant, 8331 Talcy Street, Anjou, and Aimé Laplante, industrialist 3495 de la Montagne Street, Apt. 909, Montreal, for the following purposes:

To operate a food products delivery enterprise, under the name of "Talcy Itée — Talcy Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1385-68

Thermover Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1968, constituant en corporation: Pierre Choquette, 336, de la Corniche, Saint-Nicolas, Pierre Lesage, 2773, Louis Bourg, Sainte-Foy, et Bruno Bernard, 142, des Chênes ouest, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Thermover Inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 1403-68

Town Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Melvin Salmon, 5570, Pinedale, Côte Saint-Luc, Moe Moscovitch, 6077, Wilderton, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Cécile Shapiro, secrétaire, célibataire, 5370, MacDonald, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et distribuer toutes sortes de cosmétiques, parfums et produits connexes, en faire le commerce, sous le nom de « Town Distributors Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, avenue Laird, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1684-68

Tristar Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Gerald George Dragon, manufacturier, Henry Marleau, contremaître, tous deux de 663, Highway 9C, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, et Jackson Harris, vendeur, 525, 26e avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, et faire le commerce de matériaux de construction préfabriqués de toutes sortes, sous le nom de « Tristar Company Limited », avec un capital total de \$40,000 divisé en 30,000 actions ordinaires se \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 663, Highway 9C, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1552-68

Vergers Poma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1968, constituant en corporation: Noël Girard, courtier

Thermover Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Choquette, 336 de la Corniche, Saint-Nicolas, Pierre Lesage, 2773 Louis Bourg, Sainte-Foy, and Bruno Bernard, 142 des Chênes West, Quebec, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in glass and all its products and by-products, under the name of "Thermover Inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value and into 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 1403-68

Town Distributors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Melvin Salmon, 5570 Pinedale, Côte Saint-Luc, Moe Moscovitch, 6077 Wilderton both advocates and Queen's Counsels, and Cécile Shapiro, secretary, spinster, 5370 MacDonald, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, distribute and deal in all kinds of cosmetics, perfumes and allied products, under the name of "Town Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1255 Laird Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1684-68

Tristar Company Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald George Dragon, manufacturer, Henry Marleau, foreman, both of 663 Highway 9C, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, and Jackson Harris, salesman, 525, 26th Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders and to deal in prefabricated buildings of all classes, under the name of "Tristar Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 663 Highway 9C, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1552-68

Vergers Poma inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Noël Girard, accredited insurance

d'assurances agréé, Marthe L'Heureux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Noël Girard, tous deux de 642, Pigeon, et Paul Lemieux, avoca et conseil en Loi de la reine, 409, Vauquelin, tous trois de Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme pommiculteurs, sous le nom de « Vergers Poma inc. », avec un capital total de \$101,300, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 411, boulevard Laurier, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1513-68

broker, Marthe L'Heureux, housewife, wife separate as to property of the said Noël Girard, both of 642 Pigeon, and Paul Lemieux, advocate and Queen's Counsel, 409 Vauquelin, all three of Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as apple-growers, under the name of "Vergers Poma inc.", with a total capital stock of \$101,300, divided into 300 common shares of a nominal value of \$1 each, 1,000 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and 1,000 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 411 Laureier Blvd., Beloeil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

1513-68

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

B. & B. Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11^e jour d'avril 1968, à la compagnie « St. Lawrence Auto Centre Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 27^e jour d'août 1965, changeant son nom en celui de « B. & B. Motor Sales Ltd. ».

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574

3829-65 — 1417/127

B. & B. Motor Sales Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "St. Lawrence Auto Centre Ltd.", incorporated by letters patent dated the 27th day of August, 1965, changing its name to that of "B. & B. Motor Sales Ltd."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574-o

3829-65 — 1417/127

Beth Jacob School

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10^e jour de janvier 1967, à la compagnie « Beth Jacob School », augmentant le montant des propriétés immobilières qui peuvent être posséder ou détenues par la corporation de \$500,000 à \$1,000,000.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574

11864-54 — 1352/119

Beth Jacob School

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 10th day of January, 1967, to "Beth Jacob School", increasing the amount of immoveable property which may be owned or held by the corporation from \$500,000 to \$1,000,000.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574-o

11864-54 — 1352/119

Bouffe Express inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25^e jour de mars 1968, à la compagnie « Jerry's Food Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 5^e jour de février 1968, changeant son nom en celui de « Bouffe Express inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

469-68 — 1417/10

Bouffe Express inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Jerry's Food Ltd.", incorporated by letters patent dated the 5th day of 1968, changing its name to that of "Bouffe Express inc."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

469-68 — 1417/10

Bu - Ro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20^e jour de mars 1968, à la compagnie « Bu - Ro inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, par la création de 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

125-64 — 1415/129

Bu - Ro inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bu - Ro inc.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000, by the creation of 600 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

125-64 — 1415/129

**Brosnan Canadian Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières et de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour d'avril 1968, à la compagnie « Brosnan Chibougamau Mines Limited » (No Personal Liability), constituée par lettres patentes en date du 24e jour d'avril 1953, 1° changeant son nom en celui de « Brosnan Canadian Mines Limited » (No Personal Liability); 2° réduisant son capital de \$4,000,000 à \$2,419,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,581,000 actions émises d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3° augmentant son capital de \$2,419,000 à \$5,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,581,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 8054-53 — 1417/12

**Brosnan Canadian Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is given that, under the Mining Companies Act and the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated the 2nd day of April, 1968, to "Brosnan Chibougamau Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent dated the 24th day of April, 1953, 1. changing its name into that of "Brosnan Canadian Mines Limited" (No Personal Liability); 2. reducing its capital from \$4,000,000 to \$2,419,000, the annulled capital shares being divided into 1,581,000 shares issued at a par value of \$1 each; 3. increasing its capital from \$2,419,000 to \$5,000,000, the additional capital shares being divided into 2,581,000 common shares of a par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 8054-53 — 1417/12

Buckport Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de mars 1968, à la compagnie « Buckport Shipping Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de mai 1960, 1° changeant son nom en celui de « Buckport Development Corp. »; 2° augmentant son capital de \$200,000 à \$200,500, le capital actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 12344-60 — 1417/11

Buckport Development Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Buckport Shipping Company Limited", incorporated by letters patent dated the 25th day of May, 1960, 1. changing its name to that of "Buckport Development Corp."; 2. increasing its capital from \$200,000 to \$200,500, the additional capital stock being divided into 500 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 12344-60 — 1417/11

**Canadian White Star Products Limited
Les Produits White Star du Canada limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de mars 1968, à la compagnie « Canadian White Star Products Limited », constituée par lettres patentes en date du 17e jour d'avril 1957, changeant son nom en celui de « Canadian White Star Products Limited — Les Produits White Star du Canada limitée ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 11278-57 — 1416/38

**Canadian White Star Products Limited
Les Produits White Star du Canada limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Canadian White Star Products Limited", incorporated by letters patent dated the 17th day of April, 1957, changing its name to that of "Canadian White Star Products Limited — Les Produits White Star du Canada limitée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 11278-57 — 1416/38

Capital Homes Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'avril 1968, à la compagnie « Capital Quality Homes (Quebec) Limited », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de mai 1962, changeant son nom en celui de « Capital Homes Limited ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 11997-62 — 1416/39

Capital Homes Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Capital Quality Homes (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the 24th day of May, 1962, changing its name to that of "Capital Homes Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 11997-62 — 1416/39

Julius Cappell Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10^e jour d'avril 1968, à la compagnie « Julius Cappell Agencies Ltd. », 1^o subdivisant ses 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2^o modifiant les privilèges et les restrictions qui se rattachent à ses actions privilégiées.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574

10768-57 — 1417/112

**Cartorama Itée
Cartorama Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5^e jour d'avril 1968, à la compagnie « Cartorama Itée — Cartorama Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

2143-67 — 1416/40

**Le Centre Graphique limitée
Graphic Centre Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3^e jour d'avril 1968, à la compagnie « Printers Machinery Exchange Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 27^e jour de juillet 1965, changeant son nom en celui de « Le Centre Graphique limitée — Graphic Centre Limited ».

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

3355-65 — 1416/41

Le Club de Natation Chicoutimi Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 4^e jour d'avril 1968, à la corporation « Le Club de Natation le Montagnais Itée », constituée en corporation par lettres patentes du 22^e jour de septembre 1967, changeant son nom en celui de « Le Club de Natation Chicoutimi Itée ».

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

4031-67 — 1416/42

Dornaom Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4^e jour d'avril 1968, à la compagnie « Dora's Restaurant & Charcoal Broiling Inc. », constituée par lettres patentes en date du 18^e jour de septembre 1961, 1^o changeant son nom en celui de « Dornaom Realty Corp. »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574

14464-61 — 1417/13

Julius Cappell Agencies Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Julius Cappell Agencies Ltd.", 1. subdividing its 200 common shares of the par value of \$10 each into 2,000 common shares of the par value of \$1 each; 2. modifying the privileges and restrictions attaching to its preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574-o

10768-57 — 1417/112

**Cartorama Itée
Cartorama Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cartorama Itée — Cartorama Ltd.", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

2143-67 — 1416/40

**Le Centre Graphique limitée
Graphic Centre Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Printers Machinery Exchange Ltd.", incorporated by letters patent dated the 27th day of July, 1965, changing its name to that of "Le Centre Graphique limitée — Graphic Centre Limited".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

3355-65 — 1416/41

Le Club de Natation Chicoutimi Itée

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Le Club de Natation le Montagnais Itée", incorporated by letters patent dated the 22nd day of September, 1967, changing its name to that of "Le Club de Natation Chicoutimi Itée".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

4031-67 — 1416/42

Dornaom Realty Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Dora's Restaurant & Charcoal Broiling Inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of September, 1961, 1. changing its name to that of "Dornaom Realty Corp."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574-o

14464-61 — 1417/13

**Featherweight Corporation
La Corporation Featherweight**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour d'avril 1968, à la compagnie « Featherweight Aluminium Products Company », constituée par lettres patentes en date du 22e jour d'octobre 1946, changeant son nom en celui de « Featherweight Corporation — La Corporation Featherweight ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
7334-46 — 1417/115

24574

Fortier & Frères Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour d'avril 1968, à la compagnie « R. Fortier inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour d'avril 1959, 1° changeant son nom en celui de « Fortier & Frères Itée »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
12254-59 — 1417/14

24574-o

Greenshields Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour d'avril 1968, à la compagnie « Greenshields Ltd. », 1° diminuant son capital par l'annulation de 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 25 actions catégorie « B » sans valeur nominale ou au pair, se classant *pari passu*, sous tous aspects avec les actions catégorie « B » existantes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
13956-57 — 1416/22

24574

**Les Immeubles Bonaventure inc.
Bonaventure Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour d'avril 1968, à la compagnie « Les Immeubles Bonaventure inc. — Bonaventure Realities Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
13907-62 — 1416/123

24574-o

Les Immeubles Delrano inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de janvier 1967, à la compagnie « Les Immeubles Delrano inc. », 1° convertissant ses 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° subdivisant ses 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 300,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
13562-57 — 1352/77

24574-o

**Featherweight Corporation
La Corporation Featherweight**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Featherweight Aluminium Products Company", incorporated by letters patent dated the 22nd day of October, 1946, changing its name to that of "Featherweight Corporation — La Corporation Featherweight".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
7334-46 — 1417/115

24574-o

Fortier & Frères Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "R. Fortier inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of April, 1959, changing its name to that of "Fortier & Frères Itée"; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
12254-59 — 1417/14

24574

Greenshields Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Greenshields Ltd.", 1. reducing its capital by the cancellation of 2,000 preferred shares of the par value of \$50 each; 2. increasing its capital by the creation of 25 class "B" shares without nominal or par value ranking *pari passu* in all respects with the existing class "B" shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
13956-57 — 1416/22

24574-o

**Les Immeubles Bonaventure inc.
Bonaventure Realities Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Immeubles Bonaventure inc. — Bonaventure Realities Inc.", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
13907-62 — 1416/123

24574

Les Immeubles Delrano inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Immeubles Delrano inc.", 1. converting its 10,000 common shares of a par value of \$1 each into 10,000 common shares without par value; 2. subdividing its 10,000 common shares without par value into 300,000 common shares without par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
13562-57 — 1352/77

24574

Immeubles Guy Ouellet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4^e jour d'avril 1968, à la compagnie « Immeubles Guy Ouellet inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 11309-61 — 1416/43

Les Immeubles Laurier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25^e jour de mars 1968, à la compagnie « Les Immeubles Laurier inc. », changeant ses 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 3,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et ses 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 400 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 2235-63 — 1416/9

Industrial Stampings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29^e jour de février 1968, à la compagnie « Industrial Stampings Limited », diminuant son capital par l'annulation de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 1492-42 — 1417/17

Les Industries Pont-Rouge, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8^e jour d'avril 1968, à la compagnie « Les Industries Pont-Rouge, Itée », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 98-64 — 1417/71

**Industries Samson (68) inc.
Samson Industries (68) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3^e jour d'avril 1968, à la compagnie « Industries Samson inc.—Samson Industries Inc. », constituée par lettres patentes en date du 29^e jour de novembre 1946, 1^o changeant son nom en celui de « Industries Samson (68) inc.—Samson Industries (68) Inc. »; 2^o modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 8165-46 — 1417/18

M. Katz Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Immeubles Guy Ouellet inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Immeubles Guy Ouellet inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 11309-61 — 1416/43

Les Immeubles Laurier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Immeubles Laurier inc.", changing its 3,000 preferred shares of a par value of \$100 each into 3,000 preferred class "A" shares of \$100 each and its 400 preferred shares of a par value of \$100 each into 400 preferred class "B" shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 2235-63 — 1416/9

Industrial Stampings Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of February, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Industrial Stampings Limited", reducing its capital by the cancellation of 4,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 1492-42 — 1417/17

Les Industries Pont-Rouge, Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Industries Pont-Rouge, Itée", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 98-64 — 1417/71

**Industries Samson (68) inc.
Samson Industries (68) Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Industries Samson inc.—Samson Industries Inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of November, 1946, 1. changing its name to that of "Industries Samson (68) inc.—Samson Industries (68) Inc."; 2. amending the privileges and restrictions relating to the preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 8165-46 — 1417/18

M. Katz Furs Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have

patentes supplémentaires en date du 4e jour d'avril 1968, à la compagnie « M. Katz Furs Inc. », 1° diminuant son capital de \$100,000 à \$85,000, le capital actions annulé devant être divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2° redésignant les actions privilégiées émises comme premières actions privilégiées; 3° augmentant son capital de \$85,000 à \$88,000, le capital actions additionnel devant être divisé en 3,000 deuxièmes actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 7444-50 — 1417/73

Lemiro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour d'avril 1968, à la compagnie « Les Entreprises Quevillon Itée — Quevillon Enterprises Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'octobre 1964, changeant son nom en celui de « Lemiro inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 4696-64 — 1417/20

Bert Mason & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour d'avril 1968, à la compagnie « Bert Mason & Son Inc. », convertissant ses 10,000 actions de \$10 chacune en 1,000 actions classe « A » votantes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 9,000 actions classe « B » non-votantes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 7999-48 — 1417/22

Midas Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour d'avril 1968, à la compagnie « Midas Construction Ltd. », 1° convertissant et subdivisant ses 3,000 actions privilégiées non émises d'une valeur au pair de \$10 chacune en 30,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, de capital action additionnel devant être divisé en 40,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 3399-66 — 1417/24

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux
de l'Assomption**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour d'avril 1968, à la corporation « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de l'Assomption », modifiant ses pouvoirs.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 13400-58 — 1417/129

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "M. Katz Furs Inc.", 1. reducing its capital from \$100,000 to \$85,000, the capital stock annulled being divided into 1,500 common shares of the par value of \$10 each; 2. redesignating its existing preferred shares as first preferred shares; 3. increasing its capital from \$85,000 to \$88,000, the additional capital stock being divided into 3,000 second preferred shares of the par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 7444-50 — 1417/73

Lemiro inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Entreprises Quevillon Itée — Quevillon Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent dated the 26th day of October, 1964, changing its name to that of "Lemiro inc."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 4696-64 — 1417/20

Bert Mason & Son Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bert Mason & Son Inc.", converting its 10,000 shares of \$10 each into 1,000 class "A" voting shares of a par value of \$10 each and 9,000 class "B" non-voting shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 7999-48 — 1417/22

Midas Construction Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Midas Construction Ltd.", 1. converting and subdividing its 3,000 unissued preferred shares of a par value of \$10 each into 30,000 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$80,000, the additional capital stock being divided into 40,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 3399-66 — 1417/24

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux
de l'Assomption**

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de l'Assomption" extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 13400-58 — 1417/129

Claude Payette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15^e jour de février 1968, à la compagnie « Librairie de l'Est inc. », constituée par lettres patentes en date du 17^e jour de juin 1963, 1^o changeant son nom en celui de « Claude Payette inc. »; 2^o convertissant ses 400 actions de \$100 chacune en 400 actions classe « B » de \$100 chacune; 3^o augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 250 actions privilégiées de \$100 chacune, 250 actions classe « A » de \$100 chacune et en 100 actions classe « B » de \$100 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

1988-63 — 1147/25

**Peintures & Décor Colonial Itée
Colonial Paints & Decor Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11^e jour d'avril 1968, à la compagnie « Peintures et Décorations La Mauricie Cie Itée — La Mauricie Paints and Decorations Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 19^e jour de juin 1967, changeant son nom en celui de « Peintures & Décor Colonial Itée — Colonial Paints & Decor Ltd. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

2315-67 — 1417/130

Placements Georges-Arthur Fortier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4^e jour d'avril 1968, à la compagnie « United Optical Inc. », constituée par lettres patentes en date du 23^e jour de mars 1959, changeant son nom en celui de « Placements Georges-Arthur Fortier inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

10726-59 — 1417/27

Power Press & Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5^e jour d'avril 1968, à la compagnie « Power Press & Equipment Co. Ltd. », augmentant son capital de \$40,000 à \$80,000, le capital-actions additionnel devant être divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, prenant rang à tous points de vue avec les actions privilégiées déjà émises.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574

13631-58 — 1417/77

Restaurant La Seigneurie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28^e jour de février 1968, à la compagnie « Chez le Père

Claude Payette inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of February, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Librairie de l'Est inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of June, 1963, 1. changing its name to that of "Claude Payette inc."; 2. converting its 400 shares of \$100 each into 400 class "B" shares of \$100 each; 3. increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000, the additional share capital being divided into 250 preferred shares of \$100 each, 250 class "A" shares of \$100 each and 100 class "B" shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

1988-63 — 1417/25

**Peintures & Décor Colonial Itée
Colonial Paints & Decor Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Peintures et Décorations la Mauricie Cie Itée — La Mauricie Paints and Decorations Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 19th day of June, 1967, changing its name to that of "Peintures & Décor Colonial Itée — Colonial Paints & Decor Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

2315-67 — 1417/130

Placements Georges-Arthur Fortier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "United Optical Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of March, 1959, changing its name to that of "Placements Georges-Arthur Fortier inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

10726-59 — 1417/27

Power Press & Equipment Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Power Press & Equipment Co. Ltd.", increasing its capital from \$40,000 to \$80,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of the par value of \$100 each, ranking *pari passu* in all respects with the existing preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

13631-58 — 1417/77

Restaurant La Seigneurie inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Chez le Père Bernard inc.",

Bernard inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de septembre 1966, changeant son nom en celui de « Restaurant la Seigneurie inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

3981-66 — 1417/29

Au Service des Fermes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de mars 1968, à la compagnie « Au Service du Cultivateur inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de mars 1956, changeant son nom en celui de « Au Service des Fermes inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

10840-56 — 1417/8

**Le Service des Loisirs
Ste-Maria Goretti de Beloeil**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de décembre 1967, à « L'Association des Loisirs de la Paroisse Ste-Maria Goretti de Beloeil inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 18e jour de mars 1959, changeant son nom en celui de « Le Service des Loisirs Ste-Maria Goretti de Beloeil ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

11588-59 — 1398/59

**Service Social Familial
(Metropolitain Sud) inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour d'avril 1968, à la corporation « Service Social du Diocèse de St-Jean-de-Québec », constituée en corporation par lettres patentes du 8e jour de mars 1952, changeant son nom en celui de « Service Social Familial (Metropolitain Sud) inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

4302-52 — 1416/59

Le Silène inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour d'avril 1968, à la compagnie « Restaurant Petit Champlain inc. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de février 1968, changeant son nom en celui de « Le Silène inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

600-68 — 1416/60

Sonolab inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour

incorporated by letters patent dated the 30th day of September, 1966, changing its name to that of "Restaurant la Seigneurie inc."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

3981-66 — 1417/29

Au Service des Fermes inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Au Service du Cultivateur inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of March, 1956, changing its name to that of "Au Service des Fermes inc."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

10840-56 — 1417/8

**Le Service des Loisirs
Ste-Maria Goretti de Beloeil**

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « L'Association des Loisirs de la Paroisse Ste-Maria Goretti de Beloeil inc. », incorporated by letters patent dated the 18th day of March, 1959, changing its name to that of "Le Service des Loisirs Ste-Maria Goretti de Beloeil ».

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

11588-59 — 1398/59

**Service Social Familial
(Metropolitain Sud) inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Service Social du Diocèse de St-Jean-de-Québec", incorporated by letters patent dated the 8th day of March, 1952, changing its name to that of "Service Social Familial (Metropolitain Sud) inc."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

4302-52 — 1416/59

Le Silène inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Restaurant Petit Champlain inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of February, 1968, changing its name to that of "Le Silène inc."

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

600-68 — 1416/60

Sonolab inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

d'avril 1968, à la compagnie « Trans World Film Laboratories Limited », constituée par lettres patentes en date du 11^e jour de décembre 1951, 1^o changeant son nom en celui de « Sonolab inc. »; 2^o augmentant son capital de \$40,000 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 21,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

14790-51 — 1417/1

Province to "Trans World Film Laboratories Limited", incorporated by letters patent dated the 11th day of December, 1951, 1. changing its name to that of "Sonolab inc."; 2. increasing its capital from \$40,000 to \$500,000, the additional capital shares being divided into 21,000 common shares of a par value of \$10 each and into 25,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

14790-51 — 1417/1

Trans Globe Tours Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4^e jour de mars 1968, à la compagnie « Mark Hoven Travel Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 31^e jour d'octobre 1967, changeant son nom en celui de « Trans Globe Tours Inc. ».

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574

4522-67 — 1416/63

Trans Globe Tours Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mark Hoven Travel Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 31st day of October, 1967, changing its name to that of "Trans Globe Tours Inc."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574-o

4522-67 — 1416/63

J. E. Tremblay limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5^e jour d'avril 1968, à la compagnie « J. E. Tremblay limitée », 1^o désignant ses 20,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune comme actions ordinaires; 2^o augmentant son capital de \$200,000 à \$375,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 17,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

2395-51 — 1407/10

J. E. Tremblay limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of April, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. E. Tremblay limitée", 1. designating its 20,000 shares of a par value of \$10 each as common shares; 2. increasing its capital from \$200,000 to \$375,000, the additional capital stock being divided into 17,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

2395-51 — 1407/10

Turbo Précision Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27^e jour de mars 1968, à la compagnie « Turbo Précision Industries Ltd. », augmentant son capital de \$40,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 12,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

14581-61 — 1417/3

Turbo Précision Industries Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of March, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Turbo Précision Industries Ltd.", increasing its capital from \$40,000 to \$200,000, the additional capital shares being divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each and into 12,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

14581-61 — 1417/3

Lettres patentes annulées

Le Comité paroissial des loisirs de Ste-Anne de Beaupré incorporé

Avis est donné qu'en vertu de l'article 25 de la Loi des compagnies le secrétaire de la province a décrété l'annulation de la charte de la compagnie dont le nom suit.

Nom de la compagnie: Le Comité paroissial des loisirs de Ste-Anne de Beaupré incorporé, date des lettres patentes, le 18 décembre 1954.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

Letters Patent Annulled

Le Comité paroissial des loisirs de Ste-Anne de Beaupré incorporé

Notice is given, under section 25 of the Companies Act, that the Provincial Secretary has decreed the annulment of the charter of the following company.

Name of the company: Le Comité paroissial des loisirs de Ste-Anne de Beaupré incorporé, date of the letters patent, December 18th, 1954.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

Joseph Kenneth Haley

Avis est par les présentes donné que Joseph Kenneth Haley, apprenti réparateur d'appareils électriques, célibataire, domicilié à Garden Road, Lucerne, province de Québec, fils majeur de Martin Haley et de feu Mary Bernadette Farnand, désire changer de nom en celui de Joseph Kenneth Milks en s'adressant par requête à son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, conformément au Bill 31 de la Loi du changement de nom.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant.
24518-19-2-o

Eugen Marunczak

Avis est par les présentes donné que Eugen Marunczak, de la cité et du district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'une demande de changer son nom en celui de James Eugen Marunczak.

Montréal, le 24 avril 1968.
24519-19-2-o EUGEN MARUNCZAK.

Meier Abramovici

Avis est donné que Meier Abramovici, agent d'immeubles, résidant à 70, avenue Church Hill, en la cité de Westmount, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Marcel Adams; ledit changement de nom devra aussi servir à son épouse née Aviva Cohen, à ses fils mineurs: Julian Abramovici et Sylvan Abramovici, et à sa fille mineure Linda Abramovici, tous de la même adresse.

Montréal, 2e jour de mai 1968.
Les Procureurs du requérant,
GREENBLATT, GODINSKY &
RESIN.
24570-19-2

Yue Lee

Avis est donné que Yue Lee cuisinier, de 3837, rue Clarke, ville et district de Montréal, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir que son nom soit changé en celui de Gang Woo Chang, ainsi que celui de son épouse Dame May Ngor Chui (Lee) et celui de son fils Peter (Lee) et celui de sa fille Hoy York (Lee), de la même adresse, conformément à la Loi du changement de nom.

Montréal, 1er mai 1968.
24514-19-2 SAUL HANDELMAN, avocat.

André Gulleerberg

Avis est donné que André Gulleerberg, vendeur de 4530, chemin Côte des Neiges, app. 1714, des ville et district de Montréal, en la province de Québec, a l'intention de présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, demandant le changement de son nom en celui de André Gilbert, conformément aux dispositions de la Loi du changement de nom.

Montréal, 1 mai 1968.
Le procureur du requérant,
Me SAM GOLDWATER, avocat.
24535-19-2

Joseph Kenneth Haley

Notice is hereby given that Joseph Kenneth Haley, apprentice repairman of electrical appliances, bachelor, residing on Garden Road, in Lucerne, Province of Quebec, son of Martin Haley and deceased Mary Bernadette Farnand, wishes to change his name to Joseph Kenneth Milks by a petition to Lieutenant-Governor of the Province of Quebec in accordance with Bill 31 of the Change of Name Act.

This change will not affect other persons than the petitioner.
24518-19-2-o

Eugen Marunczak

Notice is hereby given that Eugen Marunczak of the city and district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to James Eugen Marunczak.

Montreal, April 24, 1968.
24519-19-2-o EUGEN MARUNCZAK.

Meier Abramovici

Notice is hereby given that Meier Abramovici, Realtor, residing at 70 Church Hill Avenue, in the city of Westmount, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council for an order changing his name to Marcel Adams; such change of name shall also benefit his wife née Aviva Cohen, his minor sons Julian Abramovici and Sylvan Abramovici, and his minor daughter Linda Abramovici, all of the same address.

Montreal, 2nd day of May 1968.
GREENBLATT, GODINSKY &
RESIN,
Attorneys for Applicant.
24570-19-2-o

Yue Lee

Notice is given that Yue Lee, cook of 3837 Clarke Street, city and district of Montreal, will petition the Lieutenant-Governor in Council for the change of his name to Gang Woo Chang, and that of his wife Dame May Ngor Chui (Lee) and that of his son Peter (Lee) and his daughter Hoy York (Lee), of the same address pursuant to the change of names Act.

Montreal, May 1 st, 1968.
24514-19-2-o SAUL HANDELMAN, advocate.

André Gulleerberg

Notice is hereby given that André Gulleerberg, salesman, of 4530 Côte des Neiges Road, Apt. 1714, of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in council requesting the change of his name to André Gilbert, pursuant to the provisions of the change of name Act.

Montreal, May 1, 1968.
Me SAM GOLDWATER, Advocate,
Attorney for Petitioner.
24535-19-2-o

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 36a. de la charte de la Ville de Montréal qui se lit comme suit:

« 36a. Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins dix ans dans les limites de la cité ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent à toutes fins que de droit propriété de la cité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Par résolution du comité exécutif, la cité approuve un ou plusieurs plans montrant la superficie et l'emplacement et donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la cité entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2. L'original de ces plans doit être déposé aux archives du service des travaux publics de la cité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

3. Le greffier de la cité doit publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques concernées;
- c) une déclaration à l'effet que les plans prévus au paragraphe 1 ci-dessus ont été approuvés et déposés suivant les paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

4. L'avis prévu au paragraphe 3 qui précède doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle de Québec*, être inséré dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés dans la cité.

Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fond desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux plans ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la cité doit faire enregistrer sur tout terrain concerné une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et tel acte ainsi enregistré constitue à toutes fins que de droit une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le registraire est tenu d'accepter le dépôt des plans et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnés.

Le fait que depuis plus de dix ans une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu à l'article 36, ou fait partie des plans et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve concluante que telle rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de dix ans.

La cité ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des dix années précédentes. »

La Ville de Montréal a approuvé par résolution de son comité exécutif en date du 29 mars 1968, le plan C-36 Saint-Henri montrant une partie des

City of Montreal

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of Article 36a. of the Charter of the City of Montreal which reads as follows:

“36a. Streets, lanes, highways and public squares continuously open to the public for ten years or more in the city or any territory annexed thereto, shall be considered to all intents and purposes the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve one or more plans showing the area and the site and giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. The original of such plans shall be deposited in the archives of the Public Works Department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3. The city clerk shall publish twice in the *Quebec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing:

- (a) the full text of this article;
- (b) a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;
- (c) a statement to the effect that the plans provided for in paragraph 1 have been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Quebec Official Gazette*, be inserted in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal.

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing on the plans so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during the year following the last publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and such document so registered shall constitute to all intents and purposes conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the plans and register the above-mentioned notarial declaration.

The fact that for over ten years a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in article 36, or forms part of the plans and resolutions contemplated in article 37, shall be conclusive proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over ten years.

The city cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the ten preceding years.”

The City of Montreal has approved through a resolution of its Executive Committee, dated March 29, 1968, Plan C-36 Saint-Henri, prepared

lots 3412-11 et 3413-3 (autrefois rue de Courcelle) situés entre la rue St-Ambroise et les terrains du canal Lachine faisant partie du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal dont la description suit:

1) *P. 3412-11*: De figure irrégulière; bornée vers le nord-est par une autre partie du lot 3412-11, vers le sud-ouest par une partie du lot 3413-3, par le lot 3412-14 et par une autre partie du lot 3412-11 et vers le nord-ouest par le lot 3412-13 faisant partie de la rue St-Ambroise et par une partie du lot 1913-22; mesurant trois cent huit pieds et trente-trois centièmes de pied (308.33') vers le nord-est, quatre-vingt-dix-huit pieds et quatre dixièmes de pied (98.4') et deux cent dix pieds et soixante-cinq centièmes de pied (210.65') dans ses lignes sud-ouest et soixante pieds et quatre-vingt-neuf centièmes de pied (60.89') et trois pieds et soixante-huit centièmes de pied (3.68') dans ses lignes nord-ouest; contenant en superficie quinze mille six cent soixante pieds carrés (15,660 p.c.), mesures anglaises.

2) *P. 3413-3*: De figure trapézoïdale; bornée vers le nord-est par une partie du lot 3412-11 et par une autre partie du lot 3413-3, vers le sud-est par une autre partie du lot 3413-3 et vers le sud-ouest par les lots 3413-175 et 3413-174; mesurant quatre-vingt-dix-huit pieds et quatre dixièmes de pied (98.4') et cent cinq pieds et quatre-vingt-deux centièmes de pied (105.82') dans ses lignes nord-est, soixante pieds et dix-sept centièmes de pied (60.17') vers le sud-est et cent soixante-dix-neuf pieds et trente et un centièmes de pied (179.31') vers le sud-ouest; contenant en superficie huit mille cinq cent cinquante-quatre pieds carrés (8,554 p.c.), mesures anglaises.

Cet emplacement formé par les items 1 et 2 a une superficie totale de vingt-quatre mille deux cent quatorze pieds carrés (24,214 p.c.) et est indiqué par les lettres ABB'CDA sur le plan C-36 St-Henri.

Ledit emplacement est affecté d'une servitude de passage en faveur de la Ville de Montréal pour l'entretien d'une conduite d'eau sur une lisière de terrain de quinze pieds (15.0') de largeur, soit sept pieds et cinq dixièmes de pied (7.5') de chaque côté de la ligne centrale de cette conduite, par toute sa longueur.

L'assiette de cette servitude indiquée sur le même plan par les lettres EFGHE est connue et désignée comme suit:

1) *P. 3412-11*: De figure trapézoïdale; bornée vers le nord-ouest par le lot 3412-13, faisant partie de la rue St-Ambroise, où elle mesure seize pieds et un dixième de pied (16.1'), vers le nord-est par une autre partie du lot 3412-11 où elle mesure deux cent cinquante-cinq pieds et quatre centièmes de pied (255.04') et vers le sud-ouest par une partie du lot 3413-3 où elle mesure vingt-quatre pieds et trente-quatre centièmes de pied (24.34') et une autre partie du lot 3412-11 où elle mesure deux cent trente pieds et un centième de pied (230.01'); contenant en superficie trois mille six cent trente-huit pieds carrés (3,638 p.c.), mesures anglaises.

2) *P. 3413-3*: De figure trapézoïdale; bornée vers le nord-est par une partie du lot 3412-11 où elle mesure vingt-quatre pieds et trente-quatre

by the undersigned surveyor, showing a part of lots 3412-11 and 3413-3 (formerly de Courcelle Street) located between St-Ambroise Street and the Lachine Canal parcels of land being part of the official cadastre of the municipality of the parish of Montreal, Montreal Registry Division, in accordance with the following description:

(1) *P. 3412-11*: Of irregular shape; bounded towards the northeast by another part of lot 3412-11, towards the southwest by a part of lot 3413-3, by lot 3412-14 and by another part of lot 3412-11, and towards the northwest by lot 3412-13 being part of St-Ambroise Street and by a part of lot 1913-22; measuring three hundred and eight feet and thirty-three hundredths of a foot (308.33') towards the northeast, ninety-eight feet and four tenths of a foot (98.4') and two hundred and ten feet and sixty-five hundredths of a foot (210.65') on its southwest lines, and sixty feet and eighty-nine hundredths of a foot (60.89') and three feet and sixty-eight hundredths of a foot (3.68') on its northwest lines; containing a superficial area of fifteen thousand six hundred and sixty square feet (15,660 sq. f.), English measure.

(2) *P. 3413-3*: Of trapezoidal shape; bounded towards the northeast by a part of lot 3412-11 and by another part of lot 3413-3, towards the southeast by another part of lot 3413-3, and towards the southwest by lots 3413-175 and 3413-174; measuring ninety-eight feet and four tenths of a foot (98.4') and one hundred and five feet and eighty-two hundredths of a foot (105.82') on its northeast lines, sixty feet and seventeen hundredths of a foot (60.17') towards the southeast, and one hundred and seventy-nine feet and thirty-one hundredths of foot (179.31') towards the southwest containing a superficial area of eight thousand five hundred and fifty-four square feet (8,554 sq. f.), English measure.

This site made up of items 1 and 2 has a total superficial area of twenty-four thousand two hundred and fourteen square feet (24,214 sq. f.) and is shown by the letters ABB'CDA on Plan C-36 St-Henri.

The said site is encumbered with a right-of-way servitude in favour of the City of Montreal for the maintenance of a water-pipe on a strip of land fifteen feet (15.0') in width, that is seven feet and five tenths of a foot (7.5') on each side of the central line of such water-pipe, over its whole length.

The location of that servitude shown on the same plan by the letters EFGHE is known and designated as follows:

(1) *P. 3412-11*: Of trapezoidal shape; bounded towards the northwest by lot 3412-13, being part of St-Ambroise Street, where it measures sixteen feet and one tenth of a foot (16.1'), towards the northeast by another part of lot 3412-11 where it measures two hundred and fifty-five feet and four hundredths of a foot (255.04') and towards the southwest by a part of lot 3413-3 where it measures twenty-four feet and thirty-four hundredths of a foot (24.34') and another part of lot 3412-11 where it measures two hundred and thirty feet and one hundredth of a foot (230.01'); containing a superficial area of three thousand six hundred and thirty-eight square feet (3,638 sq. f.), English measure.

(2) *P. 3413-3*: Of trapezoidal shape; bounded towards the northeast by a part of lot 3412-11 where it measures twenty-four feet and thirty-

centièmes de pied (24.34') et une autre partie du lot 3413-3 où elle mesure cent quarante-sept pieds et quarante-six centièmes de pied (147.46'), vers le sud-est par une autre partie du lot 3413-3 où elle mesure quinze pieds et quatre centièmes de pied (15.04') et vers le sud-ouest par une autre partie du lot 3413-3 où elle mesure cent soixante-cinq pieds et soixante-trois centièmes de pied (165.63'); contenant en superficie deux mille trois cent quarante-huit pieds carrés (2,348 p.c.), mesures anglaises.

L'assiette de cette servitude a une superficie totale de cinq mille neuf cent quatre-vingt-six pieds carrés (5,986 p.c.), préparé pour poursuivre la procédure de ratification d'un contrat suivant les termes de l'article 77, chap. 87 (15-16 Eliz. II) de la loi modifiant la charte de la Ville; et le soussigné déclare qu'une copie du plan ci-dessus mentionné dûment certifié en date du 11 avril 1968 par monsieur Gaston Boissinot, arpenteur-géomètre, a été déposé le 25 avril 1968 sous le numéro 2058378, au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, et que l'original dudit plan a été déposé aux archives du service des travaux publics sous ledit No C-36 Saint-Henri.

Le présent avis est le premier que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 36a. de la charte de la Ville.

Le greffier de la Ville,
ROBERT BOUCHARD, C.R.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 18 mai 1968. 24593-20-2

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 36a. de la charte de la Ville de Montréal qui se lit comme suit:

« 36a. Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins dix ans dans les limites de la cité ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent à toutes fins que de droit propriété de la cité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Par résolution du comité exécutif, la cité approuve un ou plusieurs plans montrant la superficie et l'emplacement et donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la cité entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2. L'original de ces plans doit être déposé aux archives du service des travaux publics de la cité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

3. Le greffier de la cité doit publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques concernées;
- c) une déclaration à l'effet que les plans prévus au paragraphe 1 ci-dessus ont été approuvés et déposés suivant les paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

4. L'avis prévu au paragraphe 3 qui précède doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle de Québec*, être

four hundredths of a foot (24.34') and another part of lot 3413-3 where it measures one hundred and forty-seven feet and forty-six hundredths of a foot (147.46'), towards the southeast by another part of lot 3413-3 where it measures fifteen feet and four hundredths of a foot (15.04'), and towards the southwest by another part of lot 3413-3 where it measures one hundred and sixty-five feet and sixty-three hundredths of a foot (165.63'); containing a superficial area of two thousand three hundred and forty-eight square feet (2,348 sq. f.), English measure.

This servitude covers a total superficial area of five thousand nine hundred and eighty-six square feet (5,986 sq. f.),

prepared with a view to continuing the procedure set with respect to the alienation of that lot under Section 77, chap. 87 (15-16 Eliz. II) of the Act amending the city charter; and the undersigned declares that a copy of the above-mentioned plan duly certified on April 11, 1968 by Mr. Gaston Boissinot, surveyor, was filed on April 25, 1968, under No. 2058378, in the office of the Montreal Registry Division and that the original of the said plan has been filed of record in the Public Works Department under the said No. C-36 Saint-Henri.

This notice is the first which the undersigned is required to publish under the terms of paragraph 3 of section 36a. of the charter of the City.

ROBERT BOUCHARD, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, May 18, 1968. 24593-20-2

City of Montreal

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of Article 36a. of the Charter of the City of Montreal which reads as follows:

“36a. Streets, lanes, highways and public squares continuously open to the public for ten years or more in the city or any territory annexed thereto, shall be considered to all intents and purposes the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve one or more plans showing the area and the site and giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. The original of such plans shall be deposited in the archives of the Public Works Department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3. The city clerk shall publish twice in the *Quebec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing:

- (a) the full text of this article;
- (b) a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;
- (c) a statement to the effect that the plans provided for in paragraph 1 have been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Quebec Official Gazette*, be

inséré dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés dans la cité.

Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fond desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux plans ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la cité doit faire enregistrer sur tout terrain concerné une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et tel acte ainsi enregistré constitue à toutes fins que de droit une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le registraire est tenu d'accepter le dépôt des plans et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnés.

Le fait que depuis plus de dix ans une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu à l'article 36, ou fait partie des plans et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve concluante que telle rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de dix ans.

La cité ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des dix années précédentes. »

La Ville de Montréal a approuvé par résolution de son comité exécutif, en date du 5 avril 1968, le plan J-37 St-Henri montrant le lot 1049 situé au sud-est de la rue Saint-Jacques et au nord-est de la rue du Couvent faisant partie du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal; ledit lot 1049 étant de figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 1050, au sud-est par une partie du lot 4688, au sud-ouest par le lot 1048 et au nord-ouest par la rue Saint-Jacques (sans numéro cadastral); mesurant cent un pieds et deux dixièmes de pied (101.2') au nord-est, vingt-neuf pieds et soixante-huit centièmes de pied (29.68') au sud-est, cent pieds et cinq centièmes de pied (100.05') au sud-ouest, trente pieds (30.0') au nord-ouest; contenant en superficie trois mille quatre pieds carrés et trois dixièmes de pied carré (3,004.3'), mesures anglaises, préparé pour poursuivre la procédure établie relativement à l'aliénation de ce lot par l'article 77, chap. 87 (15-16 Eliz. II) de la loi modifiant la charte de la Ville; et le soussigné déclare qu'une copie du plan ci-dessus mentionné dûment certifié en date du 16 avril 1968 par monsieur Eugène Péloquin, arpenteur-géomètre, a été déposé le 25 avril 1968 sous le numéro 2058377, au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, et que l'original dudit plan a été déposé aux archives du service des travaux publics sous ledit No J-37 St-Henri.

Le présent avis est le premier que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 36a. de la charte de la ville.

Le greffier de la Ville,
ROBERT BOUCHARD, C.R.

Hôtel de ville,
Montréal, le 18 mai 1968. 24593-20-2-o

inserted in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal.

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing on the plans so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during the year following the last publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and such document so registered shall constitute to all intents and purposes conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the plans and register the above-mentioned notarial declaration.

The fact that for over ten years a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in article 36, or forms part of the plans and resolutions contemplated in article 37, shall be conclusive proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over ten years.

The city cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the ten preceding years."

The City of Montreal has approved, through a resolution of its Executive Committee, dated April 5, 1968, plan J.37 St-Henri, of lot 1049 located southeast of Saint-Jacques Street and northeast of Couvent Street being part of the official cadastre of the municipality of the parish of Montreal, Montreal Registry Division; said lot 1049 being of irregular shape, bounded on the northeast by lot 1050, on the southeast by a part of lot 4688, on the southwest by lot 1048, and on the northwest by Saint-Jacques Street (without cadastral number); measuring one hundred and one feet and two tenths of a foot (101.2) on the northeast, twenty-nine feet and sixty-eight hundredths of a foot (29.68') on the southeast, one hundred feet and five hundredths of a foot (100.05') on the southwest, thirty feet (30.0') on the northwest; containing a superficial area of three thousand and four square feet and three tenths of a square foot (3,004.3 sq. f.), English measure, prepared with a view to continuing the procedure set with respect to the alienation of that lot under section 77, chap. 87 (15-16 Eliz. II) of the Act amending the City charter; and the undersigned declares that a copy of the above-mentioned plan duly certified on April 16, 1968 by Mr. Eugène Péloquin, surveyor, was filed on April 25, 1968, under No. 2058377, in the office of the Montreal Registry Division and that the original of the said plan has been filed of record in the Public Works Department under the said No. J-37 St-Henri.

This notice is the first which the undersigned is required to publish under the terms of paragraph 3 of section 36a. of the charter of the City.

ROBERT BOUCHARD, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, May 18, 1968. 24593-20-2-o

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 36a. de la charte de la Ville de Montréal qui se lit comme suit:

« 36a. Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins dix ans dans les limites de la cité ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent à toutes fins que de droit propriété de la cité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Par résolution du comité exécutif, la cité approuve un ou plusieurs plans montrant la superficie et l'emplacement et donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la cité entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2. L'original de ces plans doit être déposé aux archives du service des travaux publics de la cité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

3. Le greffier de la cité doit publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques concernées;
- c) une déclaration à l'effet que les plans prévus au paragraphe 1 ci-dessus ont été approuvés et déposés suivant les paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

4. L'avis prévu au paragraphe 3 qui précède doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle de Québec*, être inséré dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés dans la cité.

Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fond desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux plans ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la cité doit faire enregistrer sur tout terrain concerné une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et tel acte ainsi enregistré constitue à toutes fins que de droit une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le registraire est tenu d'accepter le dépôt des plans et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnés.

Le fait que depuis plus de dix ans une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu à l'article 36, ou fait partie des plans et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve concluante que telle rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de dix ans.

La cité ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des dix années précédentes.»

La Ville de Montréal a approuvé par résolution de son comité exécutif, en date du 27 mars 1968, le plan F-8 Centre, montrant un certain terrain

City of Montreal

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of Article 36a. of the Charter of the City of Montreal which reads as follows:

“36a. Streets, lanes, highways and public squares continuously open to the public for ten years or more in the city or any territory annexed thereto, shall be considered to all intents and purposes the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve one or more plans showing the area and the site and giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. The original of such plans shall be deposited in the archives of the Public Works Department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3. The city clerk shall publish twice in the *Quebec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing:

- (a) the full text of this article;
- (b) a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;
- (c) a statement to the effect that the plans provided for in paragraph 1 have been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Quebec Official Gazette*, be inserted in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal.

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing on the plans so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during the year following the last publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and such document so registered shall constitute to all intents and purposes conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the plans and register the above-mentioned notarial declaration.

The fact that for over ten years a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in article 36, or forms part of the plans and resolutions contemplated in article 37, shall be conclusive proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over ten years.

The city cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the ten preceding years.”

The City of Montreal has approved, through a resolution of its Executive Committee, dated March 27, 1968, Plan F-8 Centre, prepared by

(autrefois ruelle des Fortifications) sans numéro cadastral, du cadastre officiel du Quartier Centre, division d'enregistrement de Montréal.

Cedit terrain, autrefois ruelle des Fortifications, et marquée des lettres ABCDEA sur la copie dudit plan F-8 Centre, peut être décrit plus explicitement comme suit:

La ruelle des Fortifications maintenant fermée, entre la rue Saint-Gabriel maintenant fermée, et le boulevard Saint-Laurent, sans numéro cadastral au cadastre officiel du Quartier Centre, de figure irrégulière, bornée au nord-est par la rue Saint-Gabriel fermée, sans numéro cadastral, au sud-est, par les lots 142-2, 142-1, 141, 143, 145 et 146, au sud-ouest par le boulevard Saint-Laurent, sans numéro cadastral et au nord-ouest par les lots 174 et 175; mesurant vingt-cinq pieds et cinquante-six centièmes de pied (25.56') au nord-est, quarante-cinq pieds et vingt-cinq centièmes de pied (45.25') et deux cent quarante et un pieds et trois centièmes de pieds (241.03') au sud-est, vingt-six pieds et trente-trois centièmes de pied (26.33') au sud-ouest et deux cent quatre-vingt-cinq pieds et quatre-vingt-quinze centièmes de pied (285.95') au nord-ouest; contenant en superficie sept mille cent vingt et un pieds carrés et sept dixièmes de pied carré (7,121.7 p.c.) mesures anglaises,

préparé pour poursuivre la procédure de ratification d'un contrat suivant les termes de l'article 77, chap. 87 (15-16 Elizabeth II) de la loi modifiant la charte de la ville, et le soussignée déclare qu'une copie du plan ci-dessus mentionné dûment certifié en date du 11 avril 1968 par monsieur Jacques Beaudry, arpenteur-géomètre, a été déposé le 25 avril 1968 sous le numéro 2058380 au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, et que l'original dudit plan a été déposé aux archives du service des travaux publics sous ledit No F-8 Centre.

Le présent avis est le premier que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 36a. de la charte de la Ville.

Le greffier de la Ville,
ROBERT BOUCHARD, C.R.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 18 mai 1968. 24593-20-2-o

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 36a, de la charte de la Ville de Montréal qui se lit comme suit:

« 36a. Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins dix ans dans les limites de la cité ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent à toutes fins que de droit propriété de la cité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Par résolution du comité exécutif, la cité approuve un ou plusieurs plans montrant la superficie et l'emplacement et donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la cité entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2. L'original de ces plans doit être déposé aux archives du service des travaux publics de la cité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

the undersigned surveyor, showing a certain parcel of land (formerly Fortifications Lane) without cadastral number, of the official cadastre of the Centre Ward, Montreal Registry Division.

Such parcel of land, formerly Fortifications Lane, marked by the letters ABCDEA on the attached copy of the said Plan F-8 Centre, may be more explicitly described as follows:

Fortifications Lane now closed, between presently closed Saint-Gabriel Street and Saint-Laurent Boulevard, without cadastral number on the official cadastre of Centre Ward, of irregular shape, bounded on the north-east by closed Saint-Gabriel Street, without cadastral number, on the south-east by lots 142-2, 142-1, 141, 143, 145 and 146, on the south-west by Saint-Laurent Boulevard, without cadastral number, and on the northwest by lots 174 and 175; measuring twenty-five feet and fifty-six hundredths of a foot (25.56') on the north-east, forty-five feet and twenty-five hundredths of a foot (45.25') and two hundred and forty-one feet and three hundredths of a foot (241.03') on the south-east, twenty-six feet and thirty-three hundredths of a foot (26.33') on the south-west, and two hundred and eighty-five feet and ninety-five hundredths of a foot (285.95') on the northwest; containing a superficial area of seven thousand one hundred and twenty-one square feet and seven tenths of a square foot (7,121.7 sq. f.), English measure, prepared with a view to continuing the procedure set with respect to the alienation of that lot under Section 77, Chap. 87 (15-16 Elizabeth II) of the Act amending the City Charter; and the undersigned declares that a copy of the above-mentioned plan duly certified on April 11, 1968 by Mr. Jacques Beaudry, surveyor, was filed on April 25, 1968, under No. 2058380 in the office of the Montreal Registry Division and that the original of the said plan has been filed of record in the Public Works Department under the said No. F-8 Centre.

This notice is the first which the undersigned is required to publish under the terms of paragraph 3 of Section 36a. of the Charter of the City.

ROBERT BOUCHARD, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, May 18, 1968. 24593-20-2-o

City of Montreal

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of Article 36a. of the Charter of the City of Montreal which reads as follows:

“36a. Streets, lanes, highways and public squares continuously open to the public for ten years or more in the city or any territory annexed thereto, shall be considered to all intents and purposes the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve one or more plans showing the area and the site and giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. The original of such plans shall be deposited in the archives of the Public Works Department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3. Le greffier de la cité doit publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques concernées;
- c) une déclaration à l'effet que les plans prévus au paragraphe 1 ci-dessus ont été approuvés et déposés suivant les paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

4. L'avis prévu au paragraphe 3 qui précède doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle de Québec*, être inséré dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés dans la cité.

Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fond desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux plans ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la cité doit faire enregistrer sur tout terrain concerné une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et tel acte ainsi enregistré constitue à toutes fins que de droit une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le registraire est tenu d'accepter le dépôt des plans et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnés.

Le fait que depuis plus de dix ans une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu à l'article 36, ou fait partie des plans et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve concluante que telle rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de dix ans.

La cité ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des dix années précédentes.

La ville de Montréal a approuvé par résolution de son comité exécutif, en date du 27 mars 1968, le plan J-27 Est montrant une partie des lots 120, 121 et 123 (autrefois rue Saint-Jacques) du cadastre officiel du quartier est, division d'enregistrement de Montréal.

Cette dite partie de la rue Saint-Jacques, maintenant fermée, et marquée des lettres A B C D E F G H J K L M N P Q R S T A sur la copie dudit plan J-27 Est peut être décrite plus explicitement comme suit:

- a) Une partie du lot cent vingt-trois (p. 123) du cadastre officiel du quartier Est; de figure irrégulière, bornée au nord-est, au sud-est et au nord-ouest par d'autres parties du lot 123, au sud-ouest par le lot 118 et une partie des lots 120 et 121 (autrefois rue Saint-Jacques); mesurant sept pieds et sept centièmes de pied (7.07'), soixante-douze pieds et quarante-huit centièmes de pied (72.48'), quatorze pieds et quarante-cinq centièmes de pied (14.45') et cinquante pieds et vingt-huit centièmes de pied (50.28') dans ses lignes nord-est, un pied et cinq dixièmes de pied (1.5'), quarante-six pieds et quarante et un centièmes de pied (46.41') et quarante-deux pieds et vingt-six centièmes de pied (42.26') dans ses lignes sud-est, cinquante-quatre pieds et soixante-dix-

3. The city clerk shall publish twice in the *Quebec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing:

- (a) the full text of this article;
- (b) a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;
- (c) a statement to the effect that the plans provided for in paragraph 1 have been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Quebec Official Gazette*, be inserted in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal.

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing on the plans so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during the year following the last publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and such document so registered shall constitute to all intents and purposes conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the plans and register the above-mentioned notarial declaration.

The fact that for over ten years a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in article 36, or forms part of the plans and resolutions contemplated in article 37, shall be conclusive proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over ten years.

The city cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the ten preceding years.

The city of Montreal has approved, through a resolution of its executive committee, dated March 27, 1968, Plan J-27 East showing a part of lots 120, 121 and 123 (formerly Saint-Jacques Street) of the official cadastre of east ward, Montreal registry division.

The said section of Saint-Jacques Street now closed, and marked by the letters A B C D E F G H J K L M N P Q R S T A on the attached copy of the said Plan J-27 East may be more explicitly described as follows:

- (a) A part of lot one hundred and twenty-three (p. 123) of the official cadastre of East ward; of irregular shape, bounded on the northeast, the southeast and the northwest by other parts of lot 123, on the southwest by lot 118 and a part of lots 120 and 121 (formerly Saint-Jacques Street); measuring seven feet and seven hundredths of a foot (7.07'), seventy-two feet and forty-eight hundredths of a foot (72.48'), fourteen feet and forty-five hundredths of a foot (14.45') and fifty feet and twenty-eight hundredths of a foot (50.28') on its northeast lines, one foot and five tenths of a foot (1.5') forty-six feet and forty-one hundredths of a foot (46.41') and forty-two feet and twenty-six hundredths of a foot (42.26') on its southeast lines, fifty-four feet and seventy-

neuf centièmes de pied (54.79'), quarante-neuf pieds et sept centièmes de pied (49.07') et trente-huit pieds et dix-sept centièmes de pied (38.17') dans ses lignes sud-ouest, un pied et cinq dixièmes de pied (1.05'), trente-cinq pieds et trente-cinq centièmes de pied (35.35') et trente-cinq pieds et quarante-six centièmes de pied (35.46') dans ses lignes nord-ouest; contenant en superficie six mille cent cinquante-sept pieds carrés et trois dixièmes de pied carré (6,157.3 p.c.), mesures anglaises.

b) Une partie du lot cent vingt (p. 120) dudit cadastre, de figure irrégulière, bornée au nord-est par une partie du lot 123 (autrefois rue Saint-Jacques), au sud-est par une autre partie du lot 120, au sud-ouest par une autre partie du lot 120 (autrefois rue Saint-Gabriel) et au nord-ouest par une partie du lot 121 (autrefois rue Saint-Jacques); mesurant quarante-neuf pieds et sept centièmes de pied (49.07') au nord-est, trente-deux pieds (32.0'), quarante-neuf pieds et vingt-cinq centièmes de pied (49.25') et quarante-quatre pieds (44.0') dans ses lignes sud-est, quatre pieds et vingt et un centièmes de pied (4.21') au sud-ouest, trente-huit et vingt-cinq centièmes de pied (38.25') et soixante-dix pieds (70.0') dans ses lignes nord-ouest; contenant en superficie mille neuf cent vingt-neuf pieds carrés et six dixièmes de pied carré (1,926.6), mesures anglaises.

c) Une partie du lot cent vingt et un (p. 121) dudit cadastre, de figure irrégulière, bornée au nord-est par une partie des lots 123 (autrefois rue Saint-Jacques) et 121, au sud-est par une partie du lot 120 (autrefois rue Saint-Jacques), au sud-ouest par une partie du lot 121 (autrefois rue Saint-Gabriel) et par une autre partie du lot 121, au nord-ouest par une autre partie du lot 121; mesurant trente-huit pieds et dix-sept centièmes de pied (38.17') et quatre pieds (4.0') dans ses lignes nord-est, soixante-dix pieds (70.0') et trente-huit pieds et vingt-cinq centièmes de pied (38.25') dans ses lignes sud-est, trente-quatre pieds et quarante-trois centièmes de pied (34.43') et quatre pieds (4.0') dans ses lignes sud-ouest, quarante-huit pieds et cinq centièmes de pied (48.05'), trente-sept pieds et quatre centièmes de pied (37.04') et neuf pieds et soixante-neuf centièmes de pied (9.69') dans ses lignes nord-ouest; contenant en superficie trois mille trois cent dix-sept pieds carrés et six dixièmes de pied carré (3,317.6 p. c.); mesures anglaises.

préparé pour poursuivre la procédure de ratification d'un contrat suivant les termes de l'article 77 de la loi modifiant la charte de la ville (15-16 Elizabeth II, chapitre 87); et le soussigné déclare qu'une copie du plan ci-dessus mentionné dûment certifié en date du 11 avril 1968 par monsieur Jacques Beaudry, arpenteur-géomètre, a été déposé le 25 avril 1968 sous le numéro 2058379, au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, et que l'original dudit plan a été déposé aux archives du service des travaux publics sous ledit No J-27 Est.

Le présent avis est le premier que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 36a. de la charte de la ville.

Le greffier de la Ville,
ROBERT BOUCHARD, C.R.

Hôtel de ville,
Montréal, le 18 mai 1968. 24593-20-2-o

nine hundredths of a foot (54.79'), forty-nine feet and seven hundredths of a foot (49.07') and thirty-eight feet and seventeen hundredths of a foot (38.17') on its southwest lines, one foot and five tenths of a foot (1.5'), thirty-five feet (and thirty-five feet) and thirty-five hundredths of a foot (35.35') and thirty-five feet and forty-six hundredths of a foot (35.46') on its northwest lines; containing a superficial area of six thousand one hundred and fifty-seven square feet and three tenths of a square foot (6,157.3 sq. f.), English measure.

(b) A part of lot one hundred and twenty (p. 120) of the said cadastre, or irregular shape, bounded on the northeast by a part of lot 123 (formerly Saint-Jacques Street), on the southeast by another part of lot 120, on the southwest by another part of lot 120 (formerly Saint-Gabriel Street), and on the northwest by a part of lot 121 (formerly Saint-Jacques Street); measuring forty-nine feet and seven hundredths of a foot (49.07') on the northeast, thirty-two feet (32.0'), forty-nine feet and twenty-five hundredths of a foot (49.25') and forty-four feet (44.0') on its southeast lines, four feet and twenty-one hundredths of a foot (4.21') on the southwest, thirty-eight feet and twenty-five hundredths of a foot (38.25') and seventy feet (70.0') on its northwest lines; containing a superficial area of one thousand nine hundred and twenty-nine square feet and six tenths of a square foot (1,929.6 sq. f.), English measure.

(c) A part of lot one hundred and twenty-one (p. 121) of the said cadastre, of irregular shape, bounded on the northeast by a part of lots 123 (formerly Saint-Jacques Street) and 121, on the southeast by a part of lot 120 (formerly Saint-Jacques Street), on the southwest by a part of lot 121 (formerly Saint-Gabriel Street) and another part of lot 121, on the northwest by another part of lot 121; measuring thirty-eight feet and seventeen hundredths of a foot (38.17') and four feet (4.0') on its northeast lines, seventy feet (70.0') and thirty-eight feet and twenty-five hundredths of a foot (38.25') on its southeast lines, thirty-four feet and forty-three hundredths of a foot (34.43') and four feet (4.0') on its southwest lines, forty-eight feet and five hundredths of a foot (48.05'), thirty-seven feet and four hundredths of a foot (37.04') and nine feet and sixty-nine hundredths of a foot (9.69') on its northwest lines; containing a superficial area of three thousand three hundred and seventeen square feet and six tenths of a square foot (3,317.6 sq. f.), English measure.

prepared with a view to continuing the procedure set with respect to the alienation of that lot under section 77, chapter 87 (15-16 Elizabeth II) of the Act amending the city charter; is to become the property of the city in accordance with the above mentioned provisions; and the undersigned declares that a copy of the above-mentioned plan duly certified on April 11, 1968, by Mr. Jacques Beaudry, surveyor, was filed on April 25, 1968, under No. 2058379, in the office of the Montreal Registry Division and that the original of the said plan has been filed of record in the Public Works Department under the said No. J-27 East.

This notice is the first which the undersigned is required to publish under the terms of paragraph 3 of section 36a. of the charter of the city.

ROBERT BOUCHARD, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, May 18, 1968. 24593-20-2-o

Alfred Bromirski

Avis est donné qu'Alfred Bromirski, contracteur, résidant au numéro 6565 du boulevard l'Assomption en les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom à Alfred Brome.

Montréal, le 6 mai 1968.

Les procureurs du requérant,
24594-20-2-o POUPART, GOYER & THOMAS.

Alfred Bromirski

Notice is hereby given that Alfred Bromirski, contractor, residing at 6565 L'Assomption boulevard in the city and district of Montreal will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name to Alfred Brome.

Montreal, May 6, 1968.

POUPART, GOYER & THOMAS,
24594-20-2-o Attorneys for the petitioner.

Joseph [Raoul] [Marcel] Houde

Je soussigné, Joseph Raoul Marcel Houde, étudiant en éducation physique, domicilié à 2440 Plouffe, Trois-Rivières, demanderai d'ajouter le nom de Michel, à mes prénoms officiels, conformément à la Loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 77.

En foi de quoi j'ai signé ce 2e jour de mai 1968.

(Signé) JOSEPH RAOUL MARCEL HOUDE.
24612-20-2-o

Joseph Raoul Marcel Houde

I, the undersigned, Joseph Raoul Marcel Houde, physical education student, residing at 2440 Plouffe, Trois-Rivières, would apply to add the name of Michel, to my official Christian names, in conformity with Act 13-14 Elizabeth II, chapter 77.

In testimony whereof I signed, this 2nd day of May, 1968.

(Signed) JOSEPH RAOUL MARCEL HOUDE.
24612-20-2-o

Société d'orthophonie et d'audiologie de la province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des orthophonistes et des audiologistes (ch. 256 S.R. 1964) le lieutenant-gouverneur de la province a par l'arrêté en conseil numéro 1288 du 25 avril 1968 approuvé les règlements suivants que la Société d'Orthophonie et d'Audiologie de la province de Québec a ratifiés, savoir:

le règlement général numéro 2 adopté le 28 mai 1965, le règlement spécial numéro 1 adopté le 3 décembre 1965 et le règlement spécial numéro 2 adopté le 3 décembre 1965.

Tel que requis par les articles 7 et 9 de la loi qui régit cette société lesdits règlements ont été publiés le 11 novembre 1967 dans le numéro 45 de la *Gazette officielle* aux pages 6544, 6545, 6546 et 6547.

Québec, le 10 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
24574-o RAYMOND DOUVILLE.

Speech and Hearing Society of the Province of Quebec

Notice is hereby given that pursuant to the Speech Therapists and Audiologists Act (Ch. 256, R.S. 1964), the Lieutenant-Governor of the Province, by Order in Council number 1288, dated April 25, 1968, approved the following by-laws which the Speech and Hearing Society of the Province has ratified, to wit:

General by-law number 2 adopted on May 28, 1965, special by-law number 1 adopted on December 3, 1965 and special by-law number 2 adopted on December 3, 1965.

As required by sections 7 and 9 of the Act which governs this society, the said by-laws were published on November 11, 1967, in number 45 of the *Official Gazette*, on page 6544, 6545, 6546 and 6547.

Quebec, May 10, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
24574 Assistant Secretary of the Province.

Succession Antoine Gagnon

Avis public est donné que, par acte exécuté devant Me René Lagassé, notaire à Sherbrooke, 86 rue Wellington nord, le 1 mai 1968, enregistré au bureau d'enregistrement pour la division de Sherbrooke le 2 mai 1968 sous le numéro 153532, les personnes suivantes ont accepté sous bénéfice d'inventaire la succession d'Antoine Gagnon, en son vivant domicilié à Compton Village, plombier, qui est décédé *ab intestat* le 12 août 1967, savoir:

Edmond Gagnon, de Compton Village, rentier;

Dame Marie-Anne Routhier Gagnon, de Compton Village, épouse d'Edmond Gagnon;

Dame Rosia Gagnon Savard, de 495 avenue Claudel, Les Saules, épouse de Paul Savard;

Dame Lillian Gagnon Therrien, de 1566 St-Esprit, Sherbrooke, épouse d'Olivier Therrien;

Dame Marie Edna Gagnon Frappier, de 585 avenue McKanstry, Chicopee Falls, Massachusetts, épouse de Léo Frappier;

Raymond Gagnon, de B.P. 45, rue Brooklyn, Groveton, New Hampshire, journalier;

Soeur Dorothée Gagnon, Couvent St-Éphrem, C.P. 148, Beauce.

Benoit Gagnon, de Compton Station, cultivateur;

Estate Antoine Gagnon

Public notice is hereby given that by a deed executed before Me René Lagassé, notary at Sherbrooke, 86 Wellington Street North, on May 1, 1968, and registered at the Registry Office for the division of Sherbrooke, on May 2, 1968, under number 153532, the following persons accepted under benefit of inventory the estate of Antoine Gagnon, while living residing at Compton Village, plumber, who died *ab intestat* on August 12, 1967, to wit:

Edmond Gagnon, of Compton Village, annuitant;

Mrs. Marie-Anne Routhier Gagnon, of Compton Village, wife of Edmond Gagnon;

Mrs. Rosia Gagnon Savard, of 495 Claudel Avenue, Les Saules, wife of Paul Savard;

Mrs. Lillian Gagnon Therrien, of 1566 St-Esprit, Sherbrooke, wife of Olivier Therrien;

Mrs. Marie Edna Gagnon Frappier, of 585 McKanstry Avenue, Chicopee Falls, Massachusetts, wife of Léo Frappier;

Raymond Gagnon, of P.O. Box 45, Brooklyn Street, Groveton, New Hampshire, labourer;

Sister Dorothée Gagnon, Convent of St-Éphrem, P.O. Box 148, Beauce.

Benoit Gagnon, of Compton Station, farmer;

André Gagnon, de 7148, 13^{ième} avenue, Ville St-Michel, Montréal, électricien;
 Dame Bérénice Gagnon Lapointe, de Compton R.R. 2, épouse de Gabriel Lapointe;
 Henriette Gagnon, de Casa Hacienda Esquivel, Casilia 50, Huaral, Pérou, Amérique du Sud, missionnaire laïque;
 Dame Marie Stella Gagnon Lemieux, de 688, rue Buck, Sherbrooke, épouse de Guy Lemieux;
 Dame Marie-Marthe Gagnon St-Onge, de R.R. 1, Lennoxville, épouse de Néo St-Onge;
 Viateur Gagnon, de 1027 rue Hugher, Middletown, Ohio, électricien;
 Gabriel Gagnon, de Compton Village, étudiant. Sherbrooke, le 2 mai 1968.

Le notaire,
 RENÉ LAGASSÉ.

24595-0

Municipalité de la paroisse de St-Norbert du Cap-Chat

Avis public est par le présent donné qu'à la deuxième séance de la session du quatrième jour de mai 1968, le conseil de la municipalité de la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat a adopté, à la majorité absolue de ses membres, le règlement No 114 décrétant la fusion volontaire de cette municipalité avec celle du village de Cap-Chat et autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil demandant ce qui suit:

a) Que les requérantes désirent se fusionner en vertu de la Loi de la fusion volontaire des municipalités (13-14 Elizabeth II, ch. 56) et demandent l'émission de lettres patentes les formant en une nouvelle municipalité, comprenant tout le territoire des deux municipalités actuelles, désigné sous le nom de « Ville de Cap-Chat » régie par la Loi des cités et villes de la province de Québec;

b) Que les dettes obligataires des deux municipalités fusionnées, contractées en vertu de règlements antérieurement promulgués, sont payables par les propriétaires assujettis au paiement de ces dettes selon les règlements existants;

Les autres dettes et les surplus budgétaires desdites municipalités sont affectés au fonds général de la nouvelle municipalité « Ville de Cap-Chat »;

c) Que tous les biens immobiliers et mobiliers appartenant à chacune des municipalités deviendront la propriété de la nouvelle municipalité « Ville de Cap-Chat »;

d) Que les officiers et employés des deux municipalités restent en fonction jusqu'à décision contraire;

e) Que jusqu'à la première élection générale les membres des conseils des deux municipalités forment le Conseil de la Ville de Cap-Chat et à la première session nomment l'un d'entre eux Maire de la nouvelle ville;

f) Que la date de la première élection générale sera le premier dimanche qui suivra le 90^{ième} jour de l'entrée en vigueur des lettres patentes; la présentation des candidats aura lieu le dixième jour précédent;

La deuxième élection aura lieu le premier dimanche de novembre 1971 et les élections subséquentes tous les trois ans, le premier dimanche de novembre.

g) Le territoire de la ville de Cap-Chat est divisé en un seul quartier qui sera représenté au conseil, à compter de la première élection générale, par un maire, et par six échevins dont les sièges sont numérotés de 1 à 6, élus conformément à la Loi des cités et villes.

André Gagnon, of 7148, 13th Avenue, town of St-Michel, Montreal, electrician;
 Mrs. Bérénice Gagnon Lapointe, of Compton, R.R. 2, wife of Gabriel Lapointe;
 Henriette Gagnon, of Casa Hacienda Esquivel, Casilia 50, Huaral, Pérou, South America, lay missionary;
 Mrs. Marie Stella Gagnon Lemieux, of 688 Buck Street, Sherbrooke, wife of Guy Lemieux;
 Mrs. Marie-Marthe Gagnon St-Onge, of R.R. 1, Lennoxville, wife of Néo St-Onge;
 Viateur Gagnon, of 1027 Hugher Street, Middletown, Ohio, electrician;
 Gabriel Gagnon, of Compton Village, student. Sherbrooke, May 2, 1968.

RENÉ LAGASSÉ,
 Notary.

24595

Municipality of the parish of St-Norbert of Cap-Chat

Public notice is hereby given that, at the second meeting of the session of the fourth day of May, 1968, the municipal council of the parish of Saint-Norbert de Cap-Chat has adopted, by an absolute majority of its members, by-law number 114 decreeing the voluntary amalgamation of this municipality with that of the village of Cap-Chat and authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying:

(a) That the petitioners wish to amalgamate pursuant to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (13-14 Elizabeth II, chapter 56) and asking that letters patent be issued amalgamating them into a new municipality, comprising the whole territory of the two present municipalities, designated under the name of "Town of Cap-Chat" governed by the Cities and Towns Act of the Province of Quebec;

(b) That the debts to bond-holders of the two amalgamated municipalities, contracted in pursuance of by-laws previously promulgated, be payable by the property-owners subject to the payment of said debts by existing by-laws;

The other debts and budget surpluses of said municipalities shall be applied to the general funds of the new municipality of "Town of Cap-Chat";

(c) That all the immovable and movable properties belonging to each municipality become the property of the new municipality of "Town of Cap-Chat";

(d) That the officers and employees of both municipalities remain on duty until a decision to the contrary has been made;

(e) That, until the first general election, the members of the councils of both municipalities form the council of the town of Cap-Chat and at its first session name one of them as Mayor of the new town.

(f) That the date of the first general election be the first Sunday following the 90th day after the coming into force of the letters patent; the presentation of the candidates will be made the tenth day before;

The second election shall be held on the first Sunday of November 1971 and the following elections shall take place every three years on the first Sunday of November.

(g) The territory of the town of Cap-Chat has one ward only which shall be represented at the council, as per the first general election, by a Mayor and six aldermen whose seats are numbered from 1 to 6, elected pursuant to the Cities and Towns Act.

Le présent avis est publié en affichant des copies aux endroits ordinaires pour l'affichage des avis publics, soit au bureau de la municipalité dans l'édifice de la Caisse Populaire et près de la porte extérieure du Palais Municipal où se tiennent les sessions du conseil;

Que la requête et le règlement sont déposés au bureau du secrétaire de la municipalité où toute personne intéressée peut en prendre connaissance et, si elle le désire, en obtenir des copies certifiées;

Que dans les délais de trente jours suivant la publication des présentes, les propriétaires ont le droit de s'opposer à la fusion en faisant connaître leurs motifs par écrit à la Commission municipale de Québec, Québec.

Donné à Cap-Chat, dans la province de Québec, le onzième jour de mai A.D. 1968.

Le secrétaire-trésorier,
OLIVIER GAGNON.

24666-20-2-o

Municipalité du village de Cap-Chat

Avis public est par les présentes donné qu'à la session du 30 avril 1968, le Conseil de la municipalité du village de Cap-Chat, a adopté, à la majorité absolue de ses membres, le règlement numéro 126 décrétant la fusion de cette municipalité avec celle de la paroisse de St-Norbert-du-Cap-Chat et autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil demandant ce qui suit:

a) Que les requérantes désirent se fusionner en vertu de la Loi de la Fusion Volontaire des Municipalités (13-14 Elizabeth II, chapitre 56) et demandant l'émission de lettres patentes les formant en une nouvelle municipalité, comprenant tout le territoire actuel des deux municipalités, désignée sous le nom de « Ville de Cap-Chat » et régie par la loi des Cités et Villes de la Province de Québec;

b) Que les dettes obligataires des deux municipalités fusionnées, contractées en vertu de règlements antérieurement promulgués, sont payables par les propriétaires assujettis au paiement de ces dettes, selon les règlements existants;

Les autres dettes et les surplus budgétaires desdites municipalités sont affectés au fonds général de la nouvelle municipalité;

c) Que tous les biens immobiliers et mobiliers appartenant à chacune des municipalités deviendront la propriété de la nouvelle municipalité;

d) Que les officiers et employés ces deux municipalités restent en fonction jusqu'à décision contraire;

e) Que jusqu'à la première élection générale les membres des conseils des deux municipalités forment le conseil de la ville de Cap-Chat et à la première session nomment l'un d'entre eux Maire de la nouvelle Ville;

f) Que la date de la première élection générale sera le premier dimanche qui suivra le quatre-vingt-dixième (90^e) jour de l'entrée en vigueur des lettres patentes; la présentation des candidats aura lieu le dixième jour précédent;

La deuxième élection aura lieu le premier dimanche de novembre 1971 et les élections subséquentes tous les trois ans, le premier dimanche de novembre.

g) Le territoire de la ville de Cap-Chat est divisé en un seul quartier qui sera représenté au Conseil, à compter de la première élection générale, par un maire et par six (6) échevins, dont les sièges sont numérotés de 1 à 6, élus conformément à la loi des Cités et Villes.

The present notice shall be published by posting copies thereof wherever such posting of public notices is usually done, that is at the office of the municipality in the Caisse Populaire building and near the outside door of the "Palais municipal" where the sessions of the council are held;

That the petition and the by-law be deposited at the office of the secretary of the municipality where any person interested can read it and get certified copies thereof upon request;

That, within thirty days after the publication of these presents, the property-owners have a right to object to the amalgamation by giving the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Quebec.

Given at Cap-Chat, in the Province of Quebec, on the eleventh day of May A.D. 1968.

OLIVIER GAGNON,
Secretary-Treasurer.

24666-20-2

Municipality of the village of Cap-Chat

Public notice is hereby given that, at its session of April 30, 1968, the council of the municipality of the village of Cap-Chat has adopted, by an absolute majority of its members, by-law number 126 decreeing the amalgamation of said municipality with that of the parish of Saint-Norbert-du-Cap-Chat, and authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying:

(a) That the petitioners wish to amalgamate pursuant to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (13-14 Elizabeth II, chapter 56), and asking that letters patent be issued amalgamating them into a new municipality, comprising the whole present territory of both municipalities, designated under the name of "Town of Cap-Chat" and governed by the Cities and Towns Act of the Province of Quebec;

(b) That the debts to bond-holders of the two amalgamated municipalities, contracted in pursuance of by-laws previously promulgated, be payable by the property-owners subject to the payment of said debts by existing by-laws;

The other debts and budget surpluses of said municipalities shall be applied to the general funds of the new municipality;

(c) That all the immovable and movable properties belonging to each municipality become the property of the new municipality;

(d) That the officers and employees of both municipalities remain on duty until a decision to the contrary has been made;

(e) That, until the first general election, the members of the councils of both municipalities form the council of the town of Cap-Chat and at its first session name one of them as mayor of the new town;

(f) That the date of the first general election be the first Sunday following the ninetieth (90th) day after the coming into force of the letters patent; the presentation of the candidates will be made the tenth day before;

The second election shall be held on the first Sunday of November 1971 and the following elections shall take place every three years on the first Sunday of November.

(g) The territory of the town of Cap-Chat has one ward only which shall be represented at the council, as per the first general election, by a mayor and six (6) aldermen whose seats are numbered from 1 to 6, elected pursuant to the Cities and Towns Act.

Le présent avis est publié en affichant des copies aux endroits ordinaires pour l'affichage des avis publics, soit au bureau de la municipalité à l'Hôtel de Ville de Cap-Chat et près de la porte extérieure du Palais Municipal;

La requête et le règlement sont déposés au bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité où toute personne intéressée peut en prendre connaissance et, si elle le désire, en obtenir des copies certifiées;

Que dans les trente (30) jours suivant la publication des présentes, les propriétaires ont le droit de s'opposer à la fusion en faisant connaître leurs motifs par écrit à la Commission Municipale de Québec, Québec.

Donné à Cap-Chat, dans la province de Québec, le onzième jour de mai A. D., 1968.

Le secrétaire-trésorier,
HAROLD ST-PIERRE.

24667-20-20

Ville Vanier

(Anciennement Ville de Québec-Ouest)

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement No 289, de la Ville de Québec-Ouest, maintenant Ville Vanier, ont été tirées au sort:

Dénominations de \$500: 13 — 18 — 31 — 44 — 52 — 80 — 87 — 100 — 104 — 175 — 201 — 230 — 270 — 277 — 290 — 307 — 316 — 320 — 331 — 341 — 391 — 400 — 402.

Dénominations de \$100: 39 — 65 — 69 — 120 — 139 — 166 — 203 — 232 — 240 — 264 — 265 — 278 — 303 — 322 — 329 — 344 — 355 — 357 — 406 — 409 — 426 — 431 — 434 — 435 — 468 — 481 — 506 — 517 — 543 — 550 — 562 — 585.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er juillet 1968, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Québec, le 14 mai 1968.

Le secrétaire-trésorier,
ROGER GAUVIN.

24662-0

The present notice shall be published by posting copies thereof wherever such posting of public notices is usually done, that is at the office of the municipality at the Cap-Chat Town Hall and near the outside door of the "Palais municipal";

The petition and the by-law are deposited at the office of the Secretary-treasurer of the municipality where any person interested can read it and get certified copies thereof upon request;

That, within thirty (30) days after the publication of these presents, the property-owners have a right to object to the amalgamation by giving the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Quebec.

Given at Cap-Chat, in the Province of Quebec, on the eleventh day of May A.D., 1968.

HAROLD ST-PIERRE,
Secretary-Treasurer.

24667-20-2

Town of Vanier

(Formerly Town of Quebec-West)

Drawing of bonds

The following bonds, issued pursuant to by-law No. 289 of the Town of Quebec-West, now Ville Vanier, have been drawn by lots:

Denominations of \$500: 13 — 18 — 31 — 44 — 52 — 80 — 87 — 100 — 104 — 175 — 201 — 230 — 270 — 277 — 290 — 307 — 316 — 320 — 331 — 341 — 391 — 400 — 402.

Denominations of \$100: 39 — 65 — 69 — 120 — 139 — 166 — 203 — 232 — 240 — 264 — 265 — 278 — 303 — 322 — 329 — 344 — 355 — 357 — 406 — 409 — 426 — 431 — 434 — 435 — 468 — 481 — 506 — 517 — 543 — 550 — 562 — 585.

The said bonds will be redeemable on July 1, 1968, the date on which they will cease to bear interest.

Québec, May 14, 1968.

ROGER GAUVIN,
Secretary-Treasurer.

24662

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 9 mai 1968.

Aujourd'hui, à six heures de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 5 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.
- 7 Loi modifiant la Loi du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche.
- 25 Loi modifiant la Loi de la Régie des alcools.
- 26 Loi concernant un renvoi à la Cour du banc de la reine.

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 9th of May 1968.

This day, at six o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province proceeded to the Legislative Council Chamber in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 5 An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes.
- 7 An Act to amend the Tourism, Fish and Game Department Act.
- 25 An Act to amend the Liquor Board Act.
- 26 An Act respecting a reference to the Court of Queen's Bench.

- 226 Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à admettre certaines personnes à l'exercice de la profession de pharmacien, à titre d'assistants-pharmaciens.
- 230 Loi autorisant le Collège des pharmaciens de la province de Québec à admettre Étienne Szele à l'exercice de la profession de pharmacien, à titre d'assistant-pharmacien.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier associé du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province sanctionne ces bills. » 24631-0

- 226 An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Quebec to admit certain persons to the practice of the profession of pharmacy as assistant pharmacists.
- 230 An Act to authorize the College of Pharmacists of the Province of Quebec to admit Étienne Szele to the practice of pharmacy as an assistant pharmacist.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk Associate of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province assents to these bills." 24631-0

Association coopérative

L'Association coopérative régionale « Co-op Habitat » de Charlevoix

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative régionale « Co-op Habitat » de Charlevoix ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à La Malbaie, Québec, dans le district électoral de Charlevoix.

Québec, le 14 mai 1968.

24640-0 *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Association Cooperative

L'Association coopérative régionale "Co-op Habitat" de Charlevoix

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association « L'Association coopérative régionale "Co-op Habitat" de Charlevoix ».

The head office of this cooperative association is situated in La Malbaie, Quebec, in the electoral district of Charlevoix.

Quebec, May 14, 1968.

24640 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse de crédit des éducateurs du Bas St-Laurent

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse de crédit et d'épargne du comté de Rimouski » en celui de « Caisse de crédit des éducateurs du Bas St-Laurent », et qu'il a aussi approuvé que le territoire dans lequel cette caisse recrutait ses membres, qui était le district électoral de Rimouski, soit changé pour un groupe, soit les membres de l'Association des Enseignants du Bas St-Laurent.

Québec, le 13 mai 1968.

24641-0 *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Caisse d'économie Queen Elizabeth Hospital Employees Credit Union

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'économie Queen Elizabeth Hospital Employees Credit Union ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de « The Queen Elizabeth Hospital of Montreal ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Notre-Dame de Grâce.

Québec, le 14 mai 1968.

24642-0 *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

Caisse de crédit des éducateurs du Bas St-Laurent

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of the savings and credit union "Caisse de crédit et d'épargne du comté de Rimouski" to that of "Caisse de crédit des éducateurs du Bas St-Laurent", and that he has also approved that the territory in which the said union recruited its members, which was the electoral district of Rimouski, be changed for a group, that is, the members of the "Association des Enseignants du Bas St-Laurent".

Quebec, May 13, 1968.

24641 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Caisse d'économie Queen Elizabeth Hospital Employees Credit Union

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'économie Queen Elizabeth Hospital Employees Credit Union".

The group from which the union will recruit its members will be the employees of "The Queen Elizabeth Hospital of Montreal".

The head office of this savings and credit union is situated in Montreal, Quebec, in the electoral district of Notre-Dame de Grâce.

Quebec, May 14, 1968.

24642 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Caisse d'établissement de l'U.C.C. de la Chaudière

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de « La Caisse d'établissement rural de la Chaudière » en celui de « Caisse d'établissement de l'U.C.C. de la Chaudière ».

Québec, le 13 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province.

24643-0 RAYMOND DOUVILLE.

Caisse d'établissement de l'U.C.C. de la Chaudière

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the change of name of "La Caisse d'établissement rural de la Chaudière", to that of "Caisse d'établissement de l'U.C.C. de la Chaudière".

Quebec, May 13, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

24643- Assistant Secretary of the Province.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Atlantic Richfield Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Atlantic Richfield Company », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. André Desjardins, de suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

24574 27-68 — 1419/122

Marquette Appliance Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Marquette Appliance Company », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. W. Edgar Bronstetter, c.r., suite 3411, 1, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 3411, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

24574 66-67 — 1419/128

Pennzoil United, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Pennzoil United, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. André Desjardins, suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

24574 32-68 — 1419/129

Phelps Dodge Corporation of Canada, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Phelps Dodge Corporation of Canada, Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

Companies Licensed to do Business

Atlantic Richfield Company

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Atlantic Richfield Company", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. André Desjardins, of Room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec.

The principal office of the company in the province is at Room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574-0 27-68 — 1419/122

Marquette Appliance Company

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Marquette Appliance Company", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. W. Edgar Bronstetter, c.r., of Suite 3411, 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 3411, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574-0 66-67 — 1419/128

Pennzoil United, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Pennzoil United, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. André Desjardins, of Room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

The principal office of the company in the Province is at Room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574-0 32-68 — 1419/129

Phelps Dodge Corporation of Canada, Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Phelps Dodge Corporation of Canada, Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est D. H. Holland, suite 750, Édifice de la Banque Royale, 1, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 750, Édifice de la Banque Royale, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 23-68 — 1419/130

Procon Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Procon Incorporated », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. André Desjardins, suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 33-68 — 1420/16

Telautograph Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Telautograph Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, et M. John B. Claxton, suite 720, 800, carré Victoria, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 720, 800, carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574 16-68 — 1420/30

Chartes — Abandon de

L'Association des Pharmaciens d'Hôpitaux de la Province de Québec inc.

Prenez avis que « L'Association des Pharmaciens d'Hôpitaux de la Province de Québec inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 2 mai 1968.

Les procureurs de la compagnie,
24576-o DU MESNIL, MAILHOT & TARDI.

Bonus Realty Corp.

Prenez avis que « Bonus Realty Corp. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies demandera au secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 7 mai, 1968.

Le procureur de la compagnie,
24577-o NAT CUTLER, C.R.

Centre Médical Val-D'Or-Bourlamaque inc.

Prenez avis que la compagnie « Centre Médical Val d'Or-Bourlamaque inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Val d'Or, Qué., ce 16e jour d'avril 1968.
24578-o Me ARMAND GILBERT.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. D. H. Holland, of Suite 750, The Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 750, The Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 23-68 — 1419/130

Procon Incorporated

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Procon Incorporated", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. André Desjardins, of Room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec.

The principal office of the company in the Province is at Room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 33-68 — 1420/16

Telautograph Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Telautograph Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. John B. Claxton, of Suite 720, 800 Victoria Square, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 720, 800 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o 16-68 — 1420/30

Charters — Surrender of

L'Association des Pharmaciens d'Hôpitaux de la Province de Québec inc.

Notice is hereby given that "L'Association des Pharmaciens d'Hôpitaux de la Province de Québec inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, May 2, 1968.

24576 DU MESNIL, MAILHOT & TARDI,
Attorneys for the Company.

Bonus Realty Corp.

Take notice that "Bonus Realty Corp.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, will apply to the secretary of the province for leave to surrender its charter.

Montreal, May 7, 1968.

24577-o NAT CUTLER, Q.C.,
Attorney for the company.

Centre Médical Val-D'Or-Bourlamaque inc.

Take notice that "Centre Médical Val d'Or-Bourlamaque inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Val d'Or, Quebec, this 16th day of April, 1968.
24578 Me ARMAND GILBERT.

Les Entreprises Montmartre inc.

Prenez avis que la compagnie « Les Entreprises Montmartre inc. », ayant son siège social à Sillery, district de Québec, s'adressera au Secrétaire de la province pour demander la permission d'abandonner sa charte.

24580-o *Le procureur de la requérante,*
JEAN M. MORISSETTE.

Les Entreprises Montmartre inc.

Take notice that "Les Entreprises Montmartre inc.", having its head office in Sillery, district of Quebec, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

24580 JEAN M. MORISSETTE,
Attorney for the petitioner.

Salon Viateur Itée

Prenez avis que la compagnie « Salon Viateur Itée », ayant son siège social à Granby, district de Bedford, s'adressera au Secrétaire de la province pour demander la permission d'abandonner sa charte.

24581-o *Le procureur de la requérante,*
JEAN M. MORISSETTE.

Salon Viateur Itée

Notice is hereby given that "Salon Viateur Itée", having its head office in Granby, district of Bedford, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

24581 JEAN M. MORISSETTE,
Attorney for the petitioner.

Success Realities Inc.

Prenez avis que « Success Realities Inc. » incorporée en vertu de la Loi des Compagnies demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

24582-o Montréal, le 7 mai, 1968.
Le procureur,
NAT COTLER, C.R.

Success Realities Inc.

Take notice that "Success Realities Inc." incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, will apply to the secretary of the Province for leave to surrender its charter.

24582-o Montreal, May 7, 1968.
NAT COTLER, Q.C.,
Attorney.

Martin Kuhl Inc.

Avis est donné par les présentes que « Martin Kuhl Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

24586-o *Les procureurs,*
LOUIS & BERGER.

Martin Kuhl Inc.

Notice is hereby given that "Martin Kuhl Inc.", will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its Charter.

24586 LOUIS & BERGER,
Attorneys.

Mitchel & Co. Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Mitchel & Co. Ltd. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

24587-o Montréal, le 7 mai, 1968.
Les procureurs de la compagnie,
GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER.

Mitchel & Co. Ltd.

Take notice that "Mitchel & Co. Ltd.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

24587-o Montreal, May 7th, 1968.
GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER.
Attorneys for the Company.

Octagon Realities Inc.

Avis est donné par les présentes que « Octagon Realities Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

24588-o *Les procureurs,*
LOUIS & BERGER.

Octagon Realities Inc.

Notice is hereby given that "Octagon Realities Inc.", will apply to the secretary of the province for leave to surrender its charter.

24588 LOUIS & BERGER,
Attorneys.

Ville Marie Linen Supply

Avis est donné par les présentes que « Ville Marie Linen Supply » demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

24589-o *Les procureurs,*
LOUIS & BERGER.

Ville Marie Linen Supply

Notice is hereby given that "Ville Marie Linen Supply" will apply to the secretary of the province for leave to surrender its charter.

24589 LOUIS & BERGER,
Attorneys.

Parallel Publications Inc.

Avis est donné que « Parallel Publications Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

24598-o Donné à Montréal, ce 9e jour de mai 1968.
Les procureurs du requérant,
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER REIS & BRONSTEIN.

Parallel Publications Inc.

Notice is hereby given that "Parallel Publications Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

24598-o Given at Montreal, this 9th day of May, 1968.
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER REIS & BRONSTEIN,
Solicitors for applicant.

J. Paul Bertrand inc.

Prenez avis que la compagnie « J.-Paul Bertrand inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Trois-Rivière ce 16 mai, 1968.

Les procureurs de la compagnie,
24596-o GIROUARD, BEAUMIER & HUARD.

Excelsior Products Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie, « Excelsior Products Limited », demandera au secrétaire de la Province de Québec, d'abandonner sa charte.

Ce 26^e jour d'avril 1968.

(Sceau) *Le président,*
24597-o PIERRE DÉCARIE.

Place Concordia Inc.

Avis est donné que la compagnie « Place Concordia Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 25^e jour d'avril 1968.

Le secrétaire,
24599-o JUNE GAGNON.

Boruch Investment Corporation

Prenez avis que « Boruch Investment Corporation », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 8 mai, 1968.

Le procureur,
24613-o S. W. WEBER, C.R.

Dimock Construction inc.

Prenez avis que la compagnie « Dimock Construction inc. », constituée en vertu de la Loi des Companies, ayant son siège social à New Richmond dans le district de Bonaventure, demandera au Secrétaire de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 10 mai 1968.

Les procureurs de la compagnie,
24614-o JOLI-COEUR & JOLI-COEUR.

Les Fruits Champlain Itée

Avis est donné par les présentes que « Les Fruits Champlain Itée », une corporation constituée d'après la Loi des compagnies, et ayant son bureau-chef dans la Cité de Montréal, fera application auprès du secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission de rendre sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 10^{ième} jour de mai, 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
24616-o ROGER ROY.

Granby Shopping Mart Corp.

Prenez avis que « Granby Shopping Mart Corp. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 8 mai 1968.

Le procureur,
24617-o S. W. WEBER, C.R.

J. Paul Bertrand inc.

Take notice that "J.-Paul Bertrand inc.", will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

Three-Rivers, this May 16, 1968.

24596-o GIROUARD, BEAUMIER & HUARD,
Attorneys for the company.

Excelsior Products Limited

Notice is hereby given that "Excelsior Products Limited", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

This 26th day of April, 1968.

(Seal) *PIERRE DÉCARIE,*
24597 *President.*

Place Concordia Inc.

Notice is hereby given that "Place Concordia Inc.", a corporation incorporated under the Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 25th day of April, 1968.

24599-o JUNE GAGNON,
Secretary.

Boruch Investment Corporation

Take notice that "Boruch Investment Corporation", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, will apply to the secretary of the province for leave to surrender its charter.

Montreal, May 8, 1968.

24613-o S. W. WEBER, Q.C.,
Attorney.

Dimock Construction inc.

Take notice that "Dimock Construction inc.", a company incorporated under the Companies Act, with head office at New Richmond in the district of Bonaventure, will file a petition with the Secretary of the Province of Quebec, to surrender its charter.

Québec, May 10, 1968.

24614-o JOLI-COEUR & JOLI-COEUR,
Attorneys for the Company.

Les Fruits Champlain Itée

Notice is hereby given that "Les Fruits Champlain Itée", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1968.

(Seal) *ROGER ROY,*
24616-o *Secretary.*

Granby Shopping Mart Corp.

Take notice that "Granby Shopping Mart Corp.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, May 8, 1968.

24617-o S. W. WEBER, Q.C.,
Attorney.

**Distributeurs Suncap (Québec) inc.
Suncap Distributors (Quebec) Inc.**

Avis est donné par les présentes que « Distributeurs Suncap (Québec) inc.—Suncap Distributors (Quebec) Inc. », une corporation constituée d'après la Loi des compagnies, et ayant son bureau-chef dans la Cité de Montréal, fera application auprès du secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission de rendre sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 10ième jour de mai 1968.
(Seau) *Le secrétaire,*
24615-o ROGER ROY.

Les Immeubles de la Charité inc.

Avis est par les présentes donné que « Les Immeubles de la Charité inc. », corporation constituée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, dans la province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec aux fins d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Québec, ce 10ième jour de mai 1968.
Les procureurs de la corporation,
PRATTE, CÔTÉ, TREMBLAY, BEAUVAIS,
24618-o BOUCHARD, GARNEAU & TRUCHON.

Peggy Allen Fashions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Peggy Allen Fashions Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux disposition de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 10e jour de mai 1968.
Les procureurs du requérant,
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN,
24634 Par: E. DAWSON.

Versafax Equipment Corp.

Avis est par les présentes donné que « Versafax Equipment Corp. », une corporation incorporée sous la Loi des Compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire Provincial de la Province de Québec pour la permission d'abandonner sa charte sous les provisions de la Loi des Compagnies.

Daté à Montréal, ce 10ième jour d'avril 1968.
Le secrétaire,
24635-o ELLEN STUART.

**Distributeurs Suncap (Québec) inc.
Suncap Distributors (Quebec) Inc.**

Notice is hereby given that "Distributeurs Suncap (Québec) Inc.—Suncap Distributors (Quebec) Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1968.
(Seal) ROGER ROY,
24615-o Secretary.

Les Immeubles de la Charité inc.

Notice is hereby given that "Les Immeubles de la Charité inc.", a corporation duly constituted under the Companies' Act and having its head office at Montreal, in the Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Quebec, this 10th day of May 1968.
PRATTE, CÔTÉ, TREMBLAY, BEAUVAIS,
BOUCHARD, GARNEAU & TRUCHON,
24618 Attorneys for the company.

Peggy Allen Fashions Inc.

Notice is hereby given that "Peggy Allen Fashions Inc.", a corporation constituted under the Companies' Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1968.
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN,
Per E. DAWSON,
24634-o Attorneys for Applicant.

Versafax Equipment Corp.

Notice is hereby given that "Versafax Equipment Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of April 1968.
ELLEN STUART,
24635 Secretary.

Compagnies dissoutes

L'Assistance Maternelle de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « L'Assistance Maternelle de Québec », constituée en corporation le 4 février 1954, à compter du 15 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
24574-o 10323-54

Companies Dissolved

L'Assistance Maternelle de Québec

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "L'Assistance Maternelle de Québec", incorporated on February 4, 1954, on and from May 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
24574 10323-54

Bayview Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Bayview Investment Inc. », constituée en corporation le 13 mai 1959, à compter du 15 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 12880-59

Fournisseurs du Saguenay Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Fournisseurs du Saguenay Itée », constituée en corporation le 19 mars 1955, à compter du 15 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 10665-55

M. Joseph Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « M. Joseph Realities Inc. », constituée en corporation le 27 février 1956, à compter du 15 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 10563-56

Kamex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Kamex Ltd. », constituée en corporation le 26 janvier 1954, à compter du 15 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 10010-54

**Marché Roseval inc.
Roseval Market Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Marché Roseval inc.— Roseval Market Inc. », constituée en corporation le 15 janvier 1962, à compter du 15 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 10188-62

Mountex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mountex Ltd. », constituée en corporation le 13 janvier 1954, à compter du 15 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 10003-54

Primavera Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Primavera Itée », constituée en corporation le 26 janvier 1965, à compter du 15 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 4731-34

Bayview Investment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bayview Investment Inc.", incorporated on May 13, 1959, on and from May 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574 12880-59

Fournisseurs du Saguenay Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Fournisseurs du Saguenay Itée", incorporated on March 19, 1955, on and from May 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574 10665-55

M. Joseph Realities Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "M. Joseph Realities Inc.", incorporated on February 27, 1956, on and from May 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574 10563-56

Kamex Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Kamex Ltd.", incorporated on January 26, 1954, on and from May 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574 10010-54

**Marché Roseval inc.
Roseval Market Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Marché Roseval inc.— Roseval Market Inc.", incorporated on January 15, 1962, on and from May 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574 10188-62

Mountex Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mountex Ltd.", incorporated on January 13, 1954, on and from May 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574 10003-54

Primavera Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Primavera Itée", incorporated on January 26, 1965, on and from May 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574 4731-64

Speedi Redi Distribution Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Speedi Redi Distribution Montreal Inc. », constituée en corporation le 6 décembre 1961, à compter du 15 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 15810-61

Union Alliance Rug Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Union Alliance Rug Co. Ltd. », constituée en corporation le 27 octobre 1964, à compter du 15 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 4835-64

Wai Sang Laundry Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Wai Sang Laundry Incorporated », constituée en corporation le 17 mai 1950, à compter du 15 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-o 4224-50

Speedi Redi Distribution Montreal Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Speedi Redi Distribution Montreal Inc.", incorporated on December 6, 1961, on and from May 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 15810-61

Union Alliance Rug Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Union Alliance Rug Co. Ltd.", incorporated on October 27, 1964, on and from May 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 4835-64

Wai Sang Laundry Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Wai Sang Laundry Incorporated", incorporated on May 17, 1950, on and from May 15, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574 4224-50

**Divers
Compagnies**

Le Foyer de Vallée, inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 24 avril 1968, approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « Le Foyer de Vallée, inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24583-o 1382-68

**Viau limitée
Viau Limited**

Avis est donné que la compagnie « Viau limitée — Viau Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 9.

Le secrétaire,
ABEL FAFARD.
2014-25

24584-o 2014-25

The Hermitage Club

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 mai 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « The Hermitage Club », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24602-o 671-68

Precision Technical Design Inc.

Avis est donné que « Precision Technical Design Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

Le secrétaire,
PAUL LOWENSTEIN.
62-66

24619 62-66

**Miscellaneous
Companies**

Le Foyer de Vallée, inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on April 24, 1968, approved by-law number 1 of "Le Foyer de Vallée, inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24583 1382-68

**Viau limitée
Viau Limited**

Notice is hereby given that "Viau limitée — Viau Limited" has changed the number of its directors from 7 to 9.

ABEL FAFARD,
Secretary.
2014-25

24584 2014-25

The Hermitage Club

Notice is hereby given that the Provincial Secretary of the Province has, on May 2nd, 1968, approved the general by-laws of the corporation "The Hermitage Club" and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24602 671-68

Precision Technical Design Inc.

Notice is given that "Precision Technical Design Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

PAUL LOWENSTEIN,
Secretary.
62-66

24619-o 62-66

L'Association des Cadres Administratifs de la C.E.C.M.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 mars 1968, approuvé les règlements généraux (dont l'article IV (1) qui a trait à l'augmentation du nombre de ses administrateurs de 7 à 9) de « L'Association des Cadres Administratifs de la C.E.C.M. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24600-o 677-67

L'Association des Cadres Administratifs de la C.E.C.M.

Avis est donné que « L'Association des Cadres Administratifs de la C.E.C.M. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 9.

Le secrétaire,
BENOIT MASSON.

24600-o 677-67

Cedarbrook Golf & Country Club Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 mai 1968, approuvé les règlements numéros 1 à 25 de la corporation « Cedarbrook Golf & Country Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24601-o 10119-59

L'Association des Cadres Administratifs de la C.E.C.M.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on March 29, 1968, approved the general by-laws (including section IV (1) related to the increasing of the number of directors from 7 to 9) "L'Association des Cadres Administratifs de la C.E.C.M.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24600 677-67

L'Association des Cadres Administratifs de la C.E.C.M.

Notice is hereby given that "L'Association des Cadres Administratifs de la C.E.C.M.", has changed the number of its directors from 7 to 9.

BENOIT MASSON,
Secretary.

24600 677-67

Cedarbrook Golf & Country Club Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 2nd, 1968, approved the by-laws, number 1 to 25 of the corporation "Cedarbrook Golf & Country Club Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24601 10119-59

Sièges sociaux**Le Club de Chasse à Tir de Québec**

Avis est par les présentes donné que « Le Club de Chasse à Tir de Québec » constitué en corporation par lettres patentes émises le 4 mars 1966, a transporté son siège social de 2835, Chemin Gomin, Québec 10 à 220 Grande-Allée est, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 16 avril 1968.

Le secrétaire,
LOUIS REMILLARD, avocat.

24579-o 934-66

Philmar Company Limited

Avis est donné que « Philmar Company Limited » a changé son siège social du numéro 9320, boulevard St-Laurent, Montréal, au Havre des Iles, Pavillon C, appartement PH-4, Laval.

Le secrétaire,
GEORGES A. POULIOT.

24638-o 10897-56

Spécialités de Danse Tempo inc.

Avis est donné que « Spécialités de Danse Tempo inc. », a été constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 13 février 1968, et que son siège social est situé au 9090 rue Salley, à Ville LaSalle, dans le district de Montréal.

Montréal, le 2 mai, 1968.

Le président,
CLAUDE DOYON.

24645-o 424-68

Head Offices**Le Club de Chasse à Tir de Québec**

Notice is hereby given that "Le Club de Chasse à Tir de Québec", incorporated by letters patent issued on March 4, 1966, has moved its head office from 2835 Gomin Road, Québec 10 to 220 Grande-Allée East, Québec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Québec, April 16, 1968.

LOUIS REMILLARD, advocate,
Secretary.

24579 934-66

Philmar Company Limited

Notice is hereby given that "Philmar Company Limited", has changed its head office from 9320 St-Laurent Boulevard, Montreal, to Havre des Iles, Pavillon C, Apartment PH-4, Laval.

GEORGES A. POULIOT,
Secretary.

24638 10897-56

Spécialités de Danse Tempo inc.

Notice is hereby given that "Spécialités de Danse Tempo inc.", was incorporated pursuant to Part I of the Companies Act, by letters patent dated February 13, 1968, and that its head office is situated at 9090 Salley Street, at the town of LaSalle, in the district of Montreal.

Montreal, May 2, 1968.

CLAUDE DOYON,
President.

24645 424-68

**Luna Sol, limitée
Luna Sol, Limited**

Avis est donné que « Luna Sol, limitée — Luna Sol, Limited », constituée en corporation le 8 mars 1968, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, y a établi son bureau au 6879 boulevard St. Laurent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal le 8 mars, 1968.

Le président,
CONSTANTINE CONSTANTINOU.

24620-o

1070-68

**Mobrun Copper Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné que la compagnie « Mobrun Copper Ltd. » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes, le 7e jour de mars 1956, et ayant son siège social à Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé au 9e étage, 1980, ouest, rue Sherbrooke, l'a transporté à 1, carré Westmount.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, Ontario, ce 19e jour d'avril 1968.

Le secrétaire,
J. S. TURNBULL.

24621

10729-56

**Nadon & Raymond Électrique Itée
Nadon & Raymond Electric Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Nadon & Raymond Électrique Itée — Nadon & Raymond Electric Ltd. », a changé son siège social de Templeton, au numéro 370, rue Laviolette, Gatineau.

Le secrétaire,
MARIE PAULE RAYMOND.
1685-66

24622-o

**Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné que la compagnie « Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes, le 5e jour de juin 1956, et ayant son siège social à Montréal, où jusqu'à ce jour son bureau était situé à 1980 ouest, rue Sherbrooke, l'a transporté à 1, carré Westmount.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, Ontario, ce 19e jour d'avril 1968.

Le secrétaire,
J. S. TURNBULL.
11832-56

24623

**Rolartic Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné que « Rolartic Mines Ltd. » (No Personal Liability), a changé son siège social de 116, rue Taschereau, Rouyn, à 4115, ouest, rue Sherbrooke, 5e étage, Westmount.

Le secrétaire,
G. T. GARDHAM.
12833-54

24624

12833-54

**Luna Sol, limitée
Luna Sol, Limited**

Notice is hereby given that "Luna Sol, limitée — Luna Sol, Limited", incorporated by letters patent on 8th March, 1968, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office therein at 6879 St. Lawrence Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Given at Montreal on the 8th March, 1968.

CONSTANTINE CONSTANTINOU,
President.

24620

1070-68

**Mobrun Copper Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Mobrun Copper Ltd." (No Personal Liability), incorporated by letters patent, on the 7th day of March, 1956, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day, at 9th Floor, 1980 Sherbrooke Street West, has moved it to 1 Westmount Square.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 19th day of April, 1968.

J. S. TURNBULL,
Secretary.

24621-o

10729-56

**Nadon & Raymond Électrique Itée
Nadon & Raymond Electric Ltd.**

Notice is given that "Nadon & Raymond Électrique Itée — Nadon & Raymond Electric Ltd.", has transferred its head office from Templeton, to 370 Laviolette Street, Gatineau.

MARIE PAULE RAYMOND,
Secretary.
1685-66

24622-o

1685-66

**Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent, on the 5th day of June, 1956, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day, at 1980 Sherbrooke Street West, has moved it to 1 Westmount Square.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 19th day of April, 1968.

J. S. TURNBULL,
Secretary.
11832-56

24623-o

11832-56

**Rolartic Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is given that "Rolartic Mines Ltd." (No Personal Liability), has transferred its head office from 116 Taschereau Street, Rouyn, to 5th Floor, 4115 Sherbrooke Street West, Westmount.

G. T. GARDHAM,
Secretary.
12833-54

24624-o

12833-54

La Société commerciale Sauvé inc.

Avis est donné que la compagnie « La Société Commerciale Sauvé inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 27 décembre 1955, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé, jusqu'aujourd'hui, au numéro 1610 du boulevard Desmarchais, l'a transporté au numéro 6047 du boulevard Monk.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 26^e jour d'avril 1968.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier,*
M. SAUVÉ.
24639-o 13311-55

La Société commerciale Sauvé inc.

Notice is hereby given that "La Société Commerciale Sauvé inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing date the 27th day of December, 1955, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated until today at number 1610 Desmarchais Blvd., has moved it to number 6047 Monk Blvd.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 26th day of April, 1968.

(Seal) M. SAUVÉ,
Secretary-Treasurer.
24639 13311-55

Sogep Investment & Finance Corporation

Avis est donné que la compagnie « Sogep Investment & Finance Corporation », constituée en corporation par lettres patentes émises selon les dispositions de la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 1^{er} février 1966, et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 3132, rue Fendall, l'a transporté au 4522, de la rue Duquesne, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 9^{ième} jour de janvier 1968.

24603-o *Le président,*
ALFRED CHEVALIER.

Sogep Investment & Finance Corporation

Notice is hereby given that "Sogep Investment & Finance Corporation", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, dated February 1, 1966, and having its head office in the town of Montreal, where its office was situated up to today, at number 3132 Fendall street, has moved it to 4522 Duquesne street, in Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 9th day of January, 1968.

24603 ALFRED CHEVALIER,
President.

**Waite Lake Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné que la compagnie « Waite Lake Mines Ltd. » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes, le 25^e jour de juin 1959, et ayant son siège social à Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 1980, ouest, rue Sherbrooke, l'a transporté à 1, carré Westmount.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, Ontario, ce 19^e jour d'avril 1968.

24626 *Le secrétaire,*
J. S. TURNBULL.
13846-59

**Waite Lake Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Waite Lake Mines Ltd." (No Personal Liability), incorporated by letters patent, on the 25th day of June, 1959, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to to-day, at 1980 Sherbrooke Street West, has moved it to 1 Westmount Square.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 19th day of April, 1968.

24626-o J. S. TURNBULL,
Secretary.
13846-59

Les Entreprises de construction et de sculpture Henri Dubé Itée

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises de construction et de sculpture Henri Dubé Itée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la 1^{ère} partie de la loi des compagnies de Québec en date du 25 mars 1968, et ayant son siège social dans la ville Jacques-Cartier, a établi son bureau au No 1403 de la rue Desormeaux.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 28 mars 1968.

24636-o *Le président,*
HENRI CLAUDE DUBÉ.

Les Entreprises de construction et de sculpture Henri Dubé Itée

Notice is hereby given that "Les Entreprises de construction et de sculpture Henri Dubé Itée", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on March 25, 1968, and having its head office in the city of Jacques-Cartier, has established its office at No. 1403 Desormeaux St.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as its head office.

Given at Montreal this March 28, 1968.

24636 HENRI CLAUDE DUBÉ,
President.

Sovico inc.

Sovico inc.

Avis est donné que la compagnie « Sovico inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises le 17 avril 1968, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au 1259, rue Berri, Montréal.

Notice is hereby given that "Sovico inc.", incorporated by letters patent dated April 17, 1968 under the Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 1259 Berri Street, Montreal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Donné à Montréal, ce 19 avril 1968.

Given in Montreal, this April 19, 1968.

Le secrétaire,
JEAN DES ROSIERS.

JEAN DES ROSIERS,
Secretary.

24625-o

1961-68

24625-o

1961-68

Fruiterie Notre-Dame-des-Anges Itée

Fruiterie Notre-Dame-des-Anges Itée

Avis est donné que la compagnie « Fruiterie Notre-Dame-des-Anges Itée », constituée en corporation par lettres patentes accordées en vertu de la Loi des compagnies, en date du 15 février 1968, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 5595 ouest, boulevard Gouin, Montréal.

Notice is hereby given that "Fruiterie Notre-Dame-des-Anges Itée", incorporated by letters patent granted pursuant to the Companies Act on February 15, 1968, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 5595 Gouin Blvd. West, Montreal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as its head office.

Donné à Montréal, ce 25 avril 1968.

Given at Montreal, this April, 25 1968.

(Sceau) *La secrétaire,*
MADELEINE L. LEROUX.

(Seal) MADELEINE L. LEROUX,
Secretary.

24637-o

463-68

24637

463-68

Curatelle publique

Public Curatorship

Antanas Grazys

Antanas Grazys

Canada, province de Québec, district de Montréal.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal.

Succession vacante de Antanas Grazys, en son vivant de Montréal.

Vacant succession of Antanas Grazys, while living in Montreal.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 28 décembre 1967 par un juge de la cour supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

The undersigned gives notice that this succession was declared vacant pursuant to the judgment rendered on December 28, 1967, by a Judge of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, that, under the authority of An Act to institute Public Curatorship (9 George VI, chapter 62), he is curator ex officio to such succession and that he will receive, at the address hereunder, payment of any debt towards the succession and proof of any claim against it.

LE CURATEUR PUBLIC.

THE PUBLIC CURATOR.

680, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 18.

24644-o

680, St. Catherine St. West,
Montreal 18.

24644

Syndicats professionnels

Professional Syndicates

**Association Patronale des Coiffeurs
pour Dames de Valleyfield**

**Association Patronale des Coiffeurs
pour Dames de Valleyfield**

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates Act)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association Patronale des Coiffeurs pour Dames de Valleyfield », a été autorisée par le secrétaire de la province le 24 avril 1968.

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association Patronale des Coiffeurs pour Dames de Valleyfield", has been authorized by the Provincial Secretary on April 24, 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

The head office of the said professional syndicate is situated at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Québec, le 25 avril 1968.

Quebec, April 25, 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24628-o

29-68

24628

29-68

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Drummond**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Drummond », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 8 mai 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 62, rue St-Eugène, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Québec, le 9 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24657-o

45-68

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Drummond**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Drummond", has been authorized by the Provincial Secretary on May 8, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at 62 St-Eugène Street, Drummondville, judicial district of Drummond.

Québec, May 9, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24657

45-68

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Laviolette**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Laviolette", a été autorisée par le Secrétaire de la province le 7 mai 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 1181, 9e avenue, Grand-Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Québec, le 9 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24658-o

42-68

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Laviolette**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Laviolette", has been authorized by the Provincial Secretary on May 7, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at 1181, 9th Avenue, Grand-Mère, judicial district of Saint-Maurice.

Québec, May 9, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24658

42-68

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Shefford**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Shefford », a été autorisée par le secrétaire de la province le 6 mai 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 314, boulevard Boivin, Granby, district judiciaire de Bedford.

Québec, le 8 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24590-o

41-68

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Shefford**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Shefford", has been authorized by the Provincial Secretary on May 6, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at 314 Boivin Boulevard Granby, judicial district of Bedford.

Québec, May 8, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24590

41-68

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Lotbinière**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Lotbinière », a été autorisée par le secrétaire de la province le 6 mai 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Gilles, district judiciaire de Québec.

Québec, le 8 mai 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24591-o

43-68

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Lotbinière**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Lotbinière", has been authorized by the Provincial Secretary on May 6, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Gilles, judicial district of Québec.

Québec, May 8, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24591

43-68

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Dorchester**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Camionneurs Artisans du Comté de Dorchester », a été autorisée par le secrétaire de la province le 24 avril 1968.

**Association des Camionneurs Artisans
du Comté de Dorchester**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Camionneurs Artisans du Comté de Dorchester", has been authorized by the Provincial Secretary on April 24, 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Ste-Justine, district judiciaire de Beauce.

The head office of the said professional syndicate is situated at Ste-Justine, judicial district of Beauce.

Québec, le 25 avril 1968.

Québec, April 25, 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24606-o

34-68

24606

34-68

**L'Association Professionnelle
des Musiciens Éducateurs du Québec
(A.P.M.E.Q.) Région du Nord-Ouest**

**L'Association Professionnelle
des Musiciens Éducateurs du Québec
(A.P.M.E.Q.) Région du Nord-Ouest**

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates Act)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association Professionnelle des Musiciens Éducateurs du Québec (A.P.M.E.Q.) Région du Nord-Ouest », a été autorisée par le secrétaire de la province le 24 avril 1968.

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association Professionnelle des Musiciens Éducateurs du Québec (A.P.M.E.Q.) Région du Nord-Ouest", has been authorized by the Provincial Secretary on April 24, 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

The head office of the said professional syndicate is situated at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Québec, le 25 avril 1968.

Québec, April 25, 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24629-o

32-68

24629

32-68

Lettres patentes

Letters Patent

**Cimetières Catholiques Romains
de Jonquière-Kénogami**

**Cimetières Catholiques Romains
de Jonquière-Kénogami**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des corporations de cimetières catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 308, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 11 avril 1968, constituant en corporation de cimetière, sous le nom de « Cimetières Catholiques Romains de Jonquière-Kénogami », les corporations suivantes: « Les Pères Monfortains », « La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Famille de Kénogami », « La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Cécile de Kénogami », « La Fabrique de la Paroisse de Saint-Dominique de Jonquière », « La Fabrique de la Paroisse de Saint-Laurent de Jonquière », « La Fabrique de la Paroisse de Saint-Georges de Jonquière », « La Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame-de-Fatima de Jonquière », « La Fabrique de la Paroisse de Saint-Albert-le-Grand de Jonquière » et « La Fabrique de la Paroisse de Saint-Raphaël de Jonquière ».

Notice is hereby given that under the Roman Catholic Cemetery Corporations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 308, the Lieutenant-Governor of the Province granted letters patent dated April 11, 1968, incorporating into a cemetery corporation, under the name of "Cimetières Catholiques Romains de Jonquière-Kénogami", the following corporations: "Les Pères Monfortains", "La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Famille de Kénogami", "La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Cécile de Kénogami", "La Fabrique de la Paroisse de Saint-Dominique de Jonquière", "La Fabrique de la Paroisse de Saint-Laurent de Jonquière", "La Fabrique de la Paroisse de Saint-Georges de Jonquière", "La Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame-de-Fatima de Jonquière", "La Fabrique de la Paroisse de Saint-Albert-le-Grand de Jonquière" and "La Fabrique de la Paroisse de Saint-Raphaël de Jonquière".

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Jonquière.

The head office of the corporation is situated in the City of Jonquière.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574-o

1671-68 — 1420/106

24574

1671-68 — 1420/196

Ministère de l'Éducation

Department of Education

Grand-Mère

Grand-Mère

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel des municipalités scolaires de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice, Saint-Jacques-des-Piles et Saint-Théophile, dans le comté de Laviolette, au territoire sous la juridiction des commissaires d'écoles de Grand-Mère.

Application is made to annex, for Catholics only, the present territory of the school municipalities of Sainte-Flore, in the county of Saint-Maurice, Saint-Jacques-des-Piles and Saint-Théophile, in the county of Laviolette, to the territory under the jurisdiction of the Grand-Mère school commissioners.

Québec, le 13 mai 1968.

Quebec, May 13, 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24648-20-2-o

510-03

24648-20-2

510-03

Causapsal

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Causapsal Routhierville, Ste-Florence-de-Beaurivage, Ste-Marguerite-Marie et St-Raphaël d'Alberville, dans le comté de Matapédia et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de Causapsal, dans le comté de Matapédia.

Québec, le 13 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24647-20-2-o 505-01

Cité de Magog

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel des municipalités scolaires de Sainte-Catherine-de-Hatley (cath.), dans le comté de Stanstead, Saint-Cajetan-de-Potton et Saint-Étienne-de-Bolton (cath.), dans le comté de Brôme, au territoire sous la juridiction du Bureau des Commissaires des écoles catholiques de la cité de Magog.

Québec, le 13 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24649-20-2-o 165-07

La Commission des écoles catholiques de Sherbrooke

Demande est faite d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel des municipalités scolaires de Stoke, dans le comté de Richmond, Ascot Corner, dans le comté de Sherbrooke, Notre-Dame-de-la-Paix et Martinville (cath.), dans le comté de Compton, au territoire sous la juridiction de la Commission des écoles catholiques de Sherbrooke.

Québec, le 13 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24650-20-2-o 165-01

Buckingham (Prot.)

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'unir les territoires actuels des municipalités scolaires de Buckingham (Prot.) et Thurso (Prot.) dans le comté de Papineau et de les ériger en une nouvelle municipalité scolaire, aux fins des écoles protestantes seulement, sous le nom de Buckingham dans le comté de Papineau.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection, le 1er juin 1968 et le 1er juillet 1968 pour toutes autres fins.

Québec, 15 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,

24651 JEAN-GUY CARDINAL

Saint-François-de-Laval

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Côte Saint-François, dans le comté de Fabre, à la municipalité scolaire de Saint-François-de-Laval dans le comté de Fabre.

Le nombre des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-François-de-Laval est porté de cinq (5) à sept (7).

Ce changement prend effet, pour fins d'élection, le 1er juin 1968 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1968.

Québec, le 15 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651-o 160-01

Causapsal

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of Causapsal, Routhierville, Ste-Florence-de-Beaurivage, Ste-Marguerite-Marie and St-Raphaël d'Alberville, in the county of Matapédia and to erect it into a new separate school municipality under the name of Causapsal, in the county of Matapédia.

Quebec, May 13, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24647-20-2 505-01

City of Magog

Application is made to annex, for Catholics only, the present territory of the school municipalities of Sainte-Catherine-de-Hatley (Cath.), in the county of Stanstead, Saint-Cajetan-de-Potton and Saint-Étienne-de-Bolton (Cath.), in the county of Brôme, to the territory under the jurisdiction of the Bureau of Catholic School Commissioners of the city of Magog.

Quebec, May 13, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24649-20-2 165-07

The Sherbrooke Catholic School Commission

Application is made to annex, for Catholics only, the present territory of the school municipalities of Stoke, in the county of Richmond, Ascot Corner, in the county of Sherbrooke, Notre-Dame-de-la-Paix and Martinville (Cath.), in the county of Compton, to the territory under the jurisdiction of the Sherbrooke Catholic School Commission.

Quebec, May 13, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24650-20-2 165-01

Buckingham (Prot.)

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to unite the present territories of the school municipalities of Buckingham (Prot.) and Thurso (Prot.) in the county of Papineau and erected into a new school municipality for Protestant School purposes only under the name of Buckingham in the county of Papineau.

This change takes effect for election purposes on June 1st, 1968 and on July 1st, 1968 for all other purposes.

Quebec, May 15, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651-o

Saint-François-de-Laval

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Côte Saint-François, in the county of Fabre, to the school municipality of Saint-François-de-Laval, in the county of Fabre.

The number of school commissioners for the municipality of Saint-François-de-Laval is increased from five (5) to seven (7).

This change takes effect, for election purposes, on June 1, 1968, and for all other purposes on July 1, 1968.

Quebec, May 15, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651 160-01

Sainte-Foy

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Cap-Rouge dans le comté de Louis-Hébert, au territoire sous la juridiction de la commission scolaire de Sainte-Foy.

Le nombre des commissaires d'écoles de cette municipalité scolaire est porté de cinq (5) à sept (7).

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le 1er juin 1968 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1968.

Québec, le 14 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

24651-o

Trois-Rivières-Cap de la Madeleine (Prot.)

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'ériger aux fins des écoles protestantes seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Trois-Rivières, diss. dans le comté de Trois-Rivières - Cap de la Madeleine (Prot.) dans le comté de Trois-Rivières. Le territoire de cette nouvelle municipalité est décrit comme suit:

Commençant au point d'intersection de la ligne de division des lots 181 et 186 du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, avec la rive nord de la rivière Saint-Maurice; de là, en référence au même cadastre, les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres, à savoir: ladite ligne de division des lots 181 et 186, jusqu'au coin nord du lot de subdivision 181-2; les lignes nord-est et sud-est dudit lot 181-2; une ligne brisée divisant la partie non subdivisée du lot 181, des lots 184, 183 et 182, jusqu'à la ligne de division des lots 181 et 178; cette dernière ligne continuée à travers du lot 182; le côté nord-est du chemin des Forges jusqu'au coin sud du lot 177; cette dernière ligne continuée à travers ledit chemin des Forges; la ligne sud-est des lots 176, 175, 174, 173, 172, 171a, 170, 169, 168 et 167, jusqu'à la limite sud-ouest du cadastre de la cité des Trois-Rivières (au 31 décembre 1967); de là, suivant cette limite, jusqu'à la rive nord du fleuve Saint-Laurent; de là, suivant ladite rive dans une direction nord-ouest jusqu'à un point précis de la limite de la cité du Cap de la Madeleine, établi à l'intersection de la ligne de division des lots 106 et 107 du cadastre de la paroisse du Cap de la Madeleine, avec la rive nord du fleuve Saint-Laurent; de là, vers le nord-ouest et le sud-ouest, suivant la limite de la cité du Cap de la Madeleine (8 Geo. V, c. 97, févr. 1918) jusqu'à la ligne de division des lots 509 et 554 du cadastre de la cité du Cap de la Madeleine et la rive nord de la rivière Saint-Maurice; de ce point, vers le nord-ouest en suivant la rive nord de la rivière Saint-Maurice, jusqu'à un point situé à l'intersection de la ligne de division des lots 181 et 186 de la paroisse des Trois-Rivières et la rive nord de la rivière Saint-Maurice, point de départ.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le 1er juin 1968 et le 1er juillet 1968, pour toutes autres fins.

Québec, le 15 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,

JEAN-GUY CARDINAL.

24651

Sainte-Foy

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to annex the actual territory of the school municipality of Cap-Rouge, in the county of Louis-Hébert, to the territory under the jurisdiction of the School Commission of Sainte-Foy.

The number of school commissioners of this school municipality is increased from five (5) to seven (7).

This change takes effect, for election purposes, on June 1, 1968, and for any other purposes on July 1, 1968.

Québec, May 14, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

24651

Trois-Rivières-Cap de la Madeleine (Prot.)

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to erect for Protestant school purposes only the present territory of the school municipality of Trois Rivières, diss. in the county of Trois Rivières under the name of Trois-Rivières - Cap de la Madeleine (Prot.) in the county of Trois Rivières. The territory of this new municipality is described as follows:

Starting from the point of intersection of the dividing line of lots 181 and 186 of the official cadastre of the parish of Trois Rivières with the north bank of the St. Maurice River; thence with reference to the above said official cadastre, successively, the following lines and demarcations: the said dividing line of lots 181 and 186, to the north corner of the subdivision lot 181-2; the northeast line and the southeast line of the subdivision lot 181-2; a broken line dividing a non-subdivided part of lot 181 from lots 184, 183 and 182 up to the dividing line of lots 181 and 178; the extension of the latter line mentioned across lot 182; the northeast side of the chemin des Forges to the south corner of lot 177; the extension of the said line across the chemin des Forges; the southeast line of lots 176, 175, 174, 173, 172, 171a, 170, 169, 168 and 167 to the line limiting the southwest cadastre of the City of Trois-Rivières (as of Dec. 31, 1967); from the above mentioned southeast line of lot 167 following the line limiting the southwest cadastre of the City of Trois-Rivières (as of Dec. 31, 1967) to the north bank of the St. Lawrence River; following the north bank of the St. Lawrence River toward the northwest to the special point in the City of Cap de la Madeleine governed by the intersection of a line dividing lots 106 and 107 from the cadastre of the parish of Cap de la Madeleine with the north bank of the St. Lawrence River and going towards the northwest and the southwest following the line that limits the City of Cap de la Madeleine (8 Geo. V, c. 97, Feb. 1918) from the aforementioned point on the north bank of the St. Lawrence River to a point governed by the intersection of a line dividing lots 509 and 554 in the northwest cadastre of the City of Cap de la Madeleine and the north bank of the St. Maurice River; from there going towards the northwest following the north bank of the St. Maurice River as far as the fixed point by the intersection of the line dividing lots 181 and 186 of the parish of Trois-Rivières and the north bank of the St. Maurice River, the starting point.

This change takes effect for election purposes on June 1st, 1968 and on July 1st, 1968 for all other purposes.

Québec, May 15, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,

Minister of Education.

24651-o

Cap-de-la-Madeleine

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'annexer à la municipalité scolaire de Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, le territoire actuel des municipalités scolaires de Champlain, Saint-Louis-de-France, Sainte-Marthe-du-Cap, et Saint-Maurice, toutes dans le comté de Champlain.

Le nombre de commissaires d'écoles pour la municipalité de Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, est porté à sept (7);

Ce changement prend effet, pour fins d'élection, le 1er juin 1968 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1968.

Québec, le 14 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651-o

770-04

Coaticook

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de Barston, Belval, Dixville (cath.), Saint-Wilfrid-de-Barston (cath.) et Stanhope (cath.), dans le comté de Stanstead et Compton, Village (cath.), Hereford, Sainte-Edwidge-de-Clifton, Saint-Malo et Saint-Venant (cath.), dans le comté de Compton, à la municipalité scolaire de Coaticook dans le comté de Stanstead.

Le nombre des commissaires d'écoles pour la municipalité de Coaticook, dans les comtés de Stanstead et Compton est porté de cinq (5) à sept (7).

Ce changement prend effet, pour fins d'élection, le 1er juin 1968 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1968.

Québec, le 15 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651-o

165-05

Saint-Eustache

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Eustache, Saint-Eustache paroisse (cath.) et Saint-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité scolaire est fixé à neuf (9).

Ce changement prend effet pour fins d'élection le 1er juin 1968, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1968.

Québec, le 14 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651-o

Valin

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Ville de Chicoutimi-Nord, St-Honoré, St-Fulgence et Ste-Rose-de-Lima, dans le comté de Dubuc, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de Valin, dans le comté de Dubuc.

Le nombre des commissaires d'écoles de cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le premier juin 1968 et pour toutes fins, le premier juillet 1968.

Québec, le 14 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651-o

660-02

Cap-de-la-Madeleine

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, to annex to the school municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, the actual territory of the school municipalities of Champlain, Saint-Louis-de-France, Sainte-Marthe-du-Cap, and Saint-Maurice, all in the county of Champlain.

The number of school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, is increased to seven (7).

This change takes effect, for election purposes, on June 1, 1968, and for all other purposes on July 1, 1968.

Quebec, May 14, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651

770-04

Coaticook

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to annex the present territory of the school municipalities of Barston (Cath.), Belval, Dixville (Cath.), Saint - Wilfrid - de - Barston (Cath.) and Stanhope (Cath.), in the county of Stanstead and Compton, Village (Cath.), Hereford, Sainte-Edwidge-de-Clifton, Saint-Malo and Saint-Venant (Cath.), in the county of Compton, to the school municipality of Coaticook, in the county of Stanstead.

The number of school commissioners for the municipality of Coaticook, in the counties of Stanstead and Compton is increased from five (5) to seven (7).

This change takes effect, for election purposes, on June 1, 1968, and for all other purposes on July 1, 1968.

Quebec, May 15, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651

165-05

Saint-Eustache

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Saint-Eustache, parish of Saint-Eustache (Cath.) and Saint-Augustin, in the county of Two Mountains, and to erect it into a new distinct school municipality under the name of Saint-Eustache, in the county of Two Mountains.

The number of school commissioners for this new school municipality is fixed at nine (9).

This change takes effect for election purposes on June 1, 1968, and for all other purposes on July 1, 1968.

Quebec, May 14, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651

Valin

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to amalgamate the actual territory of the school municipalities of the Town of Chicoutimi North, St-Honoré, St-Fulgence and Ste-Rose-de-Lima, in the county of Dubuc, and to erect it into a new distinct school municipality under the name of Valin, in the county of Dubuc.

The number of school commissioners for this new municipality is fixed at seven (7).

This change takes effect, for election purposes on June 1, 1968, and for all purposes on July 1, 1968.

Quebec, May 14, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651

660-02

Haut Saint-Maurice

Erratum

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 avril 1968 (No 17) et 4 mai 1968 (No 18) respectivement, aux pages 2535 et 2645, concernant la municipalité scolaire de Haut Saint-Maurice, il faut lire dans les 4e et 8e lignes les mots « dans le comté de Laviolette » au lieu de « dans le comté de Champlain ».

Il faut également dans la première ligne lire le mot « annexer » au lieu du mot « fusionner » puisqu'il s'agit plutôt de l'annexion de certaines municipalités scolaires mentionnées dans l'avis, à la municipalité scolaire de La Tuque, cette dernière devant s'appeler, après l'annexion, « Haut Saint-Maurice » dans les comtés de Laviolette et Chauveau.

Québec, le 15 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651-o

510-01

Compton County (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires de Bury, ville de Cookshire (Prot.), East Angus-Westbury (Prot.), Island Brook (Prot.), village de Sawyerville, Scotstown, toutes du comté de Compton, et Dudswell (Prot.) dans le comté de Wolfe, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, aux fins des écoles protestantes seulement, sous le nom de « Compton County », dans les comtés de Compton et Wolfe.

Cette nouvelle commission scolaire se compose de sept commissaires.

Ce changement entrera en vigueur le 1er juin 1968 pour fins d'élection, et le 1er juillet 1968 pour toutes autres fins.

Québec, le 14 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651

920-01

Soulanges

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Clet, Saint-Polycarpe, Coteau-du-Lac, Village de Coteau-Landing, Saint-Zotique, Rivière Beaudette, Saint-Télesphore-de-Monjoy, Newton et Village de la Station-du-Coteau, toutes dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de Soulanges, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à neuf (9); Pour fins d'élection, son territoire est divisé en (9) quartiers, une pour chacune des municipalités scolaires actuelles fusionnées.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le premier juin 1968 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1968.

Québec, le 14 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651-o

760-03

Grand'Pré

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Louiseville, Maskinongé, Saint-Justin, Sainte-Ursule, Dumontier, Saint-Édouard et Sainte-Angèle-de-Prémont, dans le comté de

Haut Saint-Maurice

Erratum

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of April 27, 1968, (No. 17) and May 4, 1968 (No. 18) respectively, on pages 2535 and 2645, concerning the school municipality of Haut Saint-Maurice, one must read in the 4th and 8th lines "in the county of Labiolette" instead of "in the county of Champlain".

One must also in the first line read "annex" instead of "amalgamate" since it deals with the annexation of certain school municipalities mentioned in the notice, to the school municipality of La Tuque, the latter should be called, after annexation, "Haut Saint-Maurice" in the counties of Laviolette and Chauveau.

Québec, May 15, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651

510-01

Compton County (Prot.)

The Lieutenant-Governor in council has been pleased to unite the present territories of the school municipalities of Bury, town of Cookshire (Prot.) East Angus-Westbury (Prot.) Island Brook (Prot.) village of Sawyerville, Scotstown, all in the county of Compton, and Dudswell (Prot.) in the county of Wolfe, and erect it into a new school municipality for Protestants only under the name of Compton County in the counties of Compton and Wolfe.

This new School Board is composed of 7 commissioners.

This change takes effect for election purposes on June 1st, 1968 and on July 1st, 1968 for all other purposes.

Québec, May 14, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651-o

920-01

Soulanges

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Saint-Clet, Saint-Polycarpe, Coteau-du-Lac, Village of Coteau-Landing, Saint-Zotique, Beaudette River, Saint-Télesphore-de-Monjoy, Newton and the Village of Station-du-Coteau, all in the county of Vaudreuil-Soulanges, and to erect it into a new distinct school municipality under the name of Soulanges, in the county of Vaudreuil-Soulanges.

The number of school commissioners for this new municipality is fixed at nine (9);

For election purposes, the territory is divided into (9) wards, one for each of the actually amalgamated school municipalities.

This change takes effect, for election purposes, on June 1, 1968, and for all other purposes, on July 1, 1968.

Québec, May 14, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651

760-03

Grand'Pré

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Louiseville, Maskinongé, Saint-Justin, Sainte-Ursule, Dumontier, Saint-Édouard and Sainte-Angèle-de-Prémont, in the

Maskinongé et Yamachiche et Saint-Sévère, dans le comté de Saint-Maurice et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de Grand'Pré, dans les comtés de Maskinongé et Saint-Maurice.

Le nombre des commissaires d'écoles, pour cette nouvelle municipalité, est fixé à neuf (9).

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le 1er juin 1968 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1968.

Québec, le 14 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651-o

770-02

Huntingdon

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Huntingdon (cath.), Sainte-Agnès-de-Dundee (cath.), Saint-Anicet (cath.), Sainte-Barbe et Saint-Antoine Abbé, dans le comté de Huntingdon, Saint-Malachie-d'Ormstown (cath.), dans le comté de Châteauguay, Saint-Stanislas-Kostka et Saint-Louis-de-Gonzague, dans le comté de Beauharnois et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de « Huntingdon », dans les comtés de Beauharnois, Châteauguay et Huntingdon.

Le nombre de commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à neuf (9);

Ce changement prend effet, pour fins d'élection, le 1er juin 1968 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1968.

Québec, le 14 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651-o

700-02

Saint-Vincent-de-Paul

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Duvernay-Est, dans le comté de Fabre, à la municipalité scolaire de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Fabre.

Le nombre des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul est porté à sept (7);

Ce changement prend effet pour fins d'élection le 1er juin 1968, et pour toutes autres fins le 1er juillet 1968.

Québec, le 14 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651-o

Stanstead County (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires du village d'Ayer's Cliff, Beebe-Rock Island-Stanstead (Prot.) Coaticook (Prot.), village de Hatley, cité de Magog (Prot.), village de North Hatley et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire, aux fins des écoles protestantes seulement, sous le nom de « Stanstead County », dans le comté de Stanstead.

Cette nouvelle commission se compose de neuf commissaires.

Ce changement entrera en vigueur le 1er juin 1968 pour fins d'élection, et le 1er juillet 1968 à toutes autres fins.

Québec, le 14 mai 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

24651

920-01

county of Maskinongé and Yamachiche and Saint-Sévère, in the county of Saint-Maurice and to erect it into a new distinct school municipality under the name of Grand'Pré, in the counties of Maskinongé and Saint-Maurice.

The number of school commissioners, for this new municipality, is fixed at nine (9).

This change takes effect, for election purposes, on June 1, 1968, and for all other purposes on July 1, 1968.

Quebec, May 14, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651

770-02

Huntingdon

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to amalgamate the actual territory of the school municipalities of Huntingdon (Cath.); Sainte-Agnès-de-Dundee (Cath.), Saint-Anicet (Cath.) Sainte-Barbe and Saint-Antoine Abbé, in the county of Huntingdon, Saint-Malachie-d'Ormstown (Cath.), in the county of Châteauguay, Saint-Stanislas-Kostka and Saint-Louis-de-Gonzague, in the county of Beauharnois and to erect it into a new distinct school municipality under the name of "Huntingdon", in the counties of Beauharnois, Châteauguay and Huntingdon.

The number of school commissioners for this new municipality is fixed at nine (9);

This change takes effect, for election purposes, on June 1, 1968, and for any other purposes on July 1, 1968.

Quebec, May 14, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651

700-02

Saint-Vincent-de-Paul

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased to annex the actual territory of the school municipality of Duvernay-East, in the county of Fabre, to the school municipality of Saint-Vincent-de-Paul, in the county of Fabre.

The number of school commissioners for the municipality of Saint-Vincent-de-Paul is increased to seven (7).

This change takes effect for election purposes on June 1, 1968, and for any other purposes on July 1, 1968.

Quebec, May 14, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651

Stanstead County (Prot.)

The Lieutenant Governor in council has been pleased to unite the present territory of the school municipalities of Village of Ayer's Cliff, Beebe-Rock Island-Stanstead (Prot.), Coaticook (Prot.), Hatley Village, City of Magog (Prot.), Village of North Hatley and erect it into a new school municipality for Protestant school purposes only under the name of Stanstead County in the County of Stanstead.

This new school board is composed of nine commissioners.

This change takes effect for election purposes on June 1st, 1968 and on July 1st, 1968 for all other purposes.

Quebec, May 14, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

24651-o

920-01

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

La Cité de Dorval

The City of Dorval

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Dorval s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi, pour les fins suivantes:

Notice is hereby given that the City of Dorval, will apply to the Legislature of the province of Quebec, during the present session, to request the adoption of an Act for the following purposes:

- a) refondre la charte de la cité;
- b) acquérir seul ou conjointement avec toute municipalité voisine un ou des terrains situés en dehors de leurs limites pour servir à des fins municipales;
- c) approprier des argents disponibles à la construction d'un hôtel de ville;
- d) autoriser un mode spécial de taxation pour les travaux d'améliorations locales;
- e) exiger à titre de frais de perception un montant de 5% des taxes scolaires;

- (a) revise the charter of the city;
- (b) purchase, alone or jointly with any neighbouring municipality, some land located outside their limits to be used for municipal purposes;

Et pour toutes autres fins.
Dorval, 17 avril 1968.

- (c) apply available sums of monies to the construction of a City Hall;
- (d) authorize a special system of taxation for local improvement works;
- (e) require as collection fees an amount of 5% of the school taxes.

And for all other purposes.
Dorval, April 18, 1968.

Le procureur de la requérante,
24348-17-4-o MAURICE R. MARCOTTE.

MAURICE R. MARCOTTE,
24348-17-4-o *Attorney for the petitioner.*

Succession Jack Sadovnik

Estate Jack Sadovnik

Avis est donné que Monsieur Jack Sadovnik, marchand de fourrure, domicilié à Outremont, Harry Abramovitch, comptable, domicilié à Montréal et Dame Sarah Sadovnik Beck domiciliée à Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi leur permettant d'hypothéquer et de vendre les immeubles portant les numéros civiques 53 et 57 rue St-Jacques Ouest, Montréal, de même que la Ferme Sadovnik portant les numéros 363 et 365 parties du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme, comté de Terrebonne, lesquelles propriétés ils administrent en leur qualité d'exécuteurs et de fiduciaires du dernier testament de feu Benny Sadovnik.

Take notice that Mr. Jack Sadovnik, fur merchant, of the City of Outremont, Mr. Harry Abramovitch, accountant of the city of Montreal and Mrs. Sarah Sadovnik Beck of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act permitting to mortgage and sell the immovable properties bearing civic numbers 53 and 57 St. James Street West, Montreal, and the Sadovnik Farm at Prévost, county of Terrebonne, which they administer in their quality of executors and trustees of the last will of the late Benny Sadovnik.

Québec, ce 17 avril 1968.

Quebec, April 17, 1968.

Les procureurs des requérants,
24349-17-4-o LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
McNICOLL & LEVASSEUR.

LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
24349-17-4-o McNICOLL & LEVASSEUR,
Attorneys for the petitioners.

Cité de Lachine

City of Lachine

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Lachine » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: pour autoriser l'adoption d'un règlement concernant les exemptions de taxes d'améliorations locales imposées sur les presbytères et églises; ratifier l'acte de vente passé devant Me Jean-Marie Trépanier, notaire, le 2 février 1968, entre la cité de Lachine et Lachine Racing Canoe Club Inc., enregistré à Montréal sous le numéro 2042092; autoriser la vente du Parc Brewster à la Corporation du Centre d'Accueil de Lachine; autoriser l'adoption d'un règlement modifiant les règlements numéros 1431, 1566 et 1704, pour changer le mode de taxation; ratifier le règlement numéro 1861, modifiant les règlements numéros 1666, 1673, 1699, 1711, 1728, 1731 et 1734; et pour toutes autres fins.

Public notice is hereby given that the "City of Lachine" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments, for the following purposes: to authorize the adoption of a by-law, concerning exemptions of local improvement taxes imposed on presbyteries and churches; to ratify the deed of sale passed before Me Jean-Marie Trépanier, notary, on February 2, 1968, between the city of Lachine and Lachine Racing Canoe Club Inc., registered at Montreal under number 2042092; to authorize the sale of Brewster Park to the Corporation du Centre d'Accueil de Lachine; to authorize the adoption of a by-law, amending by-laws numbers 1431, 1566 and 1704, to change the method of taxation; to ratify by-law number 1861, amending by-laws numbers 1666, 1673, 1699, 1711, 1728, 1731 and 1734; and for all other purposes.

Montréal, le 22 avril 1968.

Montreal, April 22, 1968.

Les procureurs,
24384-17-4-o LACROIX, VIAU,
BÉLANGER, PAGÉ,
HÉBERT & MAILLOUX.

LACROIX, VIAU,
24384-17-4-o BÉLANGER, PAGÉ,
HÉBERT & MAILLOUX.
Attorneys.

**Corporation de l'Oratoire St-Joseph
du Mont-Royal**

Avis est donné par les présentes que la « Corporation de l'Oratoire St-Joseph du Mont-Royal », ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à la présente session, pour la passation d'une loi ratifiant une convention avec la ville de Montréal relative aux modalités du paiement de la taxe d'eau pour les années 1960-61 à 1964-65 inclusivement.

Les procureurs de la requérante,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
24646-20-4-o PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX.

**Corporation de l'Oratoire St-Joseph
du Mont-Royal**

Notice is hereby given that the "Corporation de l'Oratoire St-Joseph du Mont-Royal", having its head office in the city of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act ratifying an agreement with the city of Montreal, pertaining to the modalities of the water taxes to be paid for the years 1960-61 to 1964-65 inclusively.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
24646-20-4-o PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX,
Attorneys for the petitioner.

Église Roumaine Orthodoxe de Montréal

Avis est par les présentes donné que l'Église Roumaine Orthodoxe de Montréal, district de Montréal, Province de Québec, constituée en corporation en vue du bill privé No 4 (1914) page 468, ch. 155, Geo. V, présentera une pétition à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour amender l'article 5 dudit bill, afin d'obtenir le pouvoir d'acquérir et/ou de posséder des biens mobiliers et ou immobiliers d'une valeur n'excédant pas \$750,000.

Le procureur de la requérante,
24585-20-4-o NIKITA TOMESCO.

Roumanian Orthodox Church of Montreal

Notice is hereby given that the Roumanian Orthodox Church of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec, incorporated in virtue of private bill No. 4 (1914) page 468, Ch. 155, Geo. V, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the present following sessions thereof, for a petition to amend art. 5 of said bill, to have the power to acquire and/or own values of not exceeding \$750,000.

24585-20-4-o NIKITA TOMESCO,
Attorney for petitioner.

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastré**

**Department of Lands and Forests
Cadastré**

Paroisse de l'Ancienne-Lorette

Cadastré officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, municipalité de la ville Les Saules, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 48-3, 48-4, 48-6, 49-3, 49-4 et 49-6 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 26 avril 1968.

24659-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Parish of l'Ancienne-Lorette

Official cadastre of the parish of l'Ancienne-Lorette, municipality of the town of Les Saules, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 48-3, 48-4, 48-6, 49-3, 49-4 and 49-6 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Quebec, April 26, 1968.

24659-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de Charlesbourg

Cadastré officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de Charlesbourg-Est, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1043-A-1, 1044-A-1 et une partie des lots 1043-A, 1044-A sont annulés et le lot 1043-3 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 2 mai 1968.

24659-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Parish of Charlesbourg

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of Charlesbourg-Est, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 1043-A-1, 1044-A-1 and one part of lots 1043-A, 1044-A are cancelled and the lot 1043-3 is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Quebec, May 2, 1968.

24659-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de Lachine

Cadastré officiel de la paroisse de Lachine, municipalité de la cité de Lasalle, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 940-430 à 940-443 et une partie des lots 940-428 et 940-429 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 7 mai 1968.

24659-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Parish of Lachine

Official cadastre of the parish of Lachine, municipality of the city of Lasalle, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 940-430 to 940-443 and one part of lots 940-428 and 940-429 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.
Quebec, May 7, 1968.

24659-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de Lachine

Cadastré officiel de la paroisse de Lachine, municipalité de la cité de Lasalle, division d'enregistrement de Montréal.

Official cadastre of the parish of Lachine, municipality of the city of Lasalle, registration division of Montreal.

Avis est par la présente donné que les lots 940-174-1, 940-175-1, 940-184-1, 940-185-1, 940-303-1, 940-304-1, 940-305-1, 940-305-2, 940-306-1, 940-307-1, 940-426-1, 940-427-1, 940-428-1, 940-428-2, 940-292, 940-293, 940-319, 940-320, 940-412, 940-413, 940-444, 940-445, la partie restante des lots 940-174, 940-175, 940-184, 940-185, 940-303, 940-304, 940-306, 940-307, 940-426, 940-427 et deux parties des lots 940-305 et 940-428 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 mai 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

24659-o

Paroisse de St-Antoine de Rivière-du-Loup

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Rivière-du-Loup, municipalité de la ville de Louiseville, division d'enregistrement de Maskinongé.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 774-4 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 avril 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

24659-o

Paroisse de St-Jérôme de Matane

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, municipalité de la ville de Matane, division d'enregistrement de Matane.

Avis est par la présente donné que les lots 89-56-1 et 90-55-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 mai 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

24659-o

Paroisse de St-Nicolas

Cadastre officiel de la paroisse de St-Nicolas, municipalité de la ville de St-Nicolas, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que le lot 21-11 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 mai 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

24659-o

Municipalité de Pabos

Cadastre officiel de la municipalité de Pabos, municipalité de Pabos, division d'enregistrement de Gaspé.

Avis est par la présente donné que le lot 66-C-5 est annulé et les lots 66-C-2 et 66-C-4 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 mai 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

24659-o

Canton de Isle-Dieu

Cadastre officiel du canton d'Isle-Dieu, municipalité de la ville de Matagami, division d'enregistrement d'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 1-208, 1-209, 1-210, 1-211, 1-212 et 1-217 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er mai 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

24659-o

Notice is hereby given that lots 940-174-1, 940-175-1, 940-184-1, 940-185-1, 940-303-1, 940-304-1, 940-305-1, 940-305-2, 940-306-1, 940-307-1, 940-426-1, 940-427-1, 940-428-1, 940-428-2, 940-292, 940-293, 940-319, 940-320, 940-412, 940-413, 940-444, 940-445, the remaining part of lots 940-174, 940-175, 940-184, 940-185, 940-303, 940-304, 940-306, 940-307, 940-426, 940-427 and two parts of lots 940-305 and 940-428 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 7, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

24659-o

Parish of St-Antoine de Rivière-du-Loup

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Rivière-du-Loup, municipality of the town of Louiseville, registration division of Maskinongé.

Notice is hereby given that the remaining part of lot 774-4 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 17, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

24659-o

Parish of St-Jérôme de Matane

Official cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane, municipality of the town of Matane, registration division of Matane.

Notice is hereby given that lots 89-56-1 and 90-55-1 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May, 9, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

24659-o

Parish of St-Nicolas

Official cadastre of the parish of St-Nicolas, municipality of the town of St-Nicolas, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lot 21-11 is cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May, 9, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

24659-o

Municipality of Pabos

Official cadastre of the municipality of Pabos, municipality of Pabos, registration division of Gaspé.

Notice is hereby given that lot 66-C-5 is cancelled and the lots 66-C-2 and 66-C-4 are corrected in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May, 9, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

24659-o

Township of Isle-Dieu

Official cadastre of township of Isle-Dieu, municipality of the town of Matagami, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that lots 1-208, 1-209, 1-210, 1-211, 1-212 and 1-217 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 1, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

24659-o

**Ministère des Finances
Assurances**

**La Compagnie d'Assurance Mutuelle
contre le Feu de la Municipalité
de la Paroisse de Sainte-Hénédine,
comté de Dorchester**

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Hénédine, comté de Dorchester » a été formée par un règlement du Conseil Municipal adopté le 5 décembre 1910;

Attendu que le Conseil Municipal a adopté à une séance spéciale tenue le 23 octobre 1967, un règlement abrogeant le règlement qui avait formé ladite compagnie, à laquelle les membres présents de la compagnie ont donné leur approbation;

Attendu que le secrétaire-trésorier de ladite municipalité a produit au Service des assurances, le 29 avril 1968, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices, payé toutes ses dettes et distribué son surplus;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Hénédine, comté de Dorchester » sont annulés à compter du 1er mai 1968.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 1er mai 1968.

*Pour le Ministre des finances
de la Province,*

Le surintendant des assurances,
24565-19-2-0 ROGER-A. CAMARAIRE.

**L'Association des Courtiers d'Assurances
de la Province de Québec**

Avis

Avis est par les présentes donné que l'Association des Courtiers d'Assurances de la Province de Québec s'est adressée au lieutenant-gouverneur en conseil, le 12 mars 1968, et a obtenu, le 1er mai 1968, l'approbation de son règlement No 57, adopté par le conseil d'administration de l'Association le 4 octobre 1967, ratifié à l'unanimité par l'assemblée générale spéciale de ses membres, ayant quorum tenue le 22 novembre 1967, et qui se lit comme suit:

Règlement No 57

Les règlements généraux de l'Association sont modifiés comme suit:

L'article 5, intitulé « nouveaux membres », est abrogé.

« Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme modifiant ou affectant en aucune manière les droits acquis de toute personne en vertu des dispositions dudit article 5 et de l'alinéa c) de l'article 9 de la Loi des courtiers d'assurances du Québec ».

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 13 mai 1968.

*Pour le ministre des finances
de la Province,*

Le surintendant des assurances,
24653-0 ROGER-A. CAMARAIRE.

**Department of Finance
Insurance**

**La Compagnie d'Assurance Mutuelle
contre le Feu de la Municipalité
de la Paroisse de Sainte-Hénédine,
county of Dorchester**

Notice of Cancellation of License and Registration

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Hénédine, county of Dorchester", has been incorporated by a Municipal Council By-law on the 5th of December 1910;

Whereas the Municipal Council has adopted at a general meeting held on the 23rd of October 1967, a By-law to the effect of repealing the By-law having incorporated the said company to which present members of the company have given their approbation;

Whereas the secretary-treasurer of the said Municipality has filed, on the 29th of April 1968, with the Insurance Branch, a sworn declaration to the effect that the company had cancelled all its policies, discharged all its debts and distributed its surplus;

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Municipalité de la Paroisse de Sainte-Hénédine, county of Dorchester", are cancelled as from the 1st of May 1968.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 1st of May 1968.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

24565-19-2-0 ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

**The Quebec Insurance Brokers' Association
of the Province of Québec**

Notice

Notice is hereby given that The Quebec Insurance Brokers' Association of the Province of Québec has applied to the Lieutenant-Governor in Council on March 12th, 1968, and has obtained on the 1st of May 1968 the approval of by-law number 57, adopted by the Board of Directors of the Association on October 4th, 1967, unanimously assented to at the special general meeting of its members, having quorum, held on November 22nd, 1967, and which reads as follows:

By-law number 57

The general by-laws of the Association are modified as follows:

Section 5, titled "new members", is abrogated.

"Nothing in the present by-law should be interpreted as modifying or affecting in any way the vested rights of every person pursuant to the provisions of said section 5 and of paragraph c) of section 9 of the Quebec Insurance Broker's Act".

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 13th of May 1968.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

24653-0 ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 15 mars 1968.

M. Lionel Mougeot, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Hull: juge de la Cour de Bien-Être Social, avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de Bien-Être Social est ou sera établie, mais tout particulièrement et sans restriction, aux districts judiciaires de Hull, Pontiac et Labelle, avec résidence à Hull ou dans le voisinage immédiat.

Le présent avis annule et remplace celui qui a été publié dans le numéro 18 de la *Gazette officielle de Québec*, du 4 mai 1968, à la page 2638.

Le sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

24574-o

32-68

Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointment, by commission under the Great Seal of the Province:

Quebec, March 15, 1968.

Mr. Lionel Mougeot, advocate, member of the Bar of the Province, and Queen's Counsel, of Hull: Judge of the Social Welfare Court, with jurisdiction extending to all the judicial districts for which the Social Welfare Court is or will be established, but particularly and without restriction to the judicial districts of Hull, Pontiac and Labelle, with residence in Hull or the immediate vicinity.

This notice cancels and replaces that published in number 18 of the *Quebec Official Gazette* on May 4, 1968, on page 2638.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

24574

32-68

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis de modification

Notice of Amendment

Établissements commerciaux — Asbestos

Commercial Establishments — Asbestos

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets (S.R.Q. 1941, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1640 du 5 octobre 1960 et amendements, relatif aux établissements commerciaux de la ville d'Asbestos et un rayon de 2 milles de ses limites, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, les modifications suivantes audit décret:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Commercial Establishments in the town of Asbestos and a 2-mile radius of its limits (made binding by Decree number 1640 of October 5, 1960, as amended), have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

1° Les paragraphes « i », « j », « k », « l », « m », « n », « o », « p », « q » et « r » suivants seront ajoutés à l'article I:

1. The following subsections "i", "j", "k", "l", "m", "n", "o", "p", "q" and "r" will be added to section I:

(i) *Teneur de livres*: Le terme « teneur de livres » désigne le salarié qui a le contrôle et la surveillance de la comptabilité de l'établissement.

“(i) *Bookkeeper*: The work “bookkeeper” means any employee who supervises and controls the establishment's accounting.

(j) *Livreur*: Le mot « livreur » désigne le salarié dont la principale fonction consiste à faire la livraison et le transport des marchandises, à tout endroit déterminé par l'employeur, au moyen d'un véhicule à traction motorisée.

(j) *Deliveryman*: The word “deliveryman” means any employee whose work consists mainly in transporting or delivering goods to places designated by the employer, by means of a motor vehicle.

(k) *Aide-livreur*: Le terme « aide-livreur » désigne le salarié dont la principale fonction est d'aider le livreur à faire le transport et la livraison des marchandises de son employeur.

(k) *Deliveryman's helper*: The term “deliveryman's helper” means any employee who helps the deliveryman transport and deliver his employer's goods.

(l) *Messenger à bicyclette*: Le terme « messenger à bicyclette » désigne le salarié dont la principale fonction consiste à faire la livraison des marchandises à bicyclette.

(l) *Delivery boy*: The term “delivery boy” means any employee whose duties consist mainly in delivering merchandise, using a bicycle.

(m) *Apprenti*: Le mot « apprenti » désigne tout salarié qui apprend les rudiments du commerce de son employeur.

(m) *Apprentice*: The word “apprentice” means any employee who learns the rudiments of his employer's business.

(n) *Caissier - caissière*: Le terme « caissier - caissière » désigne tout employé dont la principale fonction est l'enregistrement des ventes et toute perception d'argent, et qui n'exclut pas tout autre travail assigné par l'employeur.

(n) *Cashier (male or female)*: The term “cashier (male or female)” means any employee whose work consists mainly in recording sales and collecting money. This does not exclude any other work that may be assigned by the employer.

o) Étalagiste: Le mot « étalagiste » désigne tout salarié travaillant exclusivement à l'installation des vitrines, à la décoration commerciale, au dessin, au lettrage de panneaux-réclame, ou exécutant tout travail pour fins de réclame.

p) Le terme « chef de département » désigne le salarié qui, seul ou conjointement avec l'employeur ou le gérant, à la responsabilité d'un département.

q) Le mot « boucher » désigne tout salarié dont le principal travail consiste à préparer les viandes, et à les dépecer, à faire la coupe, l'emballage, les disposer à l'étalage et servir le client.

r) Apprenti-boucher: Le terme « apprenti-boucher » désigne tout salarié qui travaille habituellement dans un département de boucherie, sous la surveillance d'un boucher qualifié et qui n'a pas complété son apprentissage. »

2° L'article III sera remplacé par le suivant:

« III. *Durée du travail:* La semaine normale de travail dans les établissements régis par le présent décret est la suivante:

a) Commerce de détail de l'alimentation: la semaine régulière et normale de travail est de quarante-deux (42) heures. L'employeur doit déterminer le nombre d'heures de travail consécutives de chaque jour de la semaine, et les établir à l'intérieur de l'horaire suivant:

Mardi et mercredi: entre 8.30 h. a.m. et 6 h. p.m.;

Jeudi: entre 8 h. a.m. et 6 h. p.m.;

Vendredi: entre 8 h. a.m. et 9 h. p.m.;

Samedi: entre 8 h. a.m. et 4 h. p.m.

Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire ou en dehors des heures ci-haut déterminées doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Les salariés auront droit à une (1) heure pour le dîner chaque jour et une (1) heure pour le souper du vendredi.

b) Autres genres de commerce de détail: la semaine régulière et normale de travail est de quarante-trois (43) heures. L'employeur doit déterminer le nombre d'heures de travail consécutives de chaque jour de la semaine, et les établir à l'intérieur de l'horaire suivant:

Lundi: entre 1 h. p.m. et 6 h. p.m.;

Mardi: entre 9 h. a.m. et 6 h. p.m.;

Mercredi: entre 9 h. a.m. et 6 h. p.m.;

Jeudi: entre 9 h. a.m. et 6 h. p.m.;

Vendredi: entre 9 h. a.m. et 9 h. p.m.;

Samedi: entre 9 h. a.m. et 4 h. p.m.

Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire ou en dehors des heures ci-haut déterminées doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Les employés auront droit à une (1) heure pour le dîner chaque jour et une (1) heure pour le souper du vendredi.

c) Le temps supplémentaire des caissières et des livreurs, ainsi que des commis, dans le cas d'une vente à terminer, sera payé en entier si la durée du travail dépasse de quinze (15) minutes l'heure de la fermeture.

Réserve: notwithstanding les dispositions du décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes. »

(o) Display man: The term "display man" means any employee whose work consists mainly in making window displays, doing commercial decoration, designs and does lettering on descriptive signs. He may do all types of advertising work.

(p) Department head: The term "department head" means any employee who, alone or jointly with the employer or manager, is responsible for a department.

(q) Butcher: The word "butcher" means any employee whose work consists mainly in preparing meat, preparing meat cuts, cutting meat, packing meat, arranging meat displays and waiting on customers.

(r) Apprentice butcher: The term "apprentice butcher" means any employee who has not completed his apprenticeship but usually works in a meat department under the guidance of a qualified butcher."

2. Section III will be superseded by the following:

"III: *Hours of work:* Standard hours of work per week in establishments governed by this decree are as follows:

(a) Retail food stores: 42-hour standard work week. The employer shall determine the number of consecutive hours to be worked each week day and shall schedule such hours within the following limits:

Tuesday and Wednesday: between 8:30 a.m. and 6:00 p.m.;

Thursday: between 8:00 a.m. and 6:00 p.m.;

Friday: between 8:00 a.m. and 9:00 p.m.;

Saturday: between 8:00 a.m. and 4:00 p.m.

Time and one half shall be paid for all work performed over and above the standard work week or outside the hours stipulated above.

Employees are entitled to one (1) hour off for lunch daily and to one (1) hour off for supper on Fridays.

(b) Other retail outlets: 43-hours standard work week. The employer shall determine the number of consecutive hours to be worked each week day and shall schedule such hours within the following limits:

Monday: between 1:00 p.m. and 6:00 p.m.

Tuesday, Wednesday and Thursday: between 9:00 a.m. and 6:00 p.m.;

Friday: between 9:00 a.m. and 9:00 p.m.;

Saturday: between 9:00 a.m. and 4:00 p.m.

Time and one half shall be paid for all work performed over and above the standard work week or outside the hours stipulated above. Employees are entitled to one (1) hour off for lunch daily and to one (1) hour off for supper on Fridays.

(c) Overtime shall be paid in full to cashiers (female), deliverymen and clerks when the time required to wind up a sale runs fifteen (15) minutes beyond closing time.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the decree, working hours in commercial establishments shall never run counter to the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (RSQ 1964, c. 150), to the decrees enacted thereunder nor to by-laws promulgated by duly-authorized municipalities.

3° L'article IV sera remplacé par le suivant:
 « IV. *Minimum de paie*: Tout salarié qui se rapporte au travail aux heures régulières sans avoir été avisé du contraire au préalable, doit recevoir une rémunération minimum équivalente à trois (3) heures de travail au taux régulier. Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'entreprise devra recevoir un minimum de trois (3) heures à temps et demi. »

4° L'article V sera radié.

5° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. *Taux de salaire minimaux*: Les salaires minimaux sont les suivants pour la semaine normale de travail:

3. Section IV will be replaced by the following:
 "IV. *Reporting pay*: Every employee who reports in to work at the regular times without having been previously advised to the contrary, shall be paid at least the equivalent of three (3) hours' work at straight time.

Every employee called back to work after having left the work premises shall be paid for at least three (3) hours at time and one half."

4. Section V will be abrogated.

5. Section VI will be superseded by the following:

"VI. *Minimum wage rates*: Minimum wage rates for a standard work week are as follows:

	du	from
	21/6/1968	
<i>a) Épiceries ou boucheries — Grocery stores or butcher shops:</i>		
Chef de département (boucherie) — Department head (butcher shops)	\$90.00	\$95.00
Chef de département (épicerie) — Department head (grocery stores)	85.00	90.00
Chef de département (fruits et légumes) — Department head (produce)	85.00	90.00
Boucher — Butcher	81.00	86.00
Apprenti boucher: — Apprentice butcher:		
1er semestre — 1st six months	56.00	61.00
2e semestre — 2nd six months	66.00	71.00
Après 1 an — After one year	71.00	76.00
Commis épicier (homme) — Grocery clerk (male)	56.00	61.00
Commis épicier (femme) — Grocery clerk (female)	53.00	58.00
Livreur sur camion — Delivery (with truck)	56.00	61.00
Aide livreur sur camion — Deliveryman's helper (with truck)	53.00	58.00
Caissière — Cashier (female)	53.00	58.00
Messager à bicyclette — Delivery boy (using bicycle)	49.00	54.00
Teneur de livres — Bookkeeper	70.00	75.00
<i>b) Quincaillerie: — Hardware stores:</i>		
Commis homme — Clerk (male)	71.00	76.00
Commis: — Clerk:		
1ère année — 1st year	53.00	58.00
2e année — 2nd year	56.00	61.00
Commis (.05 .10 .15) — Clerk (5¢ & 10¢ stores)	50.00	55.00
Étalagiste — Display man	81.00	86.00
Livreur sur camion — Delivery (with truck)	56.00	61.00
Aide livreur sur camion — Deliveryman's helper (with truck)	51.00	56.00
Caissière — Cashier (female)	51.00	56.00
Teneur de livres — Bookkeeper	70.00	75.00
<i>c) Meubles et accessoires électriques — Furniture and electrical appliance stores:</i>		
Commis homme — Clerk (male)	76.00	81.00
1ère année — 1st year	53.00	58.00
2e année — 2nd year	56.00	61.00
femme — female	53.00	58.00
Livreur sur camion — Deliveryman (with truck)	61.00	66.00
Aide livreur sur camion — Deliveryman's helper (with truck)	53.00	58.00
Caissière — Cashier (female)	53.00	58.00
Commis de bureau (femme) — Office clerk (female)	51.00	56.00
Teneur de livres — Bookkeeper	70.00	75.00
<i>b) Lingerie, vêtements, chaussures — Dry goods, clothing and shoe stores:</i>		
Commis homme — Clerk (male)	61.00	66.00
1ère année — 1st year	53.00	58.00
2e année — 2nd year	56.00	61.00
Commis femme — Clerk (female)	53.00	58.00
Caissière — Cashier (female)	61.00	66.00
Teneur de livres — Bookkeeper	70.00	75.00
<i>e) Employé surnuméraire — Supernumerary employee</i>		
Employé supplémentaire — Occasional employee	1.00	1.10
	1.00	1.10 ^a

6° L'article VII sera remplacé par le suivant:
 "VII. *Fêtes chômées et payées*: Il n'y aura pas de travail dans les entreprises régies par le présent décret:

1. Les lundis (alimentation: congé toute la journée)
 (autres commerces: congé jusqu'à 1 heure p.m.)
 Les dimanches, Le 1er de l'An;
 Le 2 janvier, Le lundi de Pâques;
 Le Vendredi Saint
 (à partir de 2 h. p.m.) La St-Jean-Baptiste;
 Le 1er juillet, La Fête du Travail;
 La Fête de Noël, Le lendemain de Noël.

6. Section VII will be replaced by the following:
 "VII. *General holidays with pay*: In establishments governed by the present decree, no work shall be performed on:

1. Mondays (grocery stores: all day)
 (other retail outlets: until 1:00 p.m.)
 Sundays; New Year's Day;
 January 2nd; Easter Monday;
 Good Friday
 (from 2:00 p.m. on); St. John the Baptist Day;
 July 1st; Labour Day;
 Christmas Day; December 26th.

Note: lorsqu'il y a une fête chômée dans une semaine, le lundi devient jour ouvrable et le taux simple s'applique.

2. Pour chaque fête chômée et payée qui suit:

Le 1er de l'an;	Le 2 janvier;
Le Vendredi Saint (à partir de 2 h. p.m.)	Le lundi de Pâques;
La St-Jean-Baptiste,	Le 1er juillet;
La Fête du Travail,	La Fête de Noël;
Le lendemain du jour de Noël.	

Le montant remis à chaque salarié représentera le salaire qu'il aurait effectivement gagné s'il avait travaillé les heures régulières d'une semaine normale. Les fêtes de Noël, Jour de l'An, la St-Jean-Baptiste, le 1er juillet, la Fête du Travail sont payées quelque soit le jour où elles tombent.

3. Tout travail exécuté pendant l'un des jours de fête chômés et payés énumérés au paragraphe 2, ainsi que le lundi ou le lundi matin, selon le cas, sera rémunéré au taux de salaire et demi, en plus du paiement de la fête.

4. Tout travail exécuté le dimanche sera payé au taux de salaire double, et celui exécuté le lundi au cours d'une semaine régulière sera payé au taux de salaire et demi.

5. Advenant le cas où les établissements seraient obligés de fermer trois (3) jours consécutifs, une (1) journée de congé sera reportée à une date ultérieure, après entente entre l'employeur et ses employés.

7° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

« VIII. *Congé annuel:* Les salariés régis par le présent décret auront droit, chaque année, aux vacances payées comme suit:

1. Moins d'un an de service continu, une demi-journée ($\frac{1}{2}$ journée) par mois à 2% du salaire total gagné durant l'année;

Après un (1) an de service continu, une (1) semaine à 2% du salaire total gagné durant l'année.

2. Après trois (3) ans de service, continu, deux (2) semaines à 4% du salaire total gagné durant l'année.

À partir de la quatrième année, une (1) journée additionnelle sera ajoutée chaque année jusqu'à un maximum de trois (3) semaines.

Les jours additionnels sont payables au taux de salaire régulier.

3. La computation de l'indemnité pour vacances payées sera comptée pour le salaire gagné durant la période s'étendant du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année courante selon les conditions du présent article 7.

4. Les vacances seront consécutives, sauf pour la troisième (3e) semaine dont la période sera déterminée après entente entre l'employeur et le ou les salariés concernés. Les vacances sont accordés suivant l'ordre d'ancienneté. La période de prise de vacances s'étend du 1er mai au 15 septembre de l'année en cours, à moins d'une entente contraire par écrit entre l'employé et son employeur.

5. Avant le départ du salarié pour ses vacances, l'employeur doit lui payer sa rémunération de vacances.

6. Si l'un ou l'autre des jours chômés et payés mentionnés à l'article VI qui précède coïncide avec l'un des jours ouvrables d'une période de vacances, ce congé est remis à l'employé immédiatement à la suite de ses vacances.

Note: When a general holiday occurs in a given week, Monday becomes a working day at straight time.

2. Each of the following general holidays with pay:

New Year's Day;	January 2nd;
Good Friday (from 2:00 p.m. on);	Easter Monday;
St. John the Baptist Day;	July 1st;
Labour Day;	Christmas Day;
December 26th.	

Every employee shall receive his full week's wages, just as though he had worked a standard work week. Christmas Day, New Year's Day, St. John the Baptist Day, July 1st, Labour Day are general holidays with pay regardless of the day they may fall on.

3. Time and one half holiday pay shall be paid for all work performed on any of the general holidays with pay listed in subsection 2 above as well as on Mondays or Monday mornings, as the case may be.

4. Double time shall be paid for work performed on Sundays and time and one half shall be paid for work performed on Monday of a standard work week.

5. Should establishments have to close for three (3) consecutive days, one (1) day's holiday shall be transferred to a later date after agreement between employer and employees.

7. Section VIII will be superseded by the following:

« VIII. *Annual vacation with pay:* Employees governed by this decree shall be entitled to the following annual vacation with pay:

1. Less than one year's continuous service: one half-day for each month's service, paid at 2% of total wages earned during the year;

After one year's continuous service: two (2) weeks paid at 2% of total wages earned during the year.

2. After three (3) years' continuous service: two (2) weeks paid at 4% of total wages earned during the year.

From the fourth year on, one (1) extra day shall be added yearly up to a maximum of three (3) weeks.

Extra days are payable at straight time.

3. Vacation pay shall be calculated according to wages earned from the previous May 1st to the then current April 30th, and according to the stipulations of section VIII hereof.

4. Vacations shall be taken consecutively except the third (3rd) week which may be taken at a time agreed upon by the employer and employee(s) concerned. Vacation dates shall be granted according to seniority. Vacations are to be taken between May 1st and September 15th of the then current year, unless otherwise agreed upon in writing by the employer and his employee.

5. Vacation pay shall be given an employee before he leaves on vacation.

6. Should one of the general holidays with pay listed in section VI above fall on a working day of vacation period, such day(s) shall be added to the employee's vacation.

7. Lors de la résiliation du contrat de travail le salarié aura droit à une indemnité pour les vacances annuelles qu'il a accumulées conformément aux dispositions 1 et 2 qui précèdent.»

8° L'article XII sera remplacé par le suivant:

« XII. *Maladie*: 1. Tout salarié, régi par le présent décret a droit à cinq (5) jours ouvrables de maladie payés par année, non cumulatifs.

2. L'employé absent pour cause de maladie devra recevoir une rémunération pour chaque jour de congé de maladie à son crédit équivalente au salaire qu'il aurait effectivement gagné s'il avait travaillé les heures régulières d'une semaine normale.

3. Sur demande de l'employeur, le salarié concerné doit fournir un certificat médical indiquant qu'il ne peut travailler pour cause de maladie, et la date probable de son retour au travail.

L'employeur aura droit de faire vérifier le certificat du médecin de l'employé par un médecin de son choix.»

9° L'article XIII sera remplacé par les suivants:

« XIII. *Congés sociaux*: Tout salarié a droit aux congés sociaux suivants sans perte de salaire:

a) Dans le cas du décès du père, de la mère, du conjoint, d'un enfant, du frère ou d'une soeur
..... trois (3) jours;

b) Dans le cas du décès du père ou de la mère de son conjoint, son grand-père, sa grand-mère grand-père, sa grand-mère ou d'un beau-frère ou d'une belle-soeur..... un (1) jour;

c) Dans le cas de la naissance d'un enfant...
..... un (1) jour;

d) À l'occasion du mariage d'un enfant....
..... un (1) jour.

2. Dans tous les cas, le salarié doit prévenir son supérieur immédiat avant son départ, et seuls les jours ouvrables sont payés.

XIV. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et il demeure en vigueur jusqu'au 20 juin 1969.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant la date d'expiration dudit décret ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourrout désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 mai 1968.

24575-0

7. Should a work contract be cancelled, the employee shall be entitled to an annual vacation pay accumulated as per the provisions of the foregoing subsections 1 and 2."

8. Section XII will be replaced by the following:

"XII. *Sick-leave*: 1. Every employee covered by this decree is entitled to five (5) working days' sick leave with pay per year which are non-cumulative.

2. The employee who is on sick leave shall be paid, for each day's sick leave he is entitled to, the same wages he would have earned had he worked a standard work week.

3. At the employer's request, the employee concerned shall supply a physician's certificate stating that he could not work due to illness and the proposed date of his return to work.

The employer may have the physician's certificate verified by another physician of his choice."

9. Section XIII will be superseded by the following:

"XIII. *Special leave*: 1. Every employee is entitled to the following special leave without loss in pay:

(a) death of a father, mother, spouse, child, brother or sister: three (3) days;

(b) death of rather-in-law, mother-in-law, grandfather, grandmother, brother-in-law or sister-in-law: one (1) day;

(c) birth of a child: one (1)-day;

(d) wedding of a child: one (1) day.

2. In all of the above instances, the employee shall notify his immediate superior before leaving. Only working days shall be paid.

XIV: *Term of the decree*: The present decree becomes effective on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until June 20, 1969.

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to the expiry date of the said decree or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 18, 1968.

24575-0

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD, } ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Léry, comté de Châteauguay, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 88 modifiant son règlement numéro 72 ayant pour effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Châteauguay;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Châteauguay, par son règlement numéro 321, concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la ville de Léry;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1154, en date du 5 avril 1968, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, les règlements numéros 88 du conseil municipal de la ville de Léry et 321 du conseil municipal de la ville de Châteauguay entreront en vigueur.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

24574-0 *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, } WHEREAS the municipal council of the town of de Léry, county of Châteauguay, has submitted for approval, its by-law number 88 modifying its by-law number 72 having for effect to submit the territory of said municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Châteauguay;

WHEREAS the municipal council of the town of Châteauguay, by its by-law number 321, has concurred with the terms of the said by-law adopted by the municipal council of the town of de Léry;

WHEREAS, under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1154, dated April 5, 1968, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do hereby decree that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, by-laws number 88 of the municipal council of the town of de Léry and number 321 of the municipal council of the town of Châteauguay will come into force.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Second day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-eight and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

24574 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province de
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUNARD, { ATTENDU qu'en vertu de l'article 25 de la Loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 72, intitulée « Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives », ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au 28 mai 1968 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1369, en date du 13 mai 1968, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la Loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 72, intitulée « Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives », soit fixée au 28 mai 1968.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

24574-0

Canada,
Province de
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Canada,
Province of
Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUNARD, { WHEREAS pursuant to section 25 of Act 15-16 Elizabeth II, chapter 72, entitled "Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act", the said act will come into force on the date that the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation;

WHEREAS it is expedient to fix May 28, 1968, as the date of the coming into force of this act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1369, dated May 13, 1968, We have decreed and ordered and, hereby, decree and order that the coming into force of Act 15-16 Elizabeth II, chapter 72, entitled "Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act" be fixed on May 28, 1968.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifteenth day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-eight and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

24574

Canada,
Province of
Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. { ATTENDU, que dans l'intérêt de la bonne administration de la justice dans le district judiciaire de Montréal, il a été recommandé que le nouveau Centre de Prévention, situé à 1701 rue Parthenais, Montréal, et occupant les dixième, onzième, douzième et treizième étages de l'édifice, soit déclaré prison commune du district de Montréal, sous le nom de « Centre de Prévention de Montréal ».

ATTENDU qu'il y a lieu de donner suite à cette recommandation.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1203, en date du 17 avril 1968, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que sous l'autorité de l'article 5 de la Loi des Palais de Justice et des Prisons (Statuts refondus, 1964, chapitre 37), le Centre de Prévention de Montréal, situé aux dixième, onzième, douzième et treizième étages de l'édifice, 1701, rue Parthenais, Montréal, soit utilisé comme prison commune pour le district de Montréal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

24574-o *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. { ATTENDU qu'une nouvelle prison a été construite à Cowansville et inaugurée, samedi le 6 avril 1968;

ATTENDU que cette nouvelle prison constitue une annexe au palais de justice de Cowansville et qu'il y aurait lieu de la déclarer prison commune du district.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, *Deputy Attorney General.* { WHEREAS in the interest of the good administration of Justice in the judicial

district of Montreal, a recommendation was made that the "Centre de Prévention", situated at 1701 Parthenais Street, Montreal, and occupying the tenth, eleventh, twelfth and thirteenth floors of the building, be declared common gaol of the district of Montreal, under the name of "Centre de Prévention de Montréal".

WHEREAS it is expedient to grant this recommendation.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1203, dated April 17, 1968, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that under the authority of section 5 of the Court House and Gaol Act (Revised Statutes, 1964, chapter 37), the "Centre de Prévention de Montréal", situated on the tenth, eleventh, twelfth and thirteenth floors of the building, 1701 Parthenais Street, Montreal, be used as a common gaol for the district of Montreal.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this second day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-eight and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

24574 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, *Deputy Attorney General.* { WHEREAS a new gaol was built at Cowansville and inaugurated on Saturday, April 6, 1968;

WHEREAS this new gaol forms an annex to the Court House of Cowansville and it is expedient to declare it as common gaol of the district.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1247, en date du 24 avril 1968, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que, sous l'autorité de l'article 5 de la Loi des Palais de Justice et des Prisons (Statuts refondus, 1964, chapitre 37), cette nouvelle prison constituant une annexe au palais de justice de Cowansville et inaugurée le 6 avril 1968, soit déclarée prison commune du district de Bedford.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

24574-o *Le sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1247, dated April 24, 1968, We have decreed and ordered and, hereby, decree and order that, under the authority of section 5 of the Court Houses and Gaols Act (Revised Statutes, 1964, chapter 37), this new gaol forms an annex to the Court House of Cowansville and inaugurated on April 6, 1968, be declared as common gaol for the district of Bedford.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-eight and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

24574 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Quebec Agricultural Marketing Board

Projet de plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section II)

Règlement

Vu le projet de plan conjoint déposé en vertu de la section IV de la Loi des marchés agricoles du Québec par Messieurs:

Lionel Labelle,
Martial Richer,
Henri Piché,
Aurèle Gauthier,
Philippe Alarie,
Henri Villenne,
Ulric Dufort,
Lucien Paquette,
Rolland Cloutier,
Jean-Paul Maccabée,
Fernand Dubuque,
Alphonse Cousineau,
Philippe Bigras,
Wilfrid Lahaie,
Marcel Lajeunesse,
Fernand Dion,
Louis-Philippe Legault,
Marcel Daoust,
Paul-Émile Gratton,
Rémi Lalande,
Pierre Pilon,
Lionel Girard,
Bernard Rhéaume,

Brébeuf,
Lac Supérieur,
Brébeuf,
Brébeuf,
St-Jovite,
St-Lucie,
St-Luciel,
St-Agrico,
Lantier,
St-Jérôme,
St-Jérôme
St-Scholastique,
St-Canut,
St-Sophie,
St-Canut,
St-Canut,
St-Hermas,
St-Hermas,
St-Benoit,
St-Scholastique,
St-Joseph,
Oka,
St-Scholastique,

Comté Terrebonne-County
Comté Terrebonne-County
Comté Terrebonne-County
Comté Terrebonne-County
Comté Terrebonne-County
Comté Terrebonne-County
Comté Terrebonne-County
Comté Terrebonne-County
Comté Terrebonne-County
Comté Terrebonne-County
Comté Terrebonne-County

Cté Deux-Montagnes-Two-Mountains-Co.
Cté Deux-Montagnes-Two-Mountains-Co.
Cté de Terrebonne Co.
Cté Deux-Montagnes-Two-Mountains-Co.
Cté Deux-Montagnes-Two-Mountains-Co.
Cté Deux-Montagnes-Two-Mountains-Co.
Cté Deux-Montagnes-Two-Mountains-Co.
Cté Deux-Montagnes-Two-Mountains-Co.
Cté Deux-Montagnes-Two-Mountains-Co.
Cté Deux-Montagnes-Two-Mountains-Co.
Cté Deux-Montagnes-Two-Mountains-Co.
Cté Deux-Montagnes-Two-Mountains-Co.

tous producteurs mettant en marché le produit agricole visé par le projet de plan conjoint;

Vu la décision No 699 rendue par la Régie des marchés agricoles du Québec le 24 avril 1968;

Vu les articles 24 et 25 de la Loi des marchés agricoles du Québec;

Draught of a Joint Plan of wood producers of the Laurentides (Section II)

By-law

Considering the draught of the joint plan filed pursuant to section IV of the Quebec Agricultural Marketing Act by Messrs:

all producers marketing the agricultural product affected by the draught of the joint plan;

Considering resolution number 699 adopted by the Quebec Agricultural Marketing Board on April 24, 1968;

Considering sections 24 and 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act;

En conséquence, la Régie des marchés agricoles du Québec ordonne et décide par le présent règlement No 171 ce qui suit, savoir:

1^o Pour être considéré comme un producteur intéressé, au sens de l'article 25 de la Loi des marchés agricoles et avoir voix au référendum tenu par la Régie en marge du projet de plan conjoint des producteurs de bois des Laurentides (Section II), il faut être possesseur, à quelque titre que ce soit, d'un boisement couvrant une superficie de dix (10) acres et plus, sis dans les comtés municipaux de Terrebonne et Deux-Montagnes et les îles de Montréal, Jésus et Bizard et mettre ce produit en marché.

2^o Au surplus, pour avoir droit de vote au référendum, tout producteur intéressé doit faire inscrire ses nom et adresse sur la liste officielle établie selon la procédure édictée par le présent règlement. Seuls les producteurs intéressés dont les noms sont inscrits sur la liste finale de la Régie auront le droit de se prononcer en faveur ou contre le plan conjoint proposé et qui fait l'objet du présent référendum.

3^o Les requérants doivent établir, au meilleur de leur connaissance, une liste des producteurs intéressés au sens de l'article 1 du présent règlement et la déposer au bureau de la Régie.

4^o La Régie procédera alors à une vérification de cette liste en s'informant auprès de toute personne ou association susceptible, selon elle, de la renseigner sur les personnes remplissant les conditions prescrites à l'article 1.

À l'aide de ces renseignements, la Régie modifie, le cas échéant, la liste soumise par les requérants et envoie une copie du projet de plan conjoint, avec un bulletin de vote, aux producteurs intéressés dont les noms apparaissent sur la liste telle que modifiée ou approuvée par la Régie.

5^o Pour voter, le producteur doit indiquer sur le bulletin que la Régie lui a fait parvenir, s'il approuve ou non le projet de plan conjoint proposé dont il a reçu copie. Après avoir indiqué son choix, il remet le bulletin dans une enveloppe spéciale qu'il a reçue à cet effet, et le retourne à la Régie selon les modalités indiquées dans la lettre accompagnant le projet de plan conjoint.

6^o Après l'envoi des bulletins de vote aux producteurs susdits, la Régie fait publier un avis dans au moins deux journaux distribués dans le territoire visé par le projet de plan conjoint. Cet avis mentionne le nom des requérants, le produit visé et les qualités requises pour avoir voix au référendum.

7^o Quiconque croit avoir les qualités requises pour voter et n'a pas reçu le bulletin de vote lors de la publication de cet avis doit, pour être considéré comme un producteur intéressé et être inscrit sur la liste de la Régie, en faire la demande à la Régie dans le délai indiqué à l'article 8.

8^o Les producteurs qui ont les qualités requises ont jusqu'au 4 juin 1968 pour faire inscrire leur nom sur la liste des producteurs intéressés. Après cette date, la liste approuvée ou modifiée par la Régie sera considérée complète et finale pour les fins du référendum et sera présumée contenir les noms de tous les producteurs intéressés.

9^o La Régie fera procéder au dépouillement des bulletins de vote le 18 juin 1968, à 2 heures 30 p.m.

Québec, ce 24 avril 1968.

Régie des marchés agricoles du Québec.

Le secrétaire-intérimaire,

ROCH MORIN.

24632-0

Therefore, the Quebec Agricultural Marketing Board orders and determines the following, by the present by-law number 171, to wit:

1. To be considered an interested producer in the sense of section 25 of the Agricultural Marketing Act, and to have a vote in the referendum held by the Board on the draught of the joint plan, of wood producers of the Laurentians (Section II), one must be the owner, for any purpose whatsoever, of a wooded lot covering an area of ten acres and more, situated in the municipal counties of Terrebonne and Two-Mountains and the islands of Montreal, Jesus and Bizard and market this product.

2. Moreover, in order to have a vote in the referendum, all interested producers must have their name and address inscribed on the official list drawn up in accordance with the procedure set forth in this by-law. Only interested producers whose names are inscribed on the final list of the Board shall have the right to express themselves in favour of or against the proposed joint plan which is the purpose of this referendum.

3. The petitioners shall establish, to the best of their knowledge, a list of interested producers in the sense of section 1 of this by-law and shall file it in the Board's office.

4. The Board shall then proceed to verify this list by inquiring of any person or association capable, according to it, to supply information on the persons meeting the conditions prescribed in section 1.

With the help of such information, the Board amends, if need be, the list submitted by the petitioners, and sends a copy of the draught of the joint plan, with a ballot, to those interested producers whose names appear on the list approved by the Board.

5. In order to vote, the producer shall indicate on the ballot sent to him by the Board whether or not he approved of the proposed joint plan of which he received a copy. After having indicated his choice, he returns the ballot in the special envelope which he received for this purpose to the Board, according to the methods described in the letter accompanying the draught of the joint plan.

6. After sending the ballots to the aforementioned producers, the Board publishes a notice in at least two newspapers published in the territory mentioned in the draught of the joint plan. Such notice mentions the name of the petitioner, the product concerned and the qualifications required to have a vote at the referendum.

Whosoever believes he has the qualifications necessary to vote, and who has not received a ballot at the time of publication of this notice shall, in order to be considered an interested producer, and to be inscribed on the Board's list, so request the Board within the delay indicated in section 8.

8. The producers who have the necessary qualifications have until June 4, 1968, to have their name and address inscribed on the list of interested producers. After that date, the list as approved or amended by the Board will be considered complete and final for the purposes of the referendum and will be presumed to contain the names of all the interested producers.

9. The Board will then proceed to count the ballots on June 18, 1968, at 2:30 p.m.

Québec, April 24, 1968.

Quebec Agricultural Marketing Board.

ROCH MORIN,
Interim Secretary.

24632

Soumissions

**Les Commissaires d'écoles pour la
municipalité de Châteauguay
Comté de Châteauguay**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé M. Maurice Casavant, secrétaire-trésorier, Bureau de la Commission Scolaire, 73, Boul. d'Anjou, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 5 juin 1968, pour l'achat de \$161,000 d'obligations des Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Châteauguay, comté de Châteauguay, P.Q., datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½% ni supérieur à 7½% payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 28 décembre 1967 — \$161,000 — Dépense en immobilisation et achat de terrain.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — \$161,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1969	\$ 3,500
1er juin 1970	4,000
1er juin 1971	4,500
1er juin 1972	4,500
1er juin 1973	5,000
1er juin 1974	5,500
1er juin 1975	6,000
1er juin 1976	6,000
1er juin 1977	6,500
1er juin 1978	7,000
1er juin 1979	7,500
1er juin 1980	8,500
1er juin 1981	9,000
1er juin 1982	9,500
1er juin 1983	10,500
1er juin 1984	11,000
1er juin 1985	12,000
1er juin 1986	12,500
1er juin 1987	13,500
1er juin 1988	14,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Tenders

**The School Commissioners for the
Municipality of Châteauguay
County of Châteauguay**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. Maurice Casavant, secretary-treasurer, school commission office, 73 d'Anjou Blvd., Châteauguay Centre, county of Châteauguay, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Wednesday, June 5, 1968 for the purchase of an issue of \$161,000 of bonds for the School Commissioners for the municipality of Châteauguay, county of Châteauguay, P.Q., dated June 1, 1968 and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated December 28, 1967 — \$161,000 — Immobilization expenses and purchase of land.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — \$161,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1969	\$ 3,500
June 1, 1970	4,000
June 1, 1971	4,500
June 1, 1972	4,500
June 1, 1973	5,000
June 1, 1974	5,500
June 1, 1975	6,000
June 1, 1976	6,000
June 1, 1977	6,500
June 1, 1978	7,000
June 1, 1979	7,500
June 1, 1980	8,500
June 1, 1981	9,000
June 1, 1982	9,500
June 1, 1983	10,500
June 1, 1984	11,000
June 1, 1985	12,000
June 1, 1986	12,500
June 1, 1987	13,500
June 1, 1988	14,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'Écoles qui sera tenue mercredi, le 5 juin 1968 à 8.30 heures du soir, Bureau de la Commission Scolaire, 73, Boul. d'Anjou, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q.

Les Commissaires d'Écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay, (Comté de Châteauguay), ce 8 mai 1968.

Le secrétaire-trésorier,
MAURICE CASAVANT.

Bureau de la Commission Scolaire,
73, Boul. d'Anjou,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6737, code 514. 24605-0

**Les Commissaires d'écoles pour la
municipalité de la ville
de Charlesbourg
Comté de Chauveau**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné M. Claude Laliberté, secrétaire-trésorier, Bureau de la Commission Scolaire, 7575, boulevard Henri Bourassa, Charlesbourg, comté de Chauveau, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 juin 1968, pour l'achat de \$406,000 d'obligations des Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Charlesbourg, comté de Chauveau, P.Q., datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 9 mai 1967 — \$406,000 — construction des écoles Bon-Pasteur — Le Plateau et achat de terrains.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — \$406,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1969.....x	\$41,000
1er juin 1970.....x	44,000
1er juin 1971.....x	47,000
1er juin 1972.....x	51,000
1er juin 1973.....	8,000
1er juin 1974.....	8,000
1er juin 1975.....	9,000
1er juin 1976.....	9,000
1er juin 1977.....	10,000
1er juin 1978.....	11,000
1er juin 1979.....	12,000
1er juin 1980.....	13,000
1er juin 1981.....	14,000
1er juin 1982.....	15,000
1er juin 1983.....	16,000
1er juin 1984.....	17,000
1er juin 1985.....	18,000
1er juin 1986.....	19,000
1er juin 1987.....	21,000
1er juin 1988.....	23,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$188,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en (4) versements annuels égaux de \$47,000 chacun, de 1969 à 1972 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, June 5, 1968, at 8:30 o'clock p.m., at the school commission office, 73 d'Anjou Blvd., Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay, (County of Châteauguay), May 8, 1968.

MAURICE CASAVANT,
Secretary-Treasurer.

School Commission Office,
73, d'Anjou Blvd.,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6737, code 514. 24605

**The School Commissioners for the
Municipality of the Town
of Charlesbourg
County of Chauveau**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. Claude Laliberté, secretary-treasurer, School Commission Office, 7575 Henri-Bourassa Boulevard, Charlesbourg, county of Chauveau, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 4, 1968, for the purchase of an issue of \$406,000 of bonds for the School Commissioners for the municipality of the town of Charlesbourg, county of Chauveau, P.Q., dated June 1, 1968, and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 9, 1967 — \$406,000 — Construction of Bon-Pasteur Schools — Le Plateau and purchase of land.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — \$406,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1969.....x	\$41,000
June 1, 1970.....x	44,000
June 1, 1971.....x	47,000
June 1, 1972.....x	51,000
June 1, 1973.....	8,000
June 1, 1974.....	8,000
June 1, 1975.....	9,000
June 1, 1976.....	9,000
June 1, 1977.....	10,000
June 1, 1978.....	11,000
June 1, 1979.....	12,000
June 1, 1980.....	13,000
June 1, 1981.....	14,000
June 1, 1982.....	15,000
June 1, 1983.....	16,000
June 1, 1984.....	17,000
June 1, 1985.....	18,000
June 1, 1986.....	19,000
June 1, 1987.....	21,000
June 1, 1988.....	23,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$188,000 granted by the Provincial Government and payable in 4 equal annual instalments of \$47,000 each, from 1969 to 1972 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans le procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ont.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 4 juin 1968, à 8 heures du soir, Bureau de la Commission Scolaire, 7575, boulevard Henri Bourassa, Charlesbourg, comté de Chauveau, P.Q.

Les Commissaires d'Écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Charlesbourg, (Comté de Chauveau), ce 7 mai 1968.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE LALIBERTÉ.

Bureau de la Commission Scolaire,
7575, boulevard Henri Bourassa,
Charlesbourg, (Chauveau), P.Q.
Téléphone: 626-2340, code 418. 24604

Ville de Mont Saint-Hilaire
Comté de Rouville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Yves Lacroix, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 100, Boulevard Centre Civique, Mont St-Hilaire, comté de Rouville, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 3 juin 1968, pour l'achat de \$443,500 d'obligations de la ville de Mont St-Hilaire, comté de Rouville, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements nos: 171 — \$1,500 — aqueduc; 191 — \$15,000 — usine de filtration; 201 — \$28,000 — camion à incendies; 230 — \$311,800 — aménagement extérieur du centre civique; 234 — \$1,800 — éclairage; 237 — \$14,400 — travaux et études topographiques; 246 — \$5,000 — usine de filtration; 249 — \$50,000 — fonds de roulement; 254 — \$16,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto, Ont.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, June 4, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at the School Commission Office, 7575 Henri-Bourassa Boulevard, Charlesbourg, county of Chauveau, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Charlesbourg, (County of Chauveau), May 7, 1968.

CLAUDE LALIBERTÉ,
Secretary-Treasurer.

School Commission Office,
7575 Henri-Bourassa Boulevard,
Charlesbourg, (Chauveau) P.Q.
Telephone: 626-2340, code 418. 24604

Town of Mont Saint-Hilaire
County of Rouville

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Yves Lacroix, secretary-treasurer, Town Hall, 100 Centre Civique Boulevard, Mont St-Hilaire, county of Rouville, P.Q., until 8.30 o'clock, p.m., Monday, June 3, 1968, for the purchase of an issue of \$443,500 of bonds for the Town of Mont Saint-Hilaire, county of Rouville, dated June 1, 1968, and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however a different rate of interest could, in addition to the initial interest, be accepted in the case of bonds issued as 10-year or 15-year short-term bonds, or 20-year fixed bonds, provided that the amounts thus issued at this different rate, be for whole terms, bearing in mind the maturity tables appearing in the present notice.

By-law Nos: 171 — \$1,500 — aqueduct; 191 — \$15,000 — filtration plant; 201 — \$28,000 — fire truck; 230 — \$311,800 — exterior preparation of civic centre; 234 — \$1,800 — lighting; 237 — \$14,400 — topographical works and studies; 246 — \$5,000 — filtration plants; 249 — \$50,000 — working capital; 254 — \$16,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Tableau d'amortissement — \$443,500 — 20 ans Table of redemption — \$443,500 — 20 years

Année	Capital	Year	Capital
1er juin 1969.....	\$15,500	June 1, 1969.....	\$15,500
1er juin 1970.....	18,000	June 1, 1970.....	18,000
1er juin 1971.....	19,000	June 1, 1971.....	19,000
1er juin 1972.....	21,000	June 1, 1972.....	21,000
1er juin 1973.....	22,000	June 1, 1973.....	22,000
1er juin 1974.....	19,000	June 1, 1974.....	19,000
1er juin 1975.....	21,000	June 1, 1975.....	21,000
1er juin 1976.....	22,000	June 1, 1976.....	22,000
1er juin 1977.....	23,000	June 1, 1977.....	23,000
1er juin 1978.....	23,000	June 1, 1978.....	23,000
1er juin 1979.....	21,000	June 1, 1979.....	21,000
1er juin 1980.....	22,000	June 1, 1980.....	22,000
1er juin 1981.....	22,000	June 1, 1981.....	22,000
1er juin 1982.....	23,000	June 1, 1982.....	23,000
1er juin 1983.....	23,000	June 1, 1983.....	23,000
1er juin 1984.....	21,000	June 1, 1984.....	21,000
1er juin 1985.....	22,000	June 1, 1985.....	22,000
1er juin 1986.....	23,000	June 1, 1986.....	23,000
1er juin 1987.....	25,000	June 1, 1987.....	25,000
1er juin 1988.....	38,000	June 1, 1988.....	38,000

De plus des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$2,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéance de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1988 au montant de \$38,000 comprend un solde de \$12,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échant comme suit:

Année	Capital
1er juin 1989.....	1,000
1er juin 1990.....	1,000
1er juin 1991.....	1,000
1er juin 1992.....	1,000
1er juin 1993.....	1,000
1er juin 1994.....	1,000
1er juin 1995.....	1,000
1er juin 1996.....	1,000
1er juin 1997.....	2,000
1er juin 1998.....	2,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mont St-Hilaire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$38,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$38,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation,

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being partly 10-year short-term and partly 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter amount be not less than \$2,000, and, if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, starting at the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The June 1, 1988 maturity, in the amount of \$38,000 includes a balance of \$12,000, renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
June 1, 1989.....	1,000
June 1, 1990.....	1,000
June 1, 1991.....	1,000
June 1, 1992.....	1,000
June 1, 1993.....	1,000
June 1, 1994.....	1,000
June 1, 1995.....	1,000
June 1, 1996.....	1,000
June 1, 1997.....	2,000
June 1, 1998.....	2,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Mont St-Hilaire

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially, or serially and as 20-year fixed-term, for an amount equal to or less than \$38,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term for an amount greater than \$38,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st

au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 3 juin 1968, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 100, Boulevard Centre Civique, Mont St-Hilaire, comté de Rouville, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont Saint-Hilaire, (Comté de Rouville), ce 9 mai 1968.

Le secrétaire-trésorier,
YVES LACROIX.

Hôtel de ville, 100, Boul. Centre Civique,
Mont St-Hilaire, (Rouville), P.Q.
Téléphone: 467-2854, code 514. 24654-0

Ville de Plessisville
Comté de Mégantic

Avis de correction

Veuillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions de la Ville de Plessisville, comté de Mégantic, qui a paru dans la *Gazette officielle de Québec*, du 11 mai 1968 à la page 2821, l'échéance du 1er juin 1994, du tableau d'amortissement de la partie renouvelable au montant de \$462,000 aurait dû se lire: \$16,000 au lieu de \$15,000 tel que mentionné dans ledit avis.

Tous les autres détails contenus dans ledit avis de demande de soumissions demeurent inchangés.

Plessisville, (Comté de Mégantic), ce 14 mai 1968.

Le secrétaire-trésorier,
BENOIT LALIBERTÉ.

Hôtel de Ville, 1700, St-Calixte, C.P. 850,
Plessisville, (Mégantic), P.Q.
Téléphone: 362-7155, code 819. 24509x

Cité de Saint-Jérôme
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Maurice, greffier, Hôtel de Ville, 280, rue Labelle, St-Jérôme, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 3 juin 1968, pour l'achat de \$860,000 d'obligations de la cité de St-Jérôme, comté de Terrebonne, datées du 1er juin 1968, et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement pour chacune des séries indiquées plus bas, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans, 15 ans ou 20 ans, ou à terme fixe 20 ans, selon le cas, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, June 3, 1968, at 8.30 o'clock p.m., at the Town Hall, 100 Centre Civique Boulevard, Mont St-Hilaire, county of Rouville, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Mont Saint-Hilaire, (County of Rouville), May 9, 1968.

YVES LACROIX,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 100 Centre Civique Boulevard,
Mont St-Hilaire, (Rouville), P.Q.,
Telephone: 467-2854, code 514. 24654

Town of Plessisville
County of Mégantic

Notice of correction

Kindly note, that in the notice of call for tenders published on page 2821 of the *Quebec Official Gazette* of May 11th, 1968, the June 1st, 1994 maturity in the schedule of reimbursement in the renewable part for an amount of \$462,000 should be read: \$16,000 instead of \$15,000 as mentioned in the said notice.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Plessisville, (County of Mégantic), this May 14, 1968.

BENOIT LALIBERTÉ,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1700 St. Calixte, P.O. Box 850,
Plessisville, (Mégantic), P.Q.
Telephone: 362-7155, code 819. 24509x

City of Saint-Jérôme
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Gérard Maurice, City Clerk, City Hall, 280 Labelle St., St-Jérôme, county of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 3, 1968, for the purchase of an issue of \$860,000 of bonds for the city of St-Jérôme, county of Terrebonne, dated June 1, 1968, and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively for each of the series indicated below, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, a different rate of interest may, in addition to the initial rate of interest, be accepted in the case of bonds issued as ten-year, fifteen-year or twenty-year short-term bonds, or as twenty-year fixed-term bonds, as the case may be, provided that the amounts so issued, at such different rate, be for entire maturities, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice.

L'émission globale est divisé de la manière suivante:

Série « A » au montant de \$466,000 d'obligations, émises en vertu des règlements numéros C-487 — \$116,000 — fins industrielles; C-489 — \$350,000 — fins industrielles, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juin 1969.....	\$11,000
1er juin 1970.....	12,000
1er juin 1971.....	13,000
1er juin 1972.....	14,000
1er juin 1973.....	15,000
1er juin 1974.....	16,000
1er juin 1975.....	17,000
1er juin 1976.....	18,000
1er juin 1977.....	20,000
1er juin 1978.....	21,000
1er juin 1979.....	22,000
1er juin 1980.....	24,000
1er juin 1981.....	26,000
1er juin 1982.....	27,000
1er juin 1983.....	29,000
1er juin 1984.....	31,000
1er juin 1985.....	34,000
1er juin 1986.....	36,000
1er juin 1987.....	39,000
1er juin 1988.....	41,000

De plus, pour cette série « A », des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans.

Les obligations émises en vertu de la série « A » seront rachetables par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute date d'échéance des intérêts.

Série « B » au montant de \$394,000 d'obligations, émises en vertu des règlements numéros C-448 (C-461) — \$15,900 — aqueduc, égouts; C-456 — \$1,600 — voirie, aqueduc, égouts; C-465 — \$22,500 — voirie; C-466 — \$35,500 — voirie, aqueduc, égouts; C-476 — \$72,000 — voirie, aqueduc, égouts; C-481 — \$59,500 — voirie, aqueduc, égouts; C-491 — \$62,000 — aqueduc, égouts, services récréatifs; C-494 — \$125,000 — voirie, services récréatifs, bâtisses et terrains, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juin 1969.....	\$20,000
1er juin 1970.....	21,000
1er juin 1971.....	22,000
1er juin 1972.....	24,000
1er juin 1973.....	25,000
1er juin 1974.....	23,000
1er juin 1975.....	24,000
1er juin 1976.....	26,000
1er juin 1977.....	28,000
1er juin 1978.....	30,000
1er juin 1979.....	11,000
1er juin 1980.....	12,000
1er juin 1981.....	12,000
1er juin 1982.....	13,000
1er juin 1983.....	14,000
1er juin 1984.....	15,000
1er juin 1985.....	16,000
1er juin 1986.....	17,000
1er juin 1987.....	18,000
1er juin 1988.....	23,000

De plus, pour cette série « B », des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues

The entire issue is divided as follows:

"A" Series in the amount of \$466,000 of bonds, issued pursuant to by-laws numbers C-487 — \$116,000 — industrial purposes; C-489 — \$350,000 — industrial purposes, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
June 1, 1969.....	\$11,000
June 1, 1970.....	12,000
June 1, 1971.....	13,000
June 1, 1972.....	14,000
June 1, 1973.....	15,000
June 1, 1974.....	16,000
June 1, 1975.....	17,000
June 1, 1976.....	18,000
June 1, 1977.....	20,000
June 1, 1978.....	21,000
June 1, 1979.....	22,000
June 1, 1980.....	24,000
June 1, 1981.....	26,000
June 1, 1982.....	27,000
June 1, 1983.....	29,000
June 1, 1984.....	31,000
June 1, 1985.....	34,000
June 1, 1986.....	36,000
June 1, 1987.....	39,000
June 1, 1988.....	41,000

Moreover, for this "A" Series, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds.

The bonds issued pursuant to "A" series will be redeemable by anticipation, wholly or partially, at par, on any interest maturity date.

"B" Series in the amount of \$394,000 of bonds, issued pursuant to by-laws numbers C-448 (C-461) — \$15,900 — aqueduct, sewers; C-456 — \$1,600 — roads, aqueduct, sewers; C-465 — \$22,500 — roads; C-466 — \$35,500 — roads, aqueduct, sewers; C-476 — \$72,000 — roads, aqueduct, sewers; C-481 — \$59,500 — roads, aqueduct, sewers; C-491 — \$62,000 — aqueduct, sewers, recreational services; C-494 — \$125,000 — roads, recreational services, buildings and lands, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
June 1, 1969.....	\$20,000
June 1, 1970.....	21,000
June 1, 1971.....	22,000
June 1, 1972.....	24,000
June 1, 1973.....	25,000
June 1, 1974.....	23,000
June 1, 1975.....	24,000
June 1, 1976.....	26,000
June 1, 1977.....	28,000
June 1, 1978.....	30,000
June 1, 1979.....	11,000
June 1, 1980.....	12,000
June 1, 1981.....	12,000
June 1, 1982.....	13,000
June 1, 1983.....	14,000
June 1, 1984.....	15,000
June 1, 1985.....	16,000
June 1, 1986.....	17,000
June 1, 1987.....	18,000
June 1, 1988.....	23,000

Moreover, for this "B" Series, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Also, tenders shall be received and considered for ten-year serial bonds with the balance being

et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$23,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant pour la série « B » et en commençant par les dernières années d'échéances.

L'échéance du 1er juin 1988 de la série « B » au montant de \$23,000 comprend un solde de \$4,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er juin 1989.....	\$ 200
1er juin 1990.....	200
1er juin 1991.....	200
1er juin 1992.....	300
1er juin 1993.....	300
1er juin 1994.....	400
1er juin 1995.....	400
1er juin 1996.....	500
1er juin 1997.....	500
1er juin 1998.....	1,000

Les obligations émises en vertu de la série « B » ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$23,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$23,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Seules les soumissions pour l'achat de la totalité des obligations offertes, \$860,000, seront considérées, et elles ne devront comporter qu'un seul prix pour l'ensemble des deux séries; par contre les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission mentionné pour chacune des séries sauf dans le cas de l'exception notée à la série « B ». L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 3 juin 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 280, rue Labelle, St-Jérôme, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jérôme, (Comté de Terrebonne), ce 14 mai 1968.

Le greffier,
GÉRARD MAURICE.

Hôtel de Ville, 280, rue Labelle,
St-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.,
Téléphone: 435-6881 ou
436-1511, code 514.

24656-0

partly ten-year short-term and partly twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than \$23,000, and, if greater than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing for "B" Series, starting at the last years of maturity.

The June 1, 1988 issue of "B" Series in the amount of \$23,000 includes a balance of \$4,000, renewable for an additional ten-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
June 1, 1989.....	\$ 200
June 1, 1990.....	200
June 1, 1991.....	200
June 1, 1992.....	300
June 1, 1993.....	300
June 1, 1994.....	400
June 1, 1995.....	400
June 1, 1996.....	500
June 1, 1997.....	500
June 1, 1998.....	1,000

The bonds issued pursuant to "B" Series will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to \$23,000. However, if they are issued partly as twenty-year fixed-term bonds for an amount greater than \$23,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Only tenders for the purchase of all the bonds offered, \$860,000, will be considered, and they shall include only one price for the two series combined; on the other hand, tenders shall be sent for only one of the methods of issue mentioned for each of the series, save in the case of the exception stipulated in "B" series. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jérôme.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 3, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 280 Labelle St., St-Jérôme, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Jérôme, (County of Terrebonne), May 14, 1968.

GÉRARD MAURICE,
City Clerk.

City Hall, 280 Labelle St.,
St-Jérôme, (Terrebonne), P.Q.,
Téléphone: 435-6881 or
436-1511, code 514.

24656

Village de Sainte-Croix
Comité de Lotbinière

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Marcel Lafleur, secrétaire-trésorier, Salle du Conseil Municipal, Sainte-Croix village, comté de Lotbinière, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 4 juin 1968, pour l'achat de \$325,000 d'obligations du village de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements Nos: 10-1966 — \$285,000 — aqueduc, égouts; 15-1968 — \$40,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — \$325,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1969	\$ 2,000
1er juin 1970	2,000
1er juin 1971	2,000
1er juin 1972	2,000
1er juin 1973	3,000
1er juin 1974	3,000
1er juin 1975	3,000
1er juin 1976	3,000
1er juin 1977	3,000
1er juin 1978	3,000
1er juin 1979	3,000
1er juin 1980	4,000
1er juin 1981	4,000
1er juin 1982	4,000
1er juin 1983	5,000
1er juin 1984	5,000
1er juin 1985	5,000
1er juin 1986	6,000
1er juin 1987	6,000
1er juin 1988	257,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$21,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Village of Sainte-Croix
County of Lotbinière

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marcel Lafleur, secretary-treasurer, Municipal Council Hall, Sainte-Croix Village, county of Lotbinière, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, June 4, 1968, for the purchase of an issue of \$325,000 of bonds for the Village of Sainte-Croix, county of Lotbinière, dated June 1, 1968 and redeemable serially from June 1, 1969, to June 1, 1988, inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, a different rate of interest could, in addition to the initial interest, be accepted in the case of bonds issued as 10-year or 15-year short-term bonds, or as 20-year fixed bonds, provided that the amounts thus issued at this different rate, be for whole maturities, bearing in mind the maturity tables appearing in the present notice.

By-laws Nos.: 10-1966 — \$285,000 — aqueduct, sewers; 15-1968 — \$40,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — \$325,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1969	\$ 2,000
June 1, 1970	2,000
June 1, 1971	2,000
June 1, 1972	2,000
June 1, 1973	3,000
June 1, 1974	3,000
June 1, 1975	3,000
June 1, 1976	3,000
June 1, 1977	3,000
June 1, 1978	3,000
June 1, 1979	3,000
June 1, 1980	4,000
June 1, 1981	4,000
June 1, 1982	4,000
June 1, 1983	5,000
June 1, 1984	5,000
June 1, 1985	5,000
June 1, 1986	6,000
June 1, 1987	6,000
June 1, 1988	257,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term bonds serially. Also tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part, and the other part as 20-year fixed bonds, provided however, that this latter part be not for less than an amount less to \$21,000, and if higher than this latter amount, this part should include one or more complete annual amortizations, taking into account the tables of maturity appearing in the present notice, and in starting by the last maturities of the renewable part hereafter mentioned. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue hereinabove and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated thereon. Adjudication shall be made according to law.

L'échéance du 1er juin 1988 au montant de \$257,000 comprend un solde de \$251,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er juin 1989.....	\$ 7,000
1er juin 1990.....	7,000
1er juin 1991.....	7,000
1er juin 1992.....	8,000
1er juin 1993.....	9,000
1er juin 1994.....	9,000
1er juin 1995.....	10,000
1er juin 1996.....	10,000
1er juin 1997.....	11,000
1er juin 1998.....	12,000
1er juin 1999.....	12,000
1er juin 2000.....	13,000
1er juin 2001.....	14,000
1er juin 2002.....	14,000
1er juin 2003.....	16,000
1er juin 2004.....	16,000
1er juin 2005.....	17,000
1er juin 2006.....	19,000
1er juin 2007.....	19,000
1er juin 2008.....	21,000

The June 1, 1988 maturity in the amount of \$257,000 includes a balance of \$251,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

Year	Capital
June 1, 1989.....	\$ 7,000
June 1, 1990.....	7,000
June 1, 1991.....	7,000
June 1, 1992.....	8,000
June 1, 1993.....	9,000
June 1, 1994.....	9,000
June 1, 1995.....	10,000
June 1, 1996.....	10,000
June 1, 1997.....	11,000
June 1, 1998.....	12,000
June 1, 1999.....	12,000
June 1, 2000.....	13,000
June 1, 2001.....	14,000
June 1, 2002.....	14,000
June 1, 2003.....	16,000
June 1, 2004.....	16,000
June 1, 2005.....	17,000
June 1, 2006.....	19,000
June 1, 2007.....	19,000
June 1, 2008.....	21,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sainte-Croix.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$257,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$257,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 4 juin 1968, à 8 heures du soir, Salle du Conseil Municipal, Sainte-Croix village, comté de Lotbinière, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Croix, (Comté de Lotbinière), ce 13 mai 1968.

Le secrétaire-trésorier,
MARCEL LAFLEUR.

Salle du Conseil Municipal,
Sainte-Croix village, (Lotbinière), P.Q.
Téléphone: 628-3494, code 418. 24655-0

Ville de Baie-Comeau
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Maurice Carpentier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Case postale, 610 Baie-Comeau, comté de Saguenay, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir,

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and interest, if any, by certified cheque, payable at par at Sainte-Croix.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-terms, for an amount equal or less to \$257,000. However, if they are issued in part as 20-fixed-term for an amount higher than \$257,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in the present notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 4, 1968, at 8:00 o'clock p.m., Municipal Council Hall, Sainte-Croix Village, county of Lotbinière, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Croix, (County of Lotbinière), May 13th, 1968.

MARCEL LAFLEUR,
Secretary-Treasurer.

Municipal Council Hall,
Sainte-Croix Village, (Lotbinière), P.Q.
Telephone: 628-3494, code 418. 24655

Town of Baie-Comeau
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Maurice Carpentier, secretary-treasurer, Town Hall, Post Office Box 610, Baie-Comeau, county of Saguenay, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, June 3, 1968,

lundi, le 3 juin 1968, pour l'achat de \$403,000 d'obligations de la ville de Baie-Comeau, comté de Saguenay, datées du 1er juin 1968 et remboursables par séries du 1er juin 1969 au 1er juin 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements nos: 206 — \$26,000 — voirie; 207 — \$69,000 — voirie, aqueduc et égouts; 208 — \$133,000 — services récréatifs et communautaires; 209 — \$175,000 — bâtisses et terrains.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1968.

Tableau d'amortissement — \$403,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1969	\$11,000
1er juin 1970	12,000
1er juin 1971	13,000
1er juin 1972	13,000
1er juin 1973	14,000
1er juin 1974	15,000
1er juin 1975	16,000
1er juin 1976	17,000
1er juin 1977	18,000
1er juin 1978	19,000
1er juin 1979	20,000
1er juin 1980	21,000
1er juin 1981	22,000
1er juin 1982	24,000
1er juin 1983	25,000
1er juin 1984	25,000
1er juin 1985	27,000
1er juin 1986	28,000
1er juin 1987	31,000
1er juin 1988	32,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$32,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Baie-Comeau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

for the purchase of an issue of \$403,000 of bonds for the town of Baie-Comeau, county of Saguenay, dated June 1, 1968, and redeemable serially from June 1, 1969 to June 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, a different rate of interest may, in addition to the initial rate of interest, be accepted in the case of bonds issued as ten-year short-term or fifteen-year short-term, or as twenty-year fixed-term bonds, provided that the amount so issued, at such different rate, be for entire maturities, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice.

By-laws numbers 206 — \$26,000 — roads; 207 — \$69,000 — roads, aqueduct and sewers; 208 — \$133,000 — recreational and community services; 209 — \$175,000 — buildings and lands.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1968.

Table of redemption — \$403,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1969	\$11,000
June 1, 1970	12,000
June 1, 1971	13,000
June 1, 1972	13,000
June 1, 1973	14,000
June 1, 1974	15,000
June 1, 1975	16,000
June 1, 1976	17,000
June 1, 1977	18,000
June 1, 1978	19,000
June 1, 1979	20,000
June 1, 1980	21,000
June 1, 1981	22,000
June 1, 1982	24,000
June 1, 1983	25,000
June 1, 1984	25,000
June 1, 1985	27,000
June 1, 1986	28,000
June 1, 1987	31,000
June 1, 1988	32,000

Moreover, tender may be sent and they shall be considered for ten-year short-term or fifteen-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for ten-year serial bonds with the balance partly as ten-year short-term bonds and partly twenty-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part not be for an amount less than \$32,000, and, if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, starting at the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interests, if any, by certified cheque payable at par at Baie-Comeau.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank, in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$32,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$32,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 3 juin 1968, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Case postale, 610, Baie-Comeau, comté de Saguenay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Baie-Comeau, (Comté de Saguenay), ce 10 mai 1968.

Le secrétaire-trésorier,
MAURICE CARPENTIER.

Hôtel de Ville, Case postale 610,
Baie-Comeau, (Saguenay), P.Q.,
Téléphone: 296-4931, code 418. 24627-0

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as twenty-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than \$32,000. However, if they are issued partly as twenty-year fixed-term for an amount more than \$32,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 3, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Post Office Box 610, Baie-Comeau, county of Saguenay, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Baie-Comeau, (County of Saguenay), May 10, 1968.

MAURICE CARPENTIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Post Office Box 610,
Baie-Comeau, (Saguenay), P.Q.,
Telephone: 296-4931, code 418. 24627

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Ville de Rivière-du-Moulin

Town of Rivière-du-Moulin

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Ville de Rivière-du-Moulin que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal, à l'Hôtel de Ville de la susdite municipalité, 5 avenue Jean-Langevin, JEUDI, le SIXIÈME jour de JUNI 1968 à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et intérêts, plus les frais encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Rivière-du-Moulin, that the properties herein-after described will be sold by public auction at the deliberations hall of the municipality council in the Town Hall, of the abovementioned municipality, 5 Jean-Langevin Avenue, on THURSDAY, the SIXTH day of JUNE 1968, at TEN o'clock in the forenoon for non payment of municipality and school taxes and interest.

Noms des propriétaires Owner's name	Numéros de cadastre Cadastral numbers	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest	Total
Léopold Châteauneuf, 56 rue Renaud St., Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P20A, du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road, cad. offic. de la par. de-official cad. of the parish of Chicoutimi.	\$ 437.80	\$471.43	\$ 11.00	\$ 920.23
Foyer N.-Dame du Saguenay a/s Benoit Dugal, 1084 Beauregard St., Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 69 et-and 70A, 1er rg-on the 1st rge N.E. Chemin Syd.-Road, etc.	23.85	53.43	0.71	77.99
Derville Lapointe, 5 rue Bon-Conseil St., Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 71-1, P. 72A-10, 1er rg-on the 1st rge N.E. Chemin Syd. etc.	799.33	575.09	15.34	1,389.76
Gustave Larouche, 165 Le Boulevard Blvd, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 71G, 1er rg-on the 1st rge P. 19E-2nd rge N.E. Chemin Syd.-Road, etc.	400.38	349.20	5.34	754.92
Fabien Lavallée, 8 ave Paul-Vézina Ave, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P19A-2-101, 102 et-and 103 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road, etc.	311.12	139.71	1.97	452.80
Guy Lessard, 28 ave De-Paris Ave, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P20A-36, 37 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road etc.	539.88	511.33	21.07	1,072.28
Mars Finance Inc., 31 rue Racine ouest, Chicoutimi, P.Q.	19A-11 et-and 20A-8 du 2e rg-on the 2nd N.E. Chemin Syd. Road etc.	285.21	340.08	6.00	631.29

Noms des propriétaires Owner's name	Numéros de cadastre Cadastral numbers	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest	Total
Mme-Mrs. Lucien Savard, 123 ave Du-Parc Ave, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	20A-231 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Sydenham Road, etc.....	\$ 560.28	\$365.74	\$ 8.35	\$ 934.37
Maurice Savard, 123 ave Jean-Langevin Ave, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 19P-2-10 du 2e rg-on the 2nd rge N.E. Chemin Syd. Road etc.	447.36	32.50	479.86
Jos.-Émile Tremblay, 84 Le Boulevard, The Blvd, Riv.-du-Moulin, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 71-A, 1er rg-on the 1st rge N.E. Chemin Syd. Road, etc.....	1,117.16	435.02	25.71	1,577.89
Ls-Philippe Turgeon, Rang St-Jean-Bte, rge Chicoutimi, comté de-county of Chicoutimi, P.Q.	P. 20A, du 2e rg-on the 2nd rge, N.E. Chemin Syd. Road, etc.....	603.53	185.26	3.87	792.66
François-Xavier Villeneuve, 420 rue Ste-Marie, Chicoutimi-Nord, P.Q.	P. 60, P. 68 1er rg-on the 1st rge N.E. Chemin Syd Road, etc.....	239.02	57.25	296.27

Tous ces lots apparaissant au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

N.B. — Autorisation de la Commission municipale de Québec, de faire une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles à être mis en vente pour non paiement des taxes, le 28 février 1968.

Donné à Rivière-du-Moulin, ce 26ième jour d'avril 1968.

Copie certifiée.
24508-19-2-o

Le secrétaire-trésorier,
MARTIAL TREMBLAY.

All these lots appear in the official cadastre of the parish of Chicoutimi.

N.B. — Authorization by the Quebec Municipal to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of immovables to be sold for non-payment of taxes, on February 28, 1968.

Given at Rivière-du-Moulin, this 26th day of April 1968.

Certified copy.
24508-19-2-o

MARTIAL TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

Municipalité du comté des Iles de la Madeleine

Avis public, est par les présentes, donné, par le soussigné, Marc-A. Boudreau, secrétaire-trésorier du Conseil de Comté des Iles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au Palais de Justice de Havre-Aubert, MERCREDI, le TROISIÈME jour de JUILLET 1968, à DIX heures de l'avant-midi pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avant la vente, savoir:

Dans la municipalité de Havre-aux-Maisons

Comme appartenant à David I. Turbide un lot de terrain connu au cadastre de l'Île Havre-aux-Maisons comme suit: Lot No 188-22-D contenant 5.8 acres. Taxes municipales: \$1.54; taxes scolaires: \$2.77; frais: \$0.80. Total: \$5.11.

Comme appartenant à Félix Richard deux lots de terrain connus au même cadastre comme suit: Lot No 57-B-2 contenant 1.1 acre, Lot No 60-B contenant 7.5 acres avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$20.80; taxes scolaires: \$41.18; frais: \$3.28. Total: \$65.26.

Comme appartenant à Alfred A. Poirier un lot de terrain connu au même cadastre comme suit: lot No 128-C-2 contenant 3.0 acres. Taxes municipales: \$1.65; taxes scolaires: \$2.97; frais: \$0.65. Total: \$5.27.

Dans la municipalité de Fatima

Comme appartenant à Johnny V. Chevarie un lot de terrain connu au cadastre de l'Île Grindstone comme suit: Lot No 308-293 contenant 3-1-3 acres avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$21.60; frais: \$2.40. Total: \$24.00.

Municipality of the county of Magdalen Islands

Public notice is hereby given by the undersigned, Marc-A. Boudreau, Secretary-Treasurer of the county council of Magdalen Islands that the immovables hereafter described will be sold by public auction, at the Court House at Havre-Aubert, on WEDNESDAY, the THIRD day of JULY, 1968, at TEN o'clock a.m. for the municipal and school taxes due upon these immovables, unless the same be paid with cost, before the sale, to wit:

In the municipality of House-Harbour

As belonging to David I. Turbide a lot of land known on the cadastre of House-Harbour Island as follows: Lot No. 188-22-D containing 5.8 acres. Municipal taxes: \$1.54; school taxes: \$2.77; costs: \$0.80. Total: \$5.11.

As belonging to Félix Richard two lots of land known on the same cadastre as follows: Lot No. 57-B-2 containing 1.1 acre, lot No. 60-B containing 7.5 acres, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$20.80; school taxes: \$41.18; costs: \$3.28. Total: \$65.26.

As belonging to Alfred A. Poirier a lot of land known on the same cadastre as follows: Lot No. 128-C-2 containing 3.0 acres. Municipal taxes: \$1.65; school taxes: \$2.97; costs: \$0.65. Total: \$5.27.

In the municipality of Fatima

As belonging to Johnny V. Chevarie a lot of land known on the cadastre of Frindstone Islands as follows: Lot No. 308-293 containing 3-1-3 acres with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$21.60; costs: \$2.40. Total: \$24.00.

Dans la municipalité de Havre-Aubert

Comme appartenant à succession Isidore Martinet un lot de terrain connu et désigné comme suit: à l'ancien cadastre de l'Île Havre-Aubert sous le numéro 99 et au nouveau cadastre sous le numéro 647 contenant 2-0-0 scres. Un autre lot au même ancien cadastre sous le numéro 92 et au nouveau cadastre sous le numéro 648 contenant 7-3-28 acres. Taxes municipales: \$7.71; taxes scolaires: \$20.88; frais: \$3.14. Total: \$31.73.

Comme appartenant à succession Thomas Deveau un lot de terrain connu et désigné comme suit: au même ancien cadastre sous le numéro 143-F et au nouveau cadastre sous le numéro 916 contenant 4-2-0 acres. Avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$60.08; taxes scolaires: \$91.96; frais: \$12.20. Total: \$164.24.

Donné à Havre-aux-Maisons, I.M., ce 3e jour de mai 1968.
Le secrétaire-trésorier,
 24592-20-2-o **MARC-A. BOUDREAU.**

In the municipality of Havre-Aubert

As belonging to estate Isidore Martinet a lot of land known: on the old cadastre of Havre-Aubert Island under the number 99 and the new cadastre under the number 647 containing 2-0-0 acres. An other lot known on the same old cadastre under the number 92 and the new cadastre under the number 648 containing 7-3-28 acres. Municipal taxes: \$7.71; school taxes: \$20.88; costs: \$3.14. Total: \$31.73.

As belonging to estate Thomas Deveau a lot of land known: on the same old cadastre under the number 143-F and the new cadastre under the number 916 containing 4-2-0 acres. With buildings thereon erected. Municipal taxes: \$60.08; school taxes: \$91.96; costs: \$12.20. Total: \$164.24.

Given at House-Harbour, I.M., this 3th day of May, 1968.
MARC-A. BOUDREAU,
 24592-20-2-o *Secretary-Treasurer.*

Cité de Sainte-Foy

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la Cité de Sainte-Foy, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, en la salle du conseil, 1000 Route de l'Église, Sainte-Foy, VENDREDI, le VINGT ET UNIÈME jour de JUN 1968, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 25 mars 1968, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, Statuts Refondus 1964, chap. 193.

City of Sainte-Foy

Public notice is hereby given by the undersigned, city clerk of the city of Sainte-Foy, that the hereinafter described immovables, will be sold by public auction, at the council room, 1000 Church Road, Sainte-Foy, on FRIDAY, the TWENTY-FIRST day of JUNE 1968, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes, with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated March 25th, 1968, has authorized and abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550 of the Cities and Towns Act. (S.R.Q. 1964, c. 193).

Noms Names	Lots	Taxes mun. et intérêts Mun. taxes and int.	Taxes scol. et intérêts School taxes and int.
Succession-estate Steven Diamond	232-14	\$476.41	\$107.93
Succession-estate Steven Diamond	232-12	463.05	
Gérard Tremblay	118-109-1	9.30	14.86
Antoine Pagé	260 P.	42.70	70.71
Georges-A. Mercier	260-11	34.62	65.03
Canava American Watch Faet Ltd.	121 P.	238.08	358.21

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy. La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite s'il y a lieu, sujette aux charges pouvant affecter lesdits immeubles. Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payé comptant.

Donné en la cité de Sainte-Foy, ce 10ième jour de mai 1968.

Le greffier de la Cité,
 24630-20-2-o **NOËL PERRON, avocat.**

Cité de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de ville, 145 nord, rue Wellington, dans ladite cité, MARDI, le ONZIÈME jour de JUN 1968, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

The above mentioned immovables are all in the cadastre of the parish of Sainte-Foy. The sale of immovables described in the present notice is made, if deemed necessary, subject to other charges which may effect said immovables. The adjudication price of each of the immovables must be paid in cash.

Given in the city of Sainte-Foy, this 10th day of May, 1968.

24630-20-2-o **NOËL PERRON, lawyer,**
City Clerk.

City of Sherbrooke

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of Sherbrooke, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the City Hall, 145 Wellington St. North, in the said city, on TUESDAY, the ELEVENTH day of JUNE 1968, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of property owners	Numéros des cadastres Cadastral numbers	Quartier Ward
Crôteau, Mme-Mrs. A.	P. 899-78-2	Est-East.
Thibault, Mme-Mrs. Wilfrid	899-157-93	Est-East.
Laframboise, Gérard	22f-111, rg-rge 6	Ascot-est-East.
Pavages Bijou Ltée	22f-105, rg-rge 6	Ascot-est-East.
Pinard, Armand	728-11, 729-179	Est-East.
Albert, Mme-Mrs. Eva D.	501, 502-2, 502-1	Est-East.
Lamontagne, Léo-Paul	297	Est-East.
Laiberté, Gaston	18b-10-1, rg-rge 6	Ascot-est-East.
Doyon, Philippe, Mme-Mrs., Dubreuil, Lionel	18a-23, rg-rge 6	Ascot-est-East.
	18a-24-1, 25-1, rg-rge 6	Ascot-est-East.
	4-264	Est-East.
Fortin, Lawrence	16d-94, rg-rge 6	Ascot-est-East.
Coiteux, Mme-Mrs. M.	16a-10 et-and 7, rg-rge 6	Ascot-est-East.
Chapdelaine, Bernard	1-214	Est-East.
Allard, Léonce	1444-b, 1444-4, 1444-155, 157, P. 1444a-160, 1444b-160, 144a-158, 166	Sud-South.
Les Entreprises Interprovinciales Incorporées	7-327	Sud-South.
Théberge, Roland	P. 1452-65, 61, 62, 60	Sud-South.
Couture, Mme-Mrs. Gilles	P. 15a-40, rg-rge 7	Ascot-ouest-West.
Asselin, Émile	P. 1535-36	Sud-South.
Lapierre, Mme-Mrs. G. In Trust	P. 1536-36 et-and 37	Sud-South.
Chapdelaine, Bernard	1537-201	Sud-South.
Roberge, Mlle-Miss Cécile	15a-114, rg-rge 7	Ascot-ouest-West.
Doyon, Mme-Mrs. Philippe, Blais, Richard	P. 15a-101 et-and 100, rg-rge 8	Ascot-ouest-West.
Devost, Mme-Mrs. Rose	15h-120, rg-rge 9	Ascot-ouest-West.
Lépine, Grégoire	P. 776	Nord-North.
Denis, Arcadius	630, 631, P. 633, P. 632	Nord-North.
Albert, Mme-Mrs. Éva D.	1-161-1	Nord-North.
Gagné, Gérard	518-2, 3	Nord-North.
	515-2, 3	Nord-North.
Proulx, Germain	1-31-1	Nord-North.
	1-32-1	Nord-North.
Gingras, Mme-Mrs. Pierre	5-7, 6 P. 5	Nord-North.
Cabana, Orient	69-45	Orford.
Cabana, Onil	69-44	Orford.
Prince, Yvan	154-6, 154-5-1	Orford.
Demers, Gilles	90-9-2, 9-3, P. 9-5	Orford.
Grant, Gérard	111-36-2	Orford.
Desorey, Antonio	P. 64-150	Orford.
Gagné, Gérard	P. 63 N.S.	Orford.
Bouffard, Lionel	48-359	Orford.
Deleseleuc, Armand	47-84	Orford.

Donné à Sherbrooke, ce quatorzième jour de mai 1968.

24652-20-2-o

Le greffier,
H. P. ÉMOND.

Given at Sherbrooke, this fourteenth day of May 1968.

24652-20-2-o

H. P. ÉMOND,
City Clerk.

Vente — Loi de faillite

Canada, province de Québec, dans la Cour Supérieure (Division de Faillite), district de Québec, No 8724-F, dans l'affaire de la faillite de: BENOIT DUFOUR, garagiste, domicilié à 421, rue Brochu, Sept-Iles, et ayant fait affaires sous le nom de « Dufour Shell Service », débiteur, et GRÉGOIRE BELLAVANCE, C.A., syndic.

Avis est par les présentes donné que SAMEDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1968, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, au domicile du débiteur, soit 421, rue Brochu, Sept-Iles, P.Q., l'immeuble ci-après décrit, à savoir:

« Une partie du lot trente-deux-B (Ptie 32-B) du rang un (1), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la cité des Sept-Iles, canton de Letellier, avec la bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, mesurant quarante pieds (40') dans la ligne nord-ouest et sud-est, cinquante-quatre pieds (54') dans sa ligne nord-est et sud-ouest, bornée au nord-ouest par le lot 31-G, au nord-est par la partie restante du lot appartenant aux Immeubles Sept-Iles Ltée ou représentants, au sud-est par le lot 32-A et au sud-ouest par le lot 32-G. »

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, in the Superior Court (Bankruptcy Division), district of Quebec, No. 8724-F, in the bankruptcy of: BENOIT DUFOUR, garage-keeper, domiciled at 421 Brochu Street, Sept-Iles, and having carried business under the name of "Dufour Shell Service", plaintiff, and GRÉGOIRE BELLAVANCE, C.A., trustee.

Notice is hereby given that on SATURDAY, TWENTY-SECOND day of JUNE, 1968, at TEN o'clock in the forenoon, the immovable property hereinafter described shall be sold by public auction, at the debtor's domicile, that is 421 Brochu Street, Sept-Iles, P.Q., to wit:

"A part of lot thirty-two-B (Pt. 32-B) of range one (1) on the plan and book of reference of the official cadastre for the city of Sept-Iles, township of Letellier, with the building thereon erected, circumstances and dependencies, measuring forty feet (40') on its north-west and south-east line, fifty-four feet (54') on its north-east and south-west line, bounded on the north-west by lot 31-G, on the north-east by the remaining part of the lot belonging to "Immeubles Sept-Iles Ltée" or representatives, on the south-east by lot 32-A and on the south-west by lot 32-G."

Ledit immeuble sera offert en vente et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes qui peuvent exister, ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 55 de la Loi de Faillite et des articles du Code de Procédure civile pouvant s'y appliquer.

Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.
Québec, ce 18e jour de mai 1968.

24607-o *Le syndic,*
GRÉGOIRE BELLAVANCE.

The said immovable property shall be offered for sale and awarded to the highest and last bidder, on condition to pay the annuities that might exist, as well as subject to servitudes active and occult.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to section 55 of the Bankruptcy Act and to the sections of the Code of Civil Procedure which might apply thereto.

This sale is equivalent to a Sheriff's sale.

Conditions of sale: cash.
Quebec, this 18th day of May, 1968.

24607 GRÉGOIRE BELLAVANCE,
Trustee.

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

A B I T I B I

A B I T I B I

Fieri Facias de Terris
Province de Québec
District d'Abitibi

Fieri Facias de Terris
Province of Quebec
District of Abitibi

Cour Provinciale: { L ÉANDRE FORTIN, in-
No. 20,974. { dustriel, domicilié à
Amos, et ayant place d'affaires à Launay, district d'Abitibi, demandeur, *vs* DAME MARGUERITE LEGAULT, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Morneau, d'Amos, district d'Abitibi, défendeur, et ARTHUR AYLWIN, en sa qualité de registrateur pour la division d'enregistrement d'Abitibi, domicilié à Amos, mis-en-cause.

Provincial Court, { L ÉANDRE FORTIN, in-
No. 20,974. { dustriatist, domiciled
in Amos, and having a place of business in Launay, district of Abitibi, plaintiff, *vs* DAME MARGUERITE LEGAULT, wife contractually separate as to property of Roger Morneau, of Amos, district of Abitibi, defendant, and ARTHUR AYLWIN, in his quality of Registrar for the Registry Division of Abitibi, domiciled in Amos, mis-en-cause.

« Un emplacement de 300 pieds de largeur en front, par 240 pieds de profondeur, faisant partie du lot 17, rang 2, canton Dalquier, district d'Abitibi, avec circonstances et dépendances, y érigées.

“An emplacement of 300 feet in width in front by 240 feet in depth, forming part of lot 17, range 2, township of Dalquier, district of Abitibi, with circumstances and dependencies, thereon erected.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice, à Amos, le VINGTIÈME jour de JUIN 1968 à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold at the Registry Office, at the Court House, in Amos, the TWENTIETH day of JUNE, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif, *Le shérif,*
Amos, le 8 mai 1968. DIANIS LAFRENIÈRE.
24608-o

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Amos, May 8, 1968. DIANIS LAFRENIÈRE,
24608

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

De Bonis et de Terris
District d'Iberville

De Bonis et de Terris
District of Iberville

Cour Provinciale, { B & M FINANCE COR-
No. 1425. { PORATION, corps poli-
litique légalement constitué ayant sa principale place d'affaires en la ville de St-Rémi, district d'Iberville, demanderesse, *contre* NARCISSE FAILLE, des cité et district de Montréal, défendeur, a obtenu devant la Cour Provinciale du district d'Iberville, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

Provincial Court, { B & M FINANCE COR-
No. 1425. { PORATION, body poli-
tic legally incorporated having its principal place of business in the town of Saint-Rémi, district of Iberville, plaintiff, *against* NARCISSE FAILLE, of the city and district of Montreal, defendant, has obtained before the Provincial Court of the district of Iberville, judgment declaring the following immovable, to wit:

« Un certain emplacement situé en la paroisse de St-Jean Chrysostôme, comté de Châteauguay, connu et désigné comme étant le lot numéro neuf cent quatre-vingt-trois (983) aux plan et

“A certain emplacement situated in the parish of Saint-Jean-Chrysostome, county of Châteauguay, known and designated as being lot number nine hundred and eighty-three (983) on the

livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St. Jean Chrysostôme, mesurant cinq perches de largeur par un arpent de profondeur, mesure française et contenant cinquante perches en superficie, plus ou moins.

Avec les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St. Jean Chrysostome, comté de Châteauguay, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Salaberry-de-Valleyfield, ERNEST LEBLANC.
le 8 mai 1968. 24609-o

Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { WILLIE GALARNEAU,
No 7388. { rentier, domicilié au
No 6217, rue Lasalle, à Ver-
dun, district de Montréal, requérant, et JEAN-
PAUL GALARNEAU, domicilié au No 433,
boul. Pie XII, à St-Timothée, district de Beau-
harnois, intimé, suivant jugement rendu le 22
mars 1968, par l'honorable Juge André Nadeau,
J.C.S., ordonnant la vente de l'immeuble suivant
savoir:

« Un emplacement connu et désigné aux plan
et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-
Timothée, comme faisant partie nord-est du lot
numéro deux cent trente-neuf (P^{tie} 239) mesurant
un quart d'arpent de largeur sur un arpent de
profondeur, borné en front par le résidu dudit
lot No 239, appartenant au vendeur et au nord-
ouest par cette partie dudit lot No 239 formant
l'emplacement de J. B. Lamarche.

Avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais
de Justice, Valleyfield, le VINGTIÈME jour de
JUIN 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Salaberry-de-Valleyfield, ERNEST LEBLANC.
le 29 avril 1968. 24547-o-x

G A S P É

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec

District de Gaspé

Division Iles de la Madeleine

Cour Supérieure, { S. M. GAMMON & SON
No 109. { LIMITED, corps social
légalement incorporé, ayant
sa principale place d'affaires à Scotsburn,
province de la Nouvelle-Écosse, demandeurs, vs
LOUIS PHILIPPE CORMIER, marchand fai-
sant affaires sous le nom de « A. H. Cormier
Eng. » autrefois domicilié à Havre Aubert, Iles
de la Madeleine, district de Gaspé, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

c) Partie du lot No 61 (soixante et un), du
cadastre officiel de l'île Amherst, l'une des Iles
de la Madeleine, dans la municipalité de Havre
Aubert, bornée et mesurée comme suit:

Au nord par le résidu dudit lot appartenant à
Fred Painchaud ou ayants-droit sur une distance
de 333' (trois cent trente-trois pieds); À l'est
par la propriété de Fernand Reid sur une distance
de 91.5' (quatre-vingt-onze pieds et cinq dixième);
Au sud par la partie dudit lot appartenant à
L. P. Cormier Limitée sur une distance de 296'
(deux cent quatre-vingt-seize pieds); À l'ouest
par partie dudit lot appartenant à L. P. Cormier
Limitée sur une distance de 100' (cent pieds).
Sans bâtisse.

official plan and book of reference of the said
parish of Saint-Jean-Chrysostome, measuring
five perches in width by one arpent in depth,
French measure, and having a surface area of
fifty perches, more or less.

With buildings thereon erected." »

To be sold at the door of the church, at Saint-
Jean-Chrysostome, county of Châteauguay, on
the NINETEENTH day of JUNE, 1968, at
TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,

Salaberry-de-Valleyfield, Sheriff.
May 8, 1968. 24609

Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, { WILLIE GALARNEAU,
No. 7388. { annuitant, domiciled
at No. 6217 Lasalle St., in
Verdun, district of Montreal, petitioner, vs
JEAN-PAUL GALARNEAU, domiciled at No.
433 Pie XII Blvd., in St-Timothée, district of
Beauharnois, respondent, following a judgment
rendered on March 22, 1968, by the Honourable
Mr. Justice André Nadeau, s.c.j., ordering the
sale of the following immovable, to wit:

"An emplacement known and designated on
the official plan and in the book of reference of
the parish of St-Timothée, as forming the north-
east part of lot number two hundred and thirty-
nine (P. 239), measuring one-quarter arpent in
width by one arpent in depth, bounded in front
by the remainder of said lot No. 239, belonging
to the vendor, and on the north-west by that
part of said lot No. 239 which forms the emplace-
ment of J. B. Lamarche.

With the buildings constructed thereon." »

To be sold in the Sheriff's Office, in the Court
House, Valleyfield, on the TWENTIETH day of
JUNE, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,

Salaberry-de-Valleyfield, Sheriff.
April 29, 1968. 24547-x

G A S P É

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Gaspé

Division of Magdalen Islands

Superior Court, { S. M. GAMMON & SON
No. 109. { LIMITED, a social bo-
dy legally incorporated, hav-
ing its head office in Scotsburn, province of
Nova-Scotia, plaintiffs, vs LOUIS PHILIPPE
CORMIER, merchant, carrying on business
under style and name of « A. H. Cormier Eng. »,
formerly domiciled in Havre Aubert, Magdalen
Islands, district of Gaspé, defendant.

As belonging to the defendant:

c) Part of lot No. 61 (sixty-one) of the official
cadastre for Amherst Island, one of the Magdalen
Islands, in the municipality of Havre Aubert,
bounded and measured as follows:

On the north, by the residue of said lot be-
longing to Fred Painchaud or interested parties,
on a distance of 333' (three hundred and thirty-
three feet); On the east, by the property of
Fernand Reid on a distance of 91.5' (ninety-one
feet and five tenths); On the south, by the part
of said lot belonging to L. P. Cormier Limitée
on a distance of 296' (two hundred and ninety-
six feet); On the west, by part of said lot be-
longing to L. P. Cormier Limitée on a distance
of 100' (one hundred feet). Without building.

d) Une autre partie du lot 61 (soixante et un) de la municipalité et cadastre susdits, mesurant 150' (cent cinquante pieds); de chaque côté par 100' (cent pieds) en front et à l'arrière, bornée comme suit:

Au nord par partie dudit lot appartenant à Fred Painchaud ou ayants-droit; À l'est par la partie dudit lot ci-haut décrite appartenant à L. P. Cormier Limitée; Au sud par la propriété immobilière de L. P. Cormier Limitée ci-après décrite; À l'ouest par une allée publique. Sans bâtisse.

e) Partie du lot No 62 (soixante-deux) des municipalité et cadastre susdits, ladite partie de lot étant connue dans certains actes antérieurs, pour fins d'identification seulement, comme étant la subdivision non officielle No 247 (deux cent quarante-sept), ayant une superficie de 2-1-15 (deux acres et un quart et quinze perches); et plus explicitement mesurée et bornée comme suit:

Au nord par les propriétés immobilières ci-haut décrites aux paragraphes C et D appartenant à L. P. Cormier Limitée sur une distance de 446' (quatre cent quarante-six pieds); À l'est par la propriété de Aldéric Hébert sur une distance de 406' (quatre cent six pieds); Au sud par le résidu dudit lot appartenant à Aristide Cormier ou ayants-droit sur une distance de 315' (trois cent quinze pieds); À l'ouest par une allée publique sur une distance de 320' (trois cent vingt pieds), sans bâtisse, *sauf à distraire*: Une parcelle de terrain faisant partie du lot soixante-deux (62) du cadastre officiel de l'île Amherst (municipalité de Havre-Aubert-Est), bornée de tous côtés par le résidu dudit lot soixante-deux (62) décrite plus particulièrement comme suit:

Partant le long du chemin de Havre-Aubert au coin nord-ouest de la propriété de la corporation de la paroisse de Havre-Aubert-Est; de là, dans une direction sud 2°57' ouest en suivant la ligne ouest de ladite corporation jusqu'à un point distant de deux cent soixante-dix-huit pieds et quatre dixième (278.4) du point de départ; de là suivant une direction sud 66°53' est jusqu'au coin nord-ouest de la propriété faisant l'objet des présentes; de là, suivant la même direction pour une distance de cent pieds (100') jusqu'au coin nord-est de ladite propriété; de là dans une direction sud 23°07' ouest pour une distance de cent quinze pieds (115') jusqu'au coin sud-est de ladite propriété de là, dans une direction nord 66°53' ouest pour une distance de cent pieds (100') jusqu'au coin sud-ouest de ladite propriété; de là, dans une direction nord 23°07' est pour une distance de cent quinze pieds (115') jusqu'au coin nord-ouest de ladite propriété. Le terrain ainsi décrit couvre une superficie de onze mille cinq cents pieds carrés (11,500 pi. car.) m.a.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. (La susdite partie de lot est aussi connue dans certains actes antérieurs, pour fins d'identification seulement, comme étant partie de la subdivision non officielle No 247 (deux cent quarante-sept) dudit lot No 62 (soixante-deux).

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Havre Aubert, Iles de la Madeleine, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN, 1968 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif-Adjoint, *Le shérif-adjoint*,
Palais de Justice, NAPOLÉON BRIAND.
Havre Aubert, I. M. 24660-0

d) Another part of lot 61' (sixty-one) of the aforesaid municipality and cadastre, measuring 150' (one hundred and fifty feet); on each side by 100' (one hundred feet) in front and rear, bounded as follows:

On the north, by part of said lot belonging to Fred Painchaud or interested parties; On the east, by part of said lot hereinabove described belonging to L. P. Cormier Limitée; On the south by the immovable property of L. P. Cormier Limitée hereinafter described; On the west, by a public alley. Without building.

e) Part of lot No. 62 (sixty-two) of the aforesaid municipality and cadastre, the said part of lot being known by some previous deeds, for identification purposes only, as being the non-official subdivision No. 247 (two hundred and forty-seven), having a superficial area of 2-1-15 (two acres and a quarter and fifteen perches); and more clearly measured and bounded as follows:

On the north, by the immovable properties hereinabove described in paragraphs C and D, belonging to L. P. Cormier Limitée on a distance of 446' (four hundred and forty-six feet); On the east, by the property of Aldéric Hébert on a distance of 406' (four hundred and six feet); On the south, by the residue of said lot belonging to Aristide Cormier or interested parties on a distance of 315' (three hundred and fifteen feet); On the west, by a public alley on a distance of 320' (three hundred and twenty feet), without building, *save to withdraw*: A parcel of land forming part of lot sixty-two (62) of the official cadastre for Amherst Island (Municipality of Havre-Aubert-East), bounded on all sides by the residue of said lot sixty-two (62) more particularly described as follows:

Starting along Havre-Aubert Road at the northwest corner of the Corporation property of the parish of Havre-Aubert-East; thence, in a south direction 2°57' west following the west line of said corporation as far as a point distant of two hundred and seventy-eight feet and four tenths (278.4') from the starting point; thence, following a south direction 66°53' east as far as the northwest corner of the property being object of these presents; thence, following the same direction for a distance of one hundred feet (100') as far as the northeast corner of said property; thence, in a south direction 23°07' west for a distance of one hundred and fifteen feet (115') as far as the southeast corner of said property, thence, in a north direction 66°53' west for a distance of one hundred feet (100') as far as the southwest corner of said property; thence, in a north direction 23°07' east for a distance of one hundred and fifteen feet (115') as far as the northwest corner of said property. The land so described contains a superficial area of eleven thousand five hundred square feet (11,500 s.f.) E. m.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies. (The aforesaid part of lot is also known by some previous deeds, for identification purposes only, as being part of the non-official subdivision No. 247 (two hundred and forty-seven) of said lot No. 62 (sixty-two).

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Havre Aubert, Magdalen Islands, the EIGHTEENTH day of JUNE, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Ass. Sheriff's Office, NAPOLÉON BRIAND,
Court House, Associate-Sheriff.
Havre Aubert, M. I. 24660

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **AETNA FACTORS**
 No 847 003. { **CORPORATION**
 LTD., demanderesse, *vs*
ROGER GUÉRIN, défendant.

« Partie de la subdivision 153 du lot originaire No 5 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe et portant le numéro civique 5067-63, rue Adam. »

Pour être vendue à mon bureau en la ville de Montréal, le VINGTIÈME jour du mois de JUN 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **BERNARD SARRAZIN**, C.R.
 Montréal, 10 mai 1968. 24661

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **MORDEN S. YOLLES**
 No 743 850. { *et al.* (M. S. Yolles &
 Associates), demandeurs, *vs*
MACE DEVELOPMENT LTD., défenderesse.

(A) Un emplacement formant l'angle nord-ouest des rues Burnside et Victoria, dans le quartier Saint-Georges de la cité de Montréal, comprenant:

1° Les lots numéros trois, sept, huit, neuf, dix, onze, douze et treize de la subdivision du lot originaire numéro mille trois cent huit (1308-3, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, faisant tous front sur la rue Victoria;

2° La partie nord-ouest du lot numéro deux de la subdivision du lot originaire numéro mille trois cent huit (No 1308-partie 2) dudit cadastre, borné en avant, vers le nord-est par la rue Victoria, sans numéro de cadastre, d'un côté, vers le sud-est par le résidu dudit lot faisant maintenant partie de la rue Burnside telle qu'élargie, à l'arrière, vers le sud-ouest par une partie de la portion décrite ci-après du lot 1308-4 dudit cadastre, de l'autre côté, vers le nord-ouest par ledit lot 1308-3; mesurant en largeur deux pieds et soixante-quatorze centièmes de pied (2.74') de front, et trois pieds et vingt-neuf centièmes de pied (3.29') à l'arrière, et en profondeur, soixante pieds et vingt-six centièmes de pied (60.26') sur sa ligne nord-ouest et soixante pieds et vingt-cinq centièmes de pied (60.25') sur sa ligne sud-est, comprenant une superficie de cent quatre-vingts pieds carrés et cinq dixièmes de pied carré (180.5 pi. carrés);

3° La partie nord-ouest du lot numéro quatre de la subdivision du lot originaire numéro mille trois cent huit (No 1308-ptie 4) dudit cadastre, bornée vers le nord-ouest par une partie dudit lot numéro 1308-3, vers le nord-est par une partie dudit lot 1308-3 et par une partie de la portion décrite plus haut dudit lot 1308-2, vers le sud-est par le résidu dudit lot 1308-4, faisant maintenant partie de la rue Burnside telle qu'élargie, et vers le sud-ouest par la partie de la portion décrite ci-après du lot 1308-5 dudit cadastre; mesurant en largeur, trois pieds et sept dixièmes de pieds (3.7') sur sa ligne nord-ouest, et trois pieds et soixante-six centièmes de pied (3.66') sur sa ligne sud-est, et en profondeur, quatorze pieds et vingt-trois centièmes de pied (14.23') sur ses

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **AETNA FACTORS**
 No. 847 003. { **CORPORATION**
 LTD., plaintiff, *vs* **ROGER**
GUÉRIN, defendant.

"Part of subdivision 153 or Original lot No. 5 on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe bearing civic number 5067-63 Adam St."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of the month of JUNE 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
 Montreal, May 10, 1968. 24661-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **MORDEN S. YOLLES**
 No. 743 850. { *et al.* (M. S. Yolles
 & Associates); plaintiffs, *vs*
MACE DEVELOPMENT LTD., defendant.

(A) An emplacement forming the northwest corner of Burnside and Victoria Streets, in St. Georges Ward of the City of Montreal, composed of:

1. Lots numbers three, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve and thirteen of the subdivision of original lot number one thousand three hundred and eight (1308-3, 7, 8, 9, 10, 11, 12 and 13) on the official plan and book of reference of St. Antoine Ward, all fronting on Victoria Street;

2. The northwest part of lot number two of the subdivision of original lot number one thousand three hundred and eight (No. 1308-pt. 2) of said cadastre, bounded in front, towards the northeast by Victoria Street, without cadastral number, on one side, towards the southeast by the residue of said lot now forming part of Burnside Street as widened, in rear, towards the southwest by part of the portion hereinafter described of lot 1308-4 of said cadastre, on the other side, towards the northwest by said lot 1308-3; measuring in width two feet and seventy-four hundredths of a foot (2.74') in front, and three feet and twenty-nine hundredths of a foot (3.29') in rear, and in depth, sixty feet and twenty-six hundredths of a foot (60.26') in the northwest line and sixty feet and twenty-five hundredths of a foot (60.25') in the southeast line, containing a superficial area of one hundred and eighty square feet and five-tenths of a square foot (180.5 s.f.);

3. The northwest part of lot number four of the subdivision of original lot number one thousand three hundred and eight (No. 1308-pt. 4) of said cadastre, bounded towards the northwest by part of said lot number 1308-3, towards the northeast by part of said lot 1308-3 and by part of the portion above described of said lot 1308-2, towards the southeast by the residue of said lot 1308-4, now forming part of Burnside Street as widened and towards the southwest by part of the portion hereinafter described of lot 1308-5 of said cadastre; measuring in width, three feet and seven-tenths of a foot (3.7') in its northwest line, and three feet and sixty-six hundredths of a foot (3.66) in its southeast line, and in depth, fourteen feet and twenty-three

lignes nord-est et sud-ouest ayant une superficie de cinquante-deux pieds carrés et quatre dixièmes de pied carré (52.4 pi. ca.);

4° La partie nord-ouest du lot cinq de la subdivision du lot originaire numéro mille trois cent huit (No 1308-ptie 5) dudit cadastre, bornée vers le nord-ouest par la partie du lot numéro 1308-7 décrite ci-haut au paragraphe 1, vers le nord-est par l'autre partie dudit lot 1308-7 et par la partie du lot numéro 1308-3 décrite ci-haut au paragraphe 1, et par la portion décrite au paragraphe 3 dudit lot 1308-4, vers le sud-est par une autre portion dudit lot 1308-5, faisant maintenant partie de la rue Burnside telle qu'élargie, et vers le sud-ouest par la partie décrite ci-après du lot 1308-6; mesurant en largeur, seize pieds et vingt-cinq centièmes de pied (16.25') sur sa ligne nord-ouest et seize pieds et treize centièmes de pied (16.13') sur sa ligne sud-est et en profondeur, vingt-huit pieds et quarante-trois centièmes de pied (28.43') sur sa ligne nord-est et vingt-sept pieds et soixante-neuf centièmes de pied (27.69') sur sa ligne sud-ouest, ayant une superficie de quatre cent cinquante-quatre pieds carrés et trois dixièmes de pied carré (454.3 pi. ca.).

5° La partie nord-ouest du lot numéro six de la subdivision du lot originaire numéro mille trois cent huit (No 1308-ptie 6) dudit cadastre, bornée vers le nord-ouest par la partie du lot 1308-7 décrite au paragraphe 1, vers le nord-est par la partie du lot 1308-5 décrite au paragraphe 4, vers le sud-est par une autre portion du lot 1308-6, faisant maintenant partie de la rue Burnside telle qu'élargie, vers le sud-ouest par une partie de ruelle, sans numéro de cadastre; mesurant en largeur, seize pieds et vingt-cinq centièmes de pied (16.25') sur sa ligne nord-ouest et seize pieds et trente-quatre centièmes de pied (16.34') sur sa ligne sud-est, et en profondeur vingt-sept pieds et soixante-neuf centièmes de pied (27.69') sur sa ligne nord-est et vingt-six pieds et quatre-vingt-quinze centièmes de pied (26.95') sur sa ligne sud-ouest; ayant une superficie de quatre cent quarante-sept pieds carrés et un dixième de pied carré (447.1 pi. ca.);

Toutes les mesures ci-dessus sont mesures anglaises.

(B) Tous les droits, titre et intérêt de la compagnie « Mace Development Ltd. », provenant des actes notariés suivants:

a) Contrat de bail emphytéotique en date du 3 juin 1964, passé devant Jean R. Miquelon, notaire, sous le numéro 6835 de ses minutes, entre « McGill-Burnside Holdings Ltd. » et « Mace Development Ltd. », enregistré à Montréal, sous le numéro 1754844, lequel contrat de bail emphytéotique a été amendé par

b) Un contrat daté du 31 août 1967, entre les compagnies « McGill-Burnside Holdings Ltd. » et « Mace Development Ltd. », passé devant Jean R. Miquelon, notaire, sous le numéro 7892 de ses minutes, enregistré à Montréal sous le numéro 2011219;

lequel contrat de bail emphytéotique et ses amendements concernant les biens immobiliers suivants:

Ce certain emplacement situé à l'angle de l'avenue McGill College et de la rue Burnside, dans la cité de Montréal, faisant partie des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal, et décrit comme suit:

hundredths of a foot (14.23') in its northeast and southwest lines, containing a superficial area of fifty-two square feet and four-tenths of a square foot (52.4 s.f.);

4. The northwest part of lot number five of the subdivision of original lot number one thousand three hundred and eight (No. 1308-pt. 5) of said cadastre, bounded towards the northwest by part of lot No. 1308-7 hereinbefore described in paragraph 1, towards the northeast by another part of said lot 1308-7 and by part of lot No. 1308-3 hereinbefore described in paragraph 1, and by the portion described in paragraph 3 of said lot 1308-4, towards the southeast by another portion of said lot 1308-5, now forming part of Burnside Street as widened, and towards the southwest by the part hereinafter described of lot 1308-6; measuring in width, sixteen feet and twenty-five hundredths of a foot (16.25') in its northwest line and sixteen feet and thirteen hundredths of a foot (16.13') in its southeast line and in depth, twenty-eight feet and forty-three hundredths of a foot (28.43') in its northeast line and twenty-seven feet and sixty-nine hundredths of a foot (27.69') in its southwest line, containing a superficial area of four hundred and fifty-four square feet and three-tenths of a square foot (454.3 s.f.);

5. The northwest part of lot number six of the subdivision of original lot number one thousand three hundred and eight (No. 1308-pt. 6) of said cadastre, bounded towards the northwest by part of lot 1308-7 described in paragraph 1, towards the northeast by the part of lot 1308-5 described in paragraph 4, towards the southeast by another portion of lot 1308-6, now forming part of Burnside Street as widened, towards the southwest by part of a lane, without cadastral number; measuring in width, sixteen feet and twenty-five hundredths of a foot (16.25') in its northwest line and sixteen feet and thirty-four hundredths of a foot (16.34') in its southeast line, and in depth, twenty-seven feet and sixty-nine hundredths of a foot (27.69') in its northeast line and twenty-six feet and ninety-five hundredths of a foot (26.95') in its southwest line; containing a superficial area of four hundred and forty-seven square feet and one-tenth of a square foot (447.1 s.f.);

All the above measurements are English Measure.

(B) All of the right, title and interest of "Mace Development Ltd.", arising out of the following notarial deeds:

(a) Agreement of Emphyteutic Lease dated June 3rd, 1964, executed before Jean R. Miquelon, Notary, under number 6835 of his minutes, between "McGill-Burnside Holdings Ltd." and "Mace Development Ltd.", registered at Montreal under number 1754844, which Agreement of Emphyteutic Lease has been amended by:

(b) Agreement dated August 31st, 1967, between "McGill-Burnside Holdings Ltd." and "Mace Development Ltd.", executed before Jean R. Miquelon, Notary, under number 7892 of his minutes, registered at Montreal under number 2011219;

which Agreement of Emphyteutic Lease and amendments thereto affect the following immovable properties:

That certain emplacement situated at the corner of McGill College Avenue and Burnside Street, in the city of Montreal, forming part of the official plan and book of reference of the St-Antoine Ward of the city of Montreal, and described as follows:

2° Le lot mille trois cent vingt et un (lot 1321), mesurant vingt-quatre pieds de largeur avec une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds et neuf pouces;

3° Le lot mille trois cent vingt-deux (lot 1322), mesurant vingt-quatre pieds de largeur et une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds et neuf pouces;

4° Le lot mille trois cent vingt-trois (lot 1323), mesurant vingt-trois pieds et neuf pouces de largeur avec une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds et neuf pouces; et

5° La portion nord-ouest du lot mille trois cent vingt-quatre (N.O. ptie lot 1324), mesurant dix-sept pieds et quatre-vingt-quinze centièmes de pieds de largeur en avant, et dix-sept pieds et quatre-vingt-seize centièmes de pieds de largeur en arrière avec une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds et neuf pouces, bornée en avant par l'avenue McGill College, à l'arrière par une ruelle, sur un côté au nord-ouest par le lot mille trois cent vingt-trois décrit ci-dessus et sur l'autre côté au sud-est par le résidu dudit lot mille trois cent vingt-quatre, ledit résidu ayant été exproprié pour élargir la rue Burnside.

Les mesures ci-dessus mentionnées sont des mesures anglaises et plus ou moins.

Conformément à un jugement rendu par Monsieur le Juge G. M. Desaulniers, le 30 avril 1968, les paragraphes « A » et « B » seront vendus « en bloc ».

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour du mois de JUIN 1968, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 13 mai 1968. 24633

2. Lot one thousand three hundred and twenty-one (lot 1321) measuring twenty-four feet in width by a depth of ninety-five feet and nine inches;

3. Lot one thousand three hundred and twenty-two (lot 1322) measuring twenty-four feet in width by a depth of ninety-five feet and nine inches;

4. Lot one thousand three hundred and twenty-three (lot 1323) measuring twenty-three feet and nine inches in width by a depth of ninety-five feet and nine inches; and

5. The northwesterly portion of lot one thousand three hundred and twenty-four (N. W. pt. lot 1324) measuring seventeen feet and ninety-five one-hundredths of a foot in width in front, and seventeen feet and ninety-six one-hundredths of a foot in width in rear by a depth of ninety-five feet and nine inches bounded in front by McGill College Avenue, in rear by a lane, on one side to the northwest by lot one thousand three hundred and twenty-three above described and on the other side to the southeast by the residue of said lot one thousand three hundred and twenty-four, the said residue having been expropriated for the widening of Burnside Street.

The above measurements are English Measure and more or less.

Pursuant to a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice G. M. Desaulniers, on April 30th, 1968, the paragraphs "A" and "B" will be sold "en bloc".

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of the month of JUNE 1968, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 13, 1968. 24633-0

PONTIAC

Canada — Province de Québec
District de Pontiac

Cour Supérieure, { LORNE McGUIRE, de l'en-
No 7189. { droit nommé Demers
demanderesse, vs LES HÉRITIERS LÉGAUX
DE FEU ANNA O'BRIEN, défendeurs.

« Toute et chaque partie de cette certaine propriété immobilière désignée comme étant le lot numéro treize du cinquième rang (Lot 13, rang 5) conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Allumette Island, ensemble avec la bâtisse dessus érigée, membres et appartenances y attachés. »

Pour être vendue au bureau du Régistrateur du comté de Pontiac, à Campbell's Bay P.Q., MARDI le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JOSEPH D. SLOAN.
Campbell's Bay, P.Q., 7 mai 1968. 24610

QUÉBEC

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Québec, à savoir: { LA BANQUE ROYALE
Cour Supérieure, { DU CANADA, corpo-
No 151-977. { ration légalement constituée
Québec, contre LUCIEN GAMACHE, résidant
à 1860, rue Jalobert, Québec.

PONTIAC

Canada — Province of Quebec
District of Pontiac

Superior Court, { LORNE McGUIRE, of the
No. 7189. { place called Demers Cen-
tre, district of Pontiac, plain-
tiff, vs THE LEGAL HEIRS OF THE LATE
ANNA O'BRIEN, defendants.

"All and singular that certain immovable property designated as being lot number thirteen in the fifth range (Lot 13, range 5) according to the official plan and book of reference for the township of Allumette Island, together with building thereupon erected and members and appurtenances thereto belonging."

To be sold at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in Campbell's Bay, P.Q., on TUESDAY the EIGHTEENTH day of JUNE, 1968, at TEN of the clock in the forenoon.

JOSEPH D. SLOAN.

Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, P.Q., May 7, 1968. 24610-0

QUÉBEC

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Quebec, to wit: { THE ROYAL BANK OF
Superior Court, { CANADA, a corpora-
No. 151-977. { tion legally constituted, hav-
Québec, versus LUCIEN GAMACHE, residing
at 1860 Jalobert Street, Quebec.

« Les lots portant les numéros 372 et 373 du cadastre officiel de St-Roch Nord, en la cité de Québec, avec servitude de vue en faveur de 372 contre 371, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du shérif, à 51, rue DesJardins, Québec, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 15 mai 1968. 24663-0

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: MAURICE SAILLANT, industriel, domicilié à No 152-546. 480 chemin St-Louis, Québec, P.Q., vs MAURICE BÉLANGER, plâtrier, domicilié à 430, rue Ratté, Québec, P.Q., et J. C. PICHER, régistrateur de la division d'enregistrement de Québec, à Québec, mis-en-cause.

« 1° Un immeuble connu comme étant partie sud du lot numéro onze cent quarante et un (Ptie 1141) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, Québec, bornée au nord par la partie nord dudit lot, au sud par le lot onze cent quarante dudit cadastre, à l'est par la rue Durocher, et à l'ouest par l'immeuble ci-après décrit.

2° Partie sud du lot onze cent trente-neuf (Ptie 1139) du susdit cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur, bornée au nord-est par la partie nord de ce lot onze cent trente-neuf, au sud par le lot onze cent trente-huit du même cadastre, à l'est par la partie du lot onze cent quarante et un, ci-dessus en premier lieu décrite et à l'ouest par une partie du lot onze cent trente-sept dudit cadastre de St-Sauveur.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du shérif, à 51, rue DesJardins, Québec, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 15 mai 1968. 24664-0

SAINT — FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Provinciale, (Sherbrooke), No 6876. ROMÉO PRUNEAU, restaurateur, domicilié à Saint-Gérard, district de St-François, demandeur vs

MAURICE SAINT-PIERRE, résidant au No 31, rue Principale Nord, app. #3, à Windsor, district de St-François, ayant des intérêts dans la tierce-saisie, défendeur, et MAURICE SAINT-PIERRE & FILS INC., corporation légalement constituée avec un principal bureau d'affaires au No 31, rue Principale Nord, app. #3, à Windsor, district de St-François, tierce-saisie défaillante.

Comme appartenant à ladite tierce-saisie défaillante:

« Ce certain morceau de terre, avec bâtisses y érigées, sis et situé dans le dixième rang du canton de Weedon, connu au cadastre comme étant le lot numéro vingt-deux-B (No 22-B) tel qu'acquis par acte de vente en date du ou vers le 19 juillet mil neuf cent soixante (1960)

“The lots bearing number 372 and 373 of the official cadastre for St. Roch north, in the city of Quebec, with servitude of view in favor of 372 against 371, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies”.

To be sold at the sheriff's office, at 51 DesJardins Street, Quebec, the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Associate-Sheriff.
Quebec, May 15, 1968. 24663

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: MAURICE SAILLANT, industrialist, domiciled No. 152-546. at 480 St-Louis Road, Quebec, P.Q., vs MAURICE BÉLANGER, plasterer, domiciled at 430 Ratté Street, Quebec, P.Q., and J. C. PICHER, registrar of the registry division for Quebec, in Quebec, mis-en-cause.

“1. An immovable known as being south part of lot number eleven hundred and forty-one (Pt. 1141) on the official cadastre for the parish of St-Sauveur, Quebec, bounded on the north by the north part of said lot, on the south by lot eleven hundred and forty on said cadastre, on the east, by Durocher Street, and on the west, by the immovable hereinafter described.

2. The south part of lot eleven hundred and thirty-nine (Pt. 1139) on aforesaid official cadastre for the parish of St-Sauveur, bounded on the northeast by the north part of this lot eleven hundred and thirty-nine, on the south, by the lot eleven hundred and thirty-eight of same cadastre, on the east, by part of lot eleven hundred and forty-one, hereinabove firstly described and on the west, by a part of lot eleven hundred and thirty-seven of said cadastre of St-Sauveur.

The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.”

To be sold at Sheriff's Office, at 51 DesJardins Street, Quebec, the TWENTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Associate-Sheriff.
Quebec, May 15, 1968. 24664

SAINT — FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Provincial Court, (Sherbrooke), No. 6876. ROMÉO PRUNEAU, restaurateur, domicilié à Saint-Gérard, district of St. Francis, plaintiff, vs MAURICE SAINT-PIERRE, residing at No. 31

Principal Street North, Apt. #3, at Windsor, district of St. Francis, having interests in the garnishee, defendant, and MAURICE SAINT-PIERRE & FILS INC., corporation legally constituted with a principal place of business at No. 31 Principal Street North, Apt. #3, at Windsor, district of St. Francis, defaulting garnishee.

As belonging to said defaulting garnishee:

“That certain piece of land, with buildings thereon erected, located and situated in the tenth range of the township of Weedon, known on the cadastre as being lot number twenty-two-B (No. 22-B) such as purchased by deed of sale dated on or around July 19, one thousand nine

dont copie est enregistrée à Ham Sud sous le No 66703 et dont le titre de la tierce-saisie défaillante, Maurice Saint-Pierre & Fils Inc., est enregistré sous le numéro 73509. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Wolfe, à Ham Sud, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du shérif,
Palais de Justice, de Sherbrooke,
le 8 mai 1968. 24611-0

hundred and sixty (1960) copy of which is registered at Ham South under number 66703 and the title of the defaulting garnishee, Maurice Saint-Pierre & Fils Inc., of whom is registered under number 73509."

To be sold at the Wolfe, registry office, at Ham South, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff,
DONAT JACQUES.

Sheriff's Office,
Court House, of Sherbrooke,
May 8, 1968. 24611

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District of Terrebonne

Cour Supérieure, { EUGÈNE LÉVEILLÉ,
No 53.438. { anciennement registra-
teur, domicilié à Ste-Scholastique, et maintenant de Ste-Adèle, district de Terrebonne, demandeur; *vs* STALISLAW GRENIUK, homme d'affaires domicilié à Montréal, district de Montréal, défendeur et ANTHONY JANKOWSKI, homme d'affaires domicilié à Montréal, district de Montréal, mis-en-cause.

Les immeubles ci-après désignés et appartenant au défendeur Stalislaw Greniuk.

Les lots cent dix-huit, cent dix-neuf, cent vingt et cent vingt et un des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Colomban.

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté des Deux Montagnes situé à Ste-Scholastique, MERCREDI le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1968 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 13 mai 1968. 24665-0

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, { EUGÈNE LÉVEILLÉ,
No. 53.438. { formerly registrar, domiciled in Ste-Scholastique, and now of Ste-Adèle, district of Terrebonne, plaintiff; *vs* STALISLAW GRENIUK, businessman domiciled in Montreal, district of Montreal, defendant; and ANTHONY JANKOWSKI, businessman domiciled in Montreal, district of Montreal, mis-en-cause.

The immovables hereinafter designated and belonging to the defendant Stalislaw Greniuk.

The lots one hundred and eighteen, one hundred and nineteen, one hundred and twenty and one hundred and twenty-one on the official plan and book of reference for the parish of St. Colomban.

To be sold at the registry office for the county of Two-Mountains situated in Ste. Scholastique, WEDNESDAY, the NINETEENTH day of JUNE, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

Sheriff,
VILLENEUVE HUOT.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, May 13, 1968. 24665

INDEX No 20

ASSOCIATION Coopérative

Association coopérative régionale « Co-op Habitat » de Charlevoix (*Formation*)..... 2894

AVIS divers

Abramovici, Meier (*Dem.-Appl.*)..... 2881
Bromirski, Alfred (*Dem.-Appl.*)..... 2890
Cap-Chat, village (*Requête-Petition*)..... 2892
Estate Antoine Gagnon (*Benefit of Inventory*)..... 2890
Gulleerberg, André (*Dem.-Appl.*)..... 2881
Haley, Joseph Kenneth (*Dem.-Appl.*)..... 2881
Houde, Joseph Raoul Marcel (*Dem.-Appl.*)..... 2890
Lee, Yue (*Dem.-Appl.*)..... 2881
Manunczak, Eugen (*Dem.-Appl.*)..... 2881
Montréal, ville-city (*Rues-Ruelles-Streets-Lanes*)..... 2882
Montréal, ville-city (*Rues-Ruelles-Streets-Lanes*)..... 2884
Montréal, ville-city (*Rues-Ruelles-Streets-Lanes*)..... 2886
Montréal, ville-city (*Rues-Ruelles-Streets-Lanes*)..... 2887
St-Norbert du Cap-Chat, par. (*Requête-Petition*)..... 2891
Société d'orthophonie et d'audiologie de la province de Québec (*Appr. règlements*)..... 2890
Speech and Hearing Society of the Province of Quebec (*Appr.-By-laws*)..... 2890
Succession Antoine Gagnon (*Bénéfice d'Inventaire*)..... 2890
Vanier, ville-town (*Tirage d'obligations-Drawing of Bonds*)..... 2893

COOPERATIVE Association

MISCELLANEOUS Notice

CAISSES *SAVINGS*
d'épargne et de crédit *and credit unions*

Caisse de crédit des éducateurs du Bas St-Laurent (<i>Nom-Name ch.-Terr. ch.</i>)	2894
Caisse d'économie Queen Elizabeth Hospital Employee Credit Union (<i>Formation</i>)	2894
Caisse d'établissement de l'U.C.C. de la Chaudière (<i>Nom-Name ch.</i>)	2895

Bills	Bills
Sanctionnés	2893
Sanctioned	2893

COMPAGNIES *COMPANIES*

Avis relatifs à la loi des *Notices relative to the Act of*

Autorisées à faire des affaires	Licensed to do Business
Atlantic Richfield Company	2895
Marquette Appliance Company	2895
Pennzoil United, Inc.	2895
Phelps Dodge Corporation of Canada, Limited	2895
Procon Incorporated	2896
Telautograph Corporation	2896

Chartes — Abandon de *Charters — Surrender of*

Allen (Peggy) Fashions Inc.	2899
Association des Pharmaciens d'Hôpitaux de la Province de Québec inc.	2896
Bertrand (J. Paul) inc.	2898
Bonus Realty Corp.	2896
Boruch Investment Corporation	2898
Centre Médical Val d'Or-Bourlamaque inc.	2896
Dimock Construction Inc.	2898
Distributeurs Suncap (Québec) Inc.	2899
Entreprises Montmartre inc. (Les)	2897
Excelsior Products Limited	2898
Fruits Champlain ltée (Les)	2898
Granby Shopping Mart Corp.	2898
Immeubles de la Charité inc. (Les)	2899
Kuhl (Martin) Inc.	2897
Mitchel & Co. Ltd.	2897
Octagon Realities Inc.	2897
Parallel Publications Inc.	2897
Place Concordia Inc.	2898
Salon Viateur ltée	2897
Suncap Distributors (Quebec) Inc.	2899
Success Realities Inc.	2897
Versafax Equipment Corp.	2899
Ville Marie Linen Supply	2897

Dissoutes *Dissolved*

Assistance Maternelle de Québec (L)	2899
Bayview Investment Inc.	2900
Fournisseurs du Saguenay ltée	2900
Joseph (M.) Realities Inc.	2900
Kamex Ltd.	2900
Marché Roseval inc.	2900
Mountex Ltd.	2900
Primavera ltée	2900
Roseval Market Inc.	2900
Sang (Wai) Laundry Incorporated	2901
Speedi Redi Distribution Montréal Inc.	2901
Union Alliance Rub Co. Ltd.	2901
Wai Sang Laundry Incorporated	2901

Divers *Miscellaneous*

Association des cadres administratifs de la C.E.C.M. (L) (<i>Dir.</i>) (<i>Règl.-By-laws</i>)	2902
---	------

Cedarbrook Golf & Country Club Inc. (<i>Règl.-By-laws</i>)	2902
Foyer de Vallée, inc. (Le)	2901
Hermitage Club (The) (<i>Règl.-By-laws</i>)	2901
Precision Technical Design Inc. (<i>Dir.</i>)	2901
Viau Limited (<i>Dir.</i>)	2901
Viau limitée (<i>Dir.</i>)	2901

Lettres patentes *Letters Patent*

Affiliated Metal Manufacturing Ltd	2838
Aliments Carnaval inc. (Les)	2838
Aliments Carrousel inc. (Les)	2839
Archos inc.	2839
Archambault (Yves) construction ltée	2839
Arrivederci Roma Restaurant Inc.	2840
Association des Familles Marcotte inc.	2840
Association des Vétérans des As de Québec inc.	2840
Association hippique de Québec inc. (L')	2841
Auberge du Cheval Blanc inc.	2841
Bal-Mass inc.	2842
Barclay Motor Sales Ltd	2842
Bonaventure Realities Inc.	2875
Bonbons Paul inc.	2842
Boucliers de Saint-Laurent inc. (Les)	2843
Brady (Pat) Real Estate Inc.	2843
Carnaval Foods Inc.	2838
Carrousel Foods Inc.	2839
Centre d'éducation Ste-Marie inc.	2843
Centre d'intégration scolaire inc.	2844
Centre Loisirs de l'Age d'Or de Rouyn	2844
Chevaliers de Chevalières de l'Épée	2844
Chouinard & Ménard inc.	2845
Cimetières Catholiques Romains de Jonquières-Kénogami	2907
Club des Lions de Farnham inc. (Le)	2845
Club 2920	2846
Confederation Foods Inc.	2863
Coupons Beauséne inc.	2846
CANADA Committee (The)	2846
Comité CANADA (Le)	2846
Cosmopolitan Textiles Inc.	2847
D. A. P. inc.	2847
Dairy Freight Forwarders Ltd	2847
Davidbeth Holdings Corp.	2848
Deschênes (Roger) inc.	2848
Dollard Dining-Room Inc.	2867
Dorval Structural Steel Detailing Services Inc.	2848
Eastern Business College Inc.	2850
Éditions Heritage inc. (Les)	2849
Entreprises Gimar inc. (Les)	2849
Entreprises Sept-Iles Rive Nord ltée (Les)	2867
Entreprises Torino inc.	2849
Épicerie Morin inc.	2850
Études Commerciales de l'Est inc. (Les)	2850
F.C.E. Foundation for Culture and Education	2850
F.C.E. Fondation pour la Culture et l'Éducation	2850
F. M. Construction Inc.	2851
Fam-Lee Products Corporation	2851
Farnham Lions Club Inc. (The)	2845
Federal Amusement & Vending Co. Ltd.	2851
Ferland Auto Parts Inc.	2852
Fortin & Rondeau inc.	2852
Gagnon (Marcel) Tailleur pour Hommes inc.	2852
Gauthier (Fernand) inc.	2853
Geoform Designs Inc.	2853
Gerpi inc.	2853
Graviers Rigaud inc. (Les)	2854
Hasel Stables Inc.	2854
Henri (J.-P.) construction inc.	2854

Curatelle publique	Public Curatorship
<i>Succession vacante:</i>	<i>Vacant Estate:</i>
Grazys, Antanas.....	2905

DEMANDES	APPLICATIONS
à la Législature	to Legislature
Corporation de l'Oratoire St-Joseph du Mont-Royal.....	2914
Dorval, cité-city.....	2913
Église Roumaine Orthodoxe de Montréal.....	2914
Estate Jack Sadovnik.....	2913
Lachine, cité-city.....	2913
Roumanian Orthodox Church of Montreal.....	2914
Succession Jack Sadovnik.....	2913

MINISTÈRES	DEPARTMENTAL
Éducation	Education
<i>Municipalité scolaire de:</i>	<i>School Municipality of:</i>
Buckingham (Prot.) (Acc.-Grant.).....	2908
Cap-de-la-Madeleine, (Acc.-Grant.).....	2910
Causapséal, (Dem.-Appl.).....	2908
Coaticook, (Acc.-Grant.).....	2910
Compton County (Prot.) (Dem.-Appl.).....	2911
Grand-Mère, (Dem.-Appl.).....	2907
Grand'Pré, (Acc.-Grant.).....	2911
Haut Saint-Maurice (Erratum).....	2911
Huntingdon, (Acc.-Grant.).....	2912
Magog, cité-city (Dem.-Appl.).....	2908
St-Eustache, (Acc.-Grant.).....	2910
Ste-Foy, (Acc.-Grant.).....	2909
St-François-de-Laval, (Acc.-Grant.).....	2908
St-Vincent-de-Paul, (Acc.-Grant.).....	2912
Soulanges, (Acc.-Grant.).....	2911
Sherbrooke, c.s.c.-c.s.c. (Dem.-Appl.).....	2908
Stanstead County (Prot.) (Acc.-Grant.).....	2912
Trois-Rivières-Cap de la Madeleine (Prot.) (Acc.-Grant.).....	2909
Valin, (Acc.-Grant.).....	2910

Finances	Finance
<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>
Association des courtiers d'assurances de la province de Québec (L').....	2916
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la municipalité de la paroisse de Ste-Hénédine, comté de Dorchester (Annul.).....	2916
Quebec Insurance Brokers' Association of the Province of Quebec (The).....	2916

Terres et Forêts	Lands and Forests
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>
Ancienne-Lorette, par.....	2914
Charlesbourg, par.....	2914
Isle-Dieu, canton-township.....	2915
Lachine, par.....	2914
Lachine, par.....	2914
Pabos, munic.....	2915
St-Antoine de Rivière-du-Loup, par.....	2915
St-Jérôme de Matane, par.....	2915
St-Nicolas, par.....	2915

Travail	Labour
<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>
Commercial Establishments, Asbestos (Amend.).....	2917
Établissements commerciaux, Asbestos, (Mod.).....	2917

NOMINATION	APPOINTMENT
Divers.....	2917
Miscellaneous.....	2917

PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS
Administration de la justice dans le district judiciaire de Montréal.....	2923
Administration de la justice dans le district judiciaire de Bedford.....	2924
Administration of justice in the judicial district of Montreal.....	2923
Administration of justice in the judicial district of Bedford.....	2924
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Léry to the town of Châteauguay (Amendments).....	2922
Extention de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Léry à la ville de Châteauguay (Modifications).....	2922
Financial Institutions, Companies and Coopératives Department.....	2923
Institutions financières, compagnies et coopératives, entrée en vigueur du ministère.....	2923

RÉGIE	QUEBEC
des marchés agricoles	Agricultural
du Québec	Marketing Board
Producteurs de bois, Laurentides (Section 11) (Projet de plan conjoint).....	2925
Wood producers, Laurentians (Section 11) (Draught of a joint plan).....	2925

SOUSSIONS	TENDERS
Baie-Comeau, ville-town.....	2935
Charlesbourg, c.s.-s.c.....	2928
Châteauguay, c.s.-s.c.....	2927
Mont-St-Hilaire, ville-town.....	2929
Plessisville, ville-town (Correction).....	2931
Ste-Croix, village.....	2934
St-Jérôme, cité-city.....	2931

SYNDICATS	SYNDICATES
Professionnels	Professional
Association des camionneurs artisans du comté de Dorchester (Const.-Inc.).....	2906
Association des camionneurs artisans du comté de Laviolette (Const.-Inc.).....	2906
Association des camionneurs artisans du comté de Drummond (Const.-Inc.).....	2906
Association des camionneurs artisans du comté de Lotbinière (Const.-Inc.).....	2906
Association des camionneurs artisans du comté de Shefford (Const.-Inc.).....	2906
Association patronale des coiffeurs pour dames de Valleyfield (Const.-Inc.).....	2905
Association professionnelle des musiciens éducateurs du Québec (A.P.M.E.Q.) Région du Nord-Ouest (Const.-Inc.).....	2907

VENTES	SALES
Loi de faillite	Bankruptcy Act
Dufour, Benoit.....	2940

SHÉRIFS	SHERIFFS
Abitibi	Abitibi
Fortin vs Legault.....	2941

Beauharnois	Beauharnois
B & M Finance Corporation vs Faillie..	2941
Galarneau vs Galarneau.....	2942

Gaspé	Gaspé	Royal Bank of Canada (The) <i>vs</i> Gama- che.....	2946
Gammon & Sons Ltd. <i>vs</i> Cormier.....	2942	Saillant <i>vs</i> Bélanger.....	2947
Montréal	Montreal	Saint-François	Saint Francis
Aetna Factors Corporation Ltd. <i>vs</i> Gué- rin.....	2944	Pruneau <i>vs</i> St-Pierre <i>et al.</i>	2947
Yolles <i>et al vs</i> Mace Development Ltd..	2944	Terrebonne	Terrebonne
Pontiac	Pontiac	Léveillé <i>vs</i> Greniuk.....	2948
McGuire <i>vs</i> Les Héritiers Légaux de feu Anne O'Brien.....	2946	Taxes	Taxes
McGuire <i>vs</i> The Legal Heirs of the late Anna O'Brien.....	2946	Rivière-du-Moulin, ville-town.....	2937
Québec	Quebec	Iles de la Madeleine, comté.....	2938
Banque Royale du Canada (La) <i>vs</i> Ga- mache.....	2946	Magdalen Islands, county.....	2938
		Ste-Foy, cité-city.....	2939
		Sherbrooke, cité-city.....	2939